

Supplément « Sans visa »

Le Monde



15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14344 - 6 F -

SAMEDI 9 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les réfugiés albanais affluent en Italie

Tirana tente d'enrayer l'exode

L'Occident mythique

La perspective d'élections libres, les timides mesures de libéralisation, la fin de l'interdiction des cultes, voire l'autorisation d'importer des voitures particulières, n'auront donc pas freiné le désir de milliers d'Albanais de quitter leur pays. Tous les moyens sont bons. Toutes les destinations aussi. S'ils sont maintenant plus de quinze mille à Brindisi, en Italie, plusieurs milliers attendent aussi aux postes-frontières avec la Yougoslavie et, depuis plusieurs mois, leur nombre n'a cessé de croître en Grèce, à tel point qu'Athènes avait décidé de les renvoyer chez eux.

Sauf à employer des moyens violents, les autorités albanaises semblent impuissantes à enrayer ce mouvement de fuite, conséquence logique de tant et tant d'années de répression. On n'enferme pas impunément pendant plus de quarante ans un peuple à l'intérieur de ses frontières sans que le moindre possibilité de départ se transforme en exode massif.

Les Albanais fuient, certes pour quitter un pays privé de liberté et dont l'économie est exsangue, mais aussi pour, enfin, « voir » un Occident mythique dont ils n'ont pu se faire une idée qu'à travers quelques images entrevues sur les chaînes de télévision italiennes.

DE toute évidence, cette nouvelle crise augure mal de la bonne marche du mouvement vers la démocratie entreprise en décembre dernier par le gouvernement de M. Ramiz Alia après les manifestations étudiantes. Mouvement qui pouvait laisser penser, toutes choses étant égales, que l'Albanie pourrait connaître un changement pacifique et graduel comme dans la Bulgarie voisine. Or c'est peut-être une évolution chaotique, convulsive et sanglante que va traverser l'Albanie, à l'image d'un autre pays proche, la Roumanie.

Pretextant des troubles provoqués par l'afflux des candidats au départ, les membres les plus durs du Parti du travail (communiste), encore bien armés au pouvoir, ne vont-ils pas freiner des quatre fers cette marche vers la libéralisation? Ne vont-ils pas user de tout leur poids, de tous leurs agents, de toutes leurs structures, pour transformer les élections de la fin mars, si elles ont lieu, en un simulacre de scrutin démocratique?

SACHANT qu'il est impossible, sous peine d'asphyxie et - tôt ou tard - de révolutions violentes, de maintenir leur pays à l'écart d'une Europe aujourd'hui démocratique dans son ensemble, les autorités albanaises, et en premier lieu le président Ramiz Alia, doivent maintenant comprendre que seule la mise en œuvre rapide et crédible des réformes décidées, et pas seulement le déboulonnage de quelques statues de Staline ou d'Enver Hoxha, pourra permettre au « pays des aigles » de ne plus être considéré comme un anachronisme sur la carte de l'Europe.

M0147 - 0309 0 - 6,00 F

Bagdad annonce la libération de quarante journalistes occidentaux

De nombreux Koweïtiens détenus en Irak regagnent leur pays

Citant un porte-parole du gouvernement irakien, Radio-Bagdad a annoncé, vendredi 8 mars en milieu de journée, que « quarante journalistes occidentaux » dont on était sans nouvelles depuis dimanche dernier, pour la plupart, avaient été retrouvés dans la région de Bassorah et conduits, jeudi, à Bagdad. La radio a précisé qu'ils devaient être remis vendredi au Comité international de la Croix-

Un porte-parole officiel irakien à Bagdad a annoncé vendredi 8 mars en début d'après-midi (heure locale) que « les quarante journalistes occidentaux, portés disparus depuis dimanche dernier, qu'ils se trouvaient illégalement à Bassorah, ont été retrouvés et conduits jeudi à Bagdad, où ils seront remis vendredi au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ».

Il a précisé que dix-huit de ces journalistes étaient français, neuf américains, quatre italiens, deux britanniques, deux norvégiens, deux brésiliens, un espagnol, un irlandais et un uruguayen. Au nombre d'entre eux se trouvaient

deux femmes, une française et une italienne. Il s'est cependant refusé à donner l'identité de ces correspondants, dont on était sans nouvelles depuis le week-end, alors qu'ils étaient partis enquêter sur la situation dans la seconde ville d'Irak, où s'affrontaient des opposants chiites, qui s'étaient soulevés contre le régime de M. Saddam Hussein et la garde républicaine fidèle à Bagdad. Jeudi, un des représentants du CICR à la frontière irako-koweïtienne, M. Thomas Pizer, avait affirmé qu'une vingtaine de journalistes disparus dans la région de Bassorah pourraient être remis vendredi au

CICR dans cette ville, de même que deux mille Koweïtiens détenus par les Irakiens. Ses déclarations avaient été reprises dans la soirée par beaucoup de médias; le Monde s'en était fait l'écho dans sa dernière édition en date du 8 mars.

Le soir même, le président du CICR, qui venait de rencontrer à New-York le secrétaire général des Nations unies - qui a pris plusieurs initiatives pour tenter de leur venir en aide - avait affirmé que les « informations » concernant cette restitution « étaient incorrectes ».

Lire la suite page 4

Michel d'Ornano est mort

L'ancien ministre âgé de soixante-six ans a été victime d'un accident de la circulation

page 30

Un entretien avec M. Jack Lang

Le ministre de la culture fait le point, à la veille de la cérémonie des César, sur son action en faveur du cinéma

page 12

M. Gorbatchev compose son conseil de sécurité

Un choix approuvé par le Soviet suprême

page 6

La disparition de Jean Piveteau

L'un des plus grands paléontologues français

page 30

Les médecins et la morale

Un congrès international d'éthique à Paris

page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

L'Europe dans le creux de la vague

M. Jacques Delors commente le blocage de la construction communautaire, victime de la crise du Golfe

En prenant la parole jeudi 7 mars à Londres sur le très sensible sujet de la défense européenne, M. Jacques Delors est sorti d'un mutisme qui ne lui ressemblerait guère, et dans lequel il s'était retranché depuis l'adoption par l'ONU, en novembre, de la résolution 678 autorisant le recours à la force contre l'Irak. Mais il le dit lui-même : il n'entend pas « brûler toutes ses cartouches d'emblée » (1). Le discours de Londres est un signal, pas une de ces offensives par lesquelles le président de la Commission sur, quand il le fallait, renverser des montagnes. La crise de l'Europe ne s'est pas achevée avec le cessez-le-feu dans le Golfe.

La construction communautaire est bloquée et M. Jacques Delors ne prétend pas la remettre en marche aujourd'hui.

La crise du Golfe fut cruelle pour les Douze : alors que l'enjeu pétrolier était le même et l'enjeu politique d'importance comparable, ils ne parvinrent, comme on l'a dit, qu'à étaler leurs divisions (politiques) pendant que les États-Unis envoyaient leurs divisions (militaires). Ce constat ironique renvoie l'Europe à sa vérité, que deux années d'euphorie communautaire avaient fait oublier : au stade actuel de son histoire, elle ne dispose ni des instruments d'une politique étrangère commune ni des

moyens d'une intervention militaire collective.

La logique voudrait qu'une aussi piteuse mise en évidence des manques européens incite à y remédier d'urgence. Or - et c'est ce qui explique le désarroi perceptible à la Commission de Bruxelles - l'heure n'est pas à la logique. Elle est, chez ceux qui participent physiquement au combat, à la psychologie et aux politiques post-guerrières, qui n'ont pour le moment que faire de la Communauté.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite et l'article de DOMINIQUE DHOMBRES page 5
(1) Wall Street Journal du 7 mars.



Stratégies d'après-guerre au PS

Différée de quelques mois, la « clarification » souhaitée par M. Mauroy reste à l'ordre du jour du débat entre les socialistes

La guerre du Golfe a provoqué au sein du Parti socialiste une faille entre les partisans de la politique de M. François Mitterrand, largement majoritaires, et ceux qui, pour des raisons parfois diverses, n'ont pas admis ou compris le passage de la stratégie d'embargo à celle de l'affrontement militaire. La tentation était grande, dès lors, pour M. Pierre Mauroy, de dégager sur cette affaire, autour de lui, une véritable majorité de direction du parti. Les divisions au sein de cette majorité potentielle devraient aboutir pourtant à priver de nouveau le premier secrétaire de la clarification qu'il recherche depuis le congrès raté de Rennes, il y a un an.

En apparence, tout était simple : d'un côté, ceux qui appuient le président de la République, c'est-

à-dire l'ex-courant mitterrandiste (scindé en jospinistes, fabiusiens et poperénistes), plus les rocardiens; de l'autre, ceux qui le contestent, soit M. Jean-Pierre Chevènement et ses fidèles au sein du courant Socialisme et République, auxquels se sont ajoutés les animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste (la NES de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon) et certains élus, cadres et militants appartenant à tous les courants, à l'exception des rocardiens. Le débat de fond qui avait fait défaut au congrès de Rennes, en mars 1990, devenait possible lors de la convention nationale du PS, prévue pour le 6 et 7 avril et dont l'objet doit être, en priorité, la politique internationale.

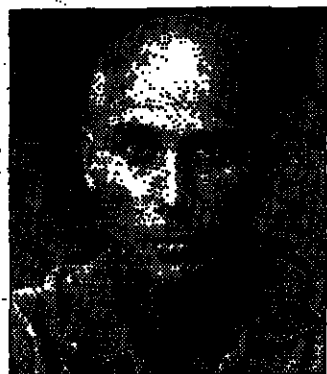
On aurait vu, alors, une vraie majorité se former autour du pre-

mier secrétaire, qui aurait, ainsi, atteint deux objectifs qu'il vise depuis son accession à ce poste il y a trois ans : réunifier les mitterrandistes et trouver avec M. Michel Rocard et ses amis un accord qui assure la transition du PS d'Épinay, organisé en 1971 autour de M. Mitterrand, à celui du futur. Dans cette perspective, M. Mauroy avait envoyé à tous les militants du parti, le 1^{er} mars, une lettre leur présentant l'ordre du jour de la convention et affirmant : « L'heure est certainement venue, si possible dans l'unité, mais nécessairement dans la clarté, de faire bloc pour approuver [l'] action [de la direction du parti] et les propositions qui en seront les conséquences logiques ».

PATRICK JARREAU
Lire la suite page 9

GABRIEL MATZNEFF

ELIE ET PHAETON



le journal des années décisives

TR

LA TABLE RONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRO; Espagne, 150 PTA; Grèce, 70 p.; Hongrie, 200 HUF; Italie, 2,300 L.; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Après la guerre du Golfe

Rendre la parole au peuple irakien

par Hocine Ait-Ahmed

NOS relations avec l'Occident sont une longue histoire d'ambiguïtés, et de promesses non tenues. Lors des première et seconde guerres mondiales, les alliés avaient mobilisé les pays colonisés au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Au lendemain de la victoire des alliés, ces principes se sont traduits, jusqu'aux années 60, par d'innombrables répressions et guerres coloniales. On le voit, la politique du « deux poids, deux mesures » ne date pas d'aujourd'hui. La guerre terminée, on en oublie les buts déclarés, on en confisque les motivations.

Dans les semaines précédant le début des hostilités dans le Golfe, j'exprimais la crainte de voir celles-ci faire quatre grands perdants : le droit, la démocratie, la Palestine et la modernité. Ma méfiance d'ailleurs s'appuyait non seulement sur les évidences du moment, mais sur les enseignements de l'histoire.

Cette guerre « pour le droit » s'est achevée. Où en est le droit ? Le Koweït est « libéré ». Cela dispense-t-il d'en évaluer le coût ?

Depuis quelques jours, le sort de Saddam Hussein défraye la chronique. Formidable fixation qui détourne l'attention de ce qu'il faut bien appeler la tragédie du peuple irakien. On consent à nous informer des pertes « militaires » de l'Irak : 80 000 à 100 000 morts, déjà un vrai carnage pour des opérations présentées comme « chirurgicales ». Et quelle « pudeur » sur l'utilisation du napalm... Qui nous dira les morts civils ? Pas un mot, pas un bilan, même approximatif. On ne convaincra pourtant personne que le pillage aussi massif qu'acharné et incessant des centres urbains irakiens, à l'égard de la population civile. Décidément l'arbre n'en finit pas de cacher la forêt.

Que nous dit-on, en outre, de la situation de milliers de femmes et d'enfants privés d'eau potable en

raison de la pollution des eaux du Tigre devenues les seules sources d'approvisionnement depuis la destruction des canalisations, des stations de pompage et de filtration ? Que sait-on des épidémies qui menacent, et qui seront d'autant plus difficiles à enrayer que l'Irak a cessé sa production de vaccins faute, notamment, d'électricité ? Ne parlons pas des troubles psychologiques, des traumatismes inhérents au choc et à la terreur provoqués par le plus grand déluge de feu qu'on ait vu depuis la seconde guerre mondiale.

Tout cela pour répondre à la résolution de l'ONU exigeant la libération du Koweït ? La Charte des Nations unies prévoit-elle la destruction et l'humiliation d'un pays et donc, trêve d'hypocrisie, d'un peuple, pour en libérer un autre ? Est-ce au nom de la « civilisation » qu'on a mené une opération qui rappelle — je cite un officier américain publié par l'*International Herald Tribune* du 4 mars : « L'entreprise de destruction de Bagdad par les hordes mongoles en 1258 ».

Sûre d'elle-même et dominatrice

Quelle résolution autorise les États-Unis d'Amérique à prendre en gage une partie du territoire irakien pour, selon le général Kelly, contraindre les Irakiens à « se montrer coopératifs » ? Avec la caution des autres « alliés » ? Sans doute, puisqu'on nous assure que « rien ne se fait sans consultation ». Ces « alliés » trouvent-ils naturel qu'à la guerre américaine succède le triomphe américain ? Pas si sûr, à observer les bousculades indécentes et publiques pour arracher à des cendres encore fumantes, en Irak comme au Koweït, les contrats d'une reconstruction diablement médiatisée, alors qu'on jette un voile pudique sur l'ampleur de destructions opé-

rées si consciencieusement. *Pax americana* avions-nous dit, avant et pendant la guerre. Aujourd'hui, nous y sommes. Il est des triomphes qui en disent long sur les vrais buts de guerre. L'Amérique de l'après-guerre est sûre d'elle-même et dominatrice. Dick Cheney, le secrétaire d'État à la Défense, ne s'en cache pas, lui qui « adorerait entendre ce qui se dit chez les militaires soviétiques à propos des performances de nos forces ». Et qui ajoute : « Ils ont dû être très impressionnés, comme tout le monde ». Les États-Unis ont décidé des dates, du rythme et des conditions de la guerre. Aujourd'hui, ils entendent dicter les termes de la paix dans la région, pour ne pas dire dans le monde. Et dans la foule, George Bush n'a pas manqué de mettre en garde « tout dictateur » qui s'aventurerait à construire un « empire régional ». L'intention peut sembler louable. Mais comment lui laisser s'arroger le droit de définir le bien et le mal quand le président des États-Unis déclare, à propos du Koweït, qu'il « n'est pas question de démocratie, mais de légitimité » ? C'est sans doute de cette légitimité que se sont réclamés, en leur temps, les Marcos, Somoza, Zia, Pinochet ou autres « protégés » du « monde libre ».

Aujourd'hui, c'est l'hallali contre Saddam Hussein, mené par ceux-là même qui, récemment encore, demeuraient sourds aux rapports accablants d'Amnesty International, et muets face aux enfants et aux femmes kurdes gazés. On ne s'est jamais soucié des aspirations ou des intérêts du peuple irakien. Pour l'heure, ce sont ceux qui ont décrété Saddam Hussein « dernier rempart » pour protéger l'Occident contre les « hordes chérites » qui « arrogent le droit de choisir son successeur ». A moins que ces champions du « monde libre » ne décident que son régime, aujourd'hui tant décrié, demeure finalement un impératif de sécurité pour l'Occident face à la « révolution chérite » sur laquelle on nous fait fantasmer au sud de l'Irak.

Se disputer des strapontins

Comme si la seule alternative à la dictature n'était pas de rendre la parole au peuple irakien. Comment ne pas voir dans cette manière de décréter que les peuples arabes ne sont pas dignes de la démocratie — seraient-ils des sous-hommes, selon l'expression antisémite nazie *Untermenschen* ? — une permanence de la fameuse politique du « deux poids, deux mesures » ?

On se veut rassurant : les Palestiniens ne seront pas les victimes de cette politique, d'ailleurs des « plans » pour résoudre le problème israélo-palestinien » circu-

lent par-ci par-là. Ils ont quasi-ment tous une constante : ignorer l'OLP qui se serait discréditée dans son soutien à Saddam Hussein. Hier, on justifiait le discrédit par le « terrorisme » ou le refus de reconnaître Israël. Mais hier, aujourd'hui comme demain, les Palestiniens des territoires occupés se reconnaissent en l'OLP. En fait, tout déni à une libre représentation recouvre un déni du droit des Palestiniens à créer leur État et à bâtir leur Nation. Ce traitement discriminatoire demeure un foyer de tension en laissant perdurer l'injustice et en privant la région de l'élément de stabilité et de développement harmonieux de la région que serait un État palestinien.

Le silence observé sur la chasse à l'homme contre les Palestiniens du Koweït n'est-il pas un signe inquiétant de la volonté d'ignorer le sort d'un peuple en exil depuis 1948 ? Un silence rendu d'autant plus choquant qu'il s'accompagne de l'étalage complaisant des exactions commises par les Irakiens au Koweït. Encore deux poids et deux mesures ?

Au plus fort des bombardements, on s'obstinait à nous parler de l'après-guerre. Actuellement, certains voudraient nous faire croire qu'elle se confond avec « un efface tout et on recommence ». Qui parle, en effet, de la « répartition des richesses », de la provocation que représente l'opulence des États-Unis face à des peuples qui ont de la faim ? Personne ne cache que ce conflit était une « guerre pour le pétrole ». On ferait mieux de reconnaître ouvertement que les États-Unis sont d'ores et déjà la puissance dominante de l'OPEP.

Les Européens vont-ils renoncer au rôle auquel les destine leur vieille culture et leurs rapports traditionnels avec nos pays, pour n'avoir d'autre souci que celui de se disputer des strapontins en vue d'éventuelles conférences internationales ou un droit de veto — avec le Japon — au Conseil de sécurité ?

La tragédie des peuples irakien et koweïtien mérite qu'on s'interroge sur les fondements universels du nouvel ordre international. Un ordre qui ne se confonde pas avec l'hégémonie américaine sur les structures et les institutions internationales. La démocratisation de l'ordre mondial est liée à l'émergence des pratiques et des institutions démocratiques dans tous les pays, sans exception aucune. La découverte tardive des méfaits de la dictature ressemble trop à des larmes de crocodile. Il ne faudrait pas que l'imposture d'une « guerre propre » nous prépare déjà d'autres dictatures, d'autres aventures, d'autres tragédies.

Hocine Ait-Ahmed, président du Front des forces socialistes, est un des chefs de l'opposition algérienne.

BONHEUR

Le bouquet

par Albert Memmi

MONTAIGNE s'excusait d'être un lecteur frivole. Un livre l'ennuie, il le quitte, un auteur le fatigue, il le change ; est-il intéressé, il s'attarde, revient en arrière ; pour le reste, il glisse, contourne les longueurs et les obscurités. De chacun, il ne retient en somme ce que lui convient. J'avoue partager la même sélective légèreté.

On peut se choisir un maître unique et s'y tenir en tout ; comme ces bouddhistes dont l'ambition suprême est de se transformer en Bouddha. Est-ce la meilleure manière d'écouter un maître ou même de l'honorer ? Une soumission excessive cache souvent une excessive rigidité, de l'orgueil, sinon de la peur.

Le sage ne prétend pas à la sagesse, il y tend. C'est par modestie qu'il se méfie des doctrines exclusives ; c'est par respect pour les autres maîtres qu'il n'en a pas un seul.

Attention, nous crie-t-on, si vous touchez à l'unicité des dogmes, vous portez atteinte à tout l'édifice ; bientôt à l'unité du groupe, à sa survie...

Le tout-ou-rien, ici comme ailleurs, est un chantage, et finale-

ment un appauvrissement. Faut-il tout accepter d'une civilisation parce qu'on en approuve un usage ? Renoncer, au contraire, à toute une culture parce qu'on en refuse quelque aspect ?

Notre tradition est comode, parce que familière, adaptée à nous et nous à elle. Pourquoi irais-je palmodier en japonais si je peux le faire en latin ou en français ? Mais faut-il m'empêcher de recourir à d'autres médecines, parce qu'elles furent inventées sous d'autres cieux ?

Qui n'aimerait disposer d'un maître livre qui répondrait à tout ? En l'absence d'un tel trésor, la sagesse doit être un bouquet, patiemment constitué de fleurs diverses. L'abeille fait son miel du cœur d'une rose ou d'une mistle oubliée au coin d'une table. Par-delà les folklores et les exclusivités, chacun peut apporter sa part au festin universel.

On verra en outre que le meilleur est déjà commun. Mille trois cents ans avant Jésus-Christ, Aménophis IV précha un évangile d'amour. Respectons-nous les dix commandements parce qu'ils viennent de Moïse ou parce qu'ils sont respectés par tous ?

Les dilemmes d'Israël

par Ran Halévi

La crise du Golfe a livré la plupart de ses enseignements politiques longtemps avant que ne s'achèvent les actes de guerre. Il n'était pas nécessaire, en effet, d'attendre l'écrasement de l'armée irakienne pour imaginer le théâtre de l'après-guerre et dresser un premier bilan des pertes et profits ; pour savoir aussi qu'il n'était pas indispensable de participer activement aux combats pour en sortir vainqueur, ni d'être militairement défait pour figurer en bonne place parmi les perdants.

Israël, qui a vécu ce conflit au rythme des alertes et des soulèvements de la rue, se trouve ainsi, pour la première fois, vainqueur d'une guerre qu'il n'a pas eu à livrer. Et tous les bénéfices qu'il en recueille sont considérables, pour ne pas dire inespérés.

Avec la défaite de l'Irak et le démantèlement de son appareil militaire, l'État hébreu se voit libéré sur ses flancs est, au moins pour un temps, d'une redoutable menace.

Autre motif de soulagement : les engagements de l'OLP, le réveil douloureux des Palestiniens après la débâcle irakienne et le calme relatif, probablement précaire, qui règne dans les territoires occupés lèvent l'hypothèque qui hantait la classe politique israélienne à mesure que s'intensifiait l'intifada ; ne pas aborder les négociations de paix en position de faiblesse. La voici qui peut aujourd'hui envisager l'après-guerre dans un décor inimaginable il y a encore quelques mois.

Enfin, et c'est sans doute le trait le plus inédit de cette crise : pendant des mois, Israël s'est retrouvé, par États-Unis interposés, dans une ligne de front, avec les mêmes objectifs stratégiques et face aux mêmes adversaires que ses ennemis d'hier — Syrie, Koweït, Arabie saoudite. A cette question de fait, maintes vaillances de la période qui s'ouvre aujourd'hui offre, dans une conjoncture exceptionnellement favorable, des objectifs communs et des préoccupations partagées qui pourraient transformer en interlocuteurs les protagonistes involontaires du front anti-irakien.

Euphorie palestinienne

Dans cet agenda bousculé, une des gages prisés devant, de l'avis général, l'établissement d'une coalition régionale sur le contrôle des armements. Les États qui ont contribué hier à armer massivement l'Irak auront à y jouer un rôle tout aussi important que les pays de la région. Encore faut-il que les Soviétiques consentent non seulement à y participer — ce qui semble acquis — mais aussi à en respecter les décisions — ce qui reste à voir.

Il n'est pas non plus inconcevable qu'Israël négocie un accord de non-belligérance avec les États arabes de la coalition, à défaut de conclure dans la satisfaction de voir les Irakiens enfin frappés traduisait chez certains, non seulement dans les territoires occupés mais aussi ailleurs (surtout ailleurs), des convictions moins spontanées, que résumait bien les récents propos d'un honorable professeur de l'université de Tunis tenu « avant-guerre » à Paris pour « l'illustration exemplaire de l'osmose entre deux cultures », l'arabe et l'occidentale. En annexant le Koweït, expliquait-il, Saddam Hussein a amorcé l'unification du monde arabe et « s'est inscrit dans la dynamique de l'histoire ». Israël ? « Un corps étranger, un cancer greffé sur l'Occident dans la chair du monde arabe ». Quant à la guerre, elle aura le mérite d'« apporter une clarification » à laquelle « nous devons tout à gagner » (1).

La « clarification » apportée par la guerre n'est probablement pas celle escomptée dans les rucs de Tunis, d'Amman ou de Ramallah, et il n'est pas sûr non plus que l'équipée meurtrière de Saddam Hussein ait produit beaucoup de gains. Mais ces quelques mots bien sentis avaient par avance

laissé entrevoir les ingrédients qui produisent les fameuses « humiliations », laquelles, soit dit en passant, à l'arabisme qu'avait la tragédie palestinienne qu'avait la haine de l'Occident et l'espoir, toujours renaissant et à chaque fois déçu, d'en finir une fois pour toutes avec le « cancer ».

Mauvais augure, donc, pour une négociation. Et pourtant la rupture n'est pas consommée, puisque le ministre israélien des affaires étrangères s'apprête à renouer le dialogue avec des personnalités palestiniennes de Cisjordanie, sous l'œil désapprobateur, il est vrai, de M. Shamir.

L'affaiblissement de l'OLP

Au malaise israélien s'ajoute une autre difficulté, politique celle-là : les interlocuteurs les plus probables d'Israël dans une négociation de paix, l'OLP et la Jordanie, ont pris le parti de Bagdad. Carte forcée ou mauvais calcul historique, cette mésaventure, qui a failli lui coûter son trône, laisse le roi Hussein plus vulnérable que jamais, aux prises avec une économie dévastée, une pression sans précédent des islamistes et, à l'extérieur, la réprobation des États coalisés. Du coup, on ne sait trop, dans ces conditions, si la relance de la solution jordanienne, qui a la faveur notamment des travaillistes israéliens, constitue aujourd'hui une chance ou une chimère.

Le sort des dirigeants de l'OLP n'est pas bien meilleur, qui se retrouvent tout aussi affaiblis, discrédités, privés des généreuses donations des États du Golfe et contestés jusqu'au sein des masses palestiniennes. Il serait hasardeux, toutefois, d'avancer à priori leur destin. Leur avenir dépend probablement moins de leur roublarderie politique, de la réprobation de Jérusalem, des réticences de Washington ou des indulgences du Quai d'Orsay que de l'ampleur du fondamentalisme islamique, qui ne cesse de buter en Irak, brèche leur influence dans les territoires occupés et en Jordanie. Il reste donc à voir si l'affaiblissement de l'OLP fera émerger d'autres représentants palestiniens ou si la direction palestinienne restera assez forte pour y mettre obstacle. Le vrai test à cet égard serait l'organisation d'élections dans les territoires occupés ; mais M. Shamir n'en veut pas sous une forme aussi ouverte.

Les incertitudes du côté palestinien l'inciteront plutôt à privilégier d'abord les négociations bilatérales avec les États arabes modérés. Mais il n'est pas du tout certain que ses interlocuteurs aient adopté le même calendrier, ni surtout les mêmes priorités. Il devrait donc s'attendre — il s'attend déjà — à de fortes pressions américaines pour associer plus tôt qu'il ne le désire les Palestiniens au processus qui s'annonce. D'où son dilemme qui consiste, dans cette logique, à choisir entre deux mauvaises solutions. Ou bien laisser s'accroître le règlement du problème palestinien ; c'est évidemment affronter les périls réels liés à des concessions immédiate. Ou bien laisser durer le statu quo dans les territoires ; mais c'est alors risquer l'incendie.

(1) Interview de Hichem Djait, *L'Express* du 31 janvier.
Ran Halévi est historien.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, président directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Luchet, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Farnaud, Philippe Hermon, Jacques-François Simon
Daniel Varner (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1989) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-30-10

Jérusalem par la p

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Silence boudoir à la tête de l'Etat et grogne dans les rangs de l'extrême-droite : le gouvernement de M. Itzhak Shamir a réagi, mais froidement à la réaffirmation de son soutien par M. George Bush de propositions sur l'avenir des territoires occupés qui ne peuvent que déplaire à la droite israélienne.

La surprise n'est pas venue du fond même du discours, par le président américain à l'occasion du 6 mars. Il n'y avait rien de nouveau dans ce rappel que les États-Unis sont attachés au principe du compromis territorial, mais que le parti de M. Shamir, alors que le parti de M. Shamir, Likoud (droite), entend conserver pour toujours la Cisjordanie et la bande de Gaza dans l'entité israélienne. Ce qui a frappé, c'est que le président ait énoncé le principe de réitérer lui-même une position bien connue de la diplomatie américaine, qu'il ait choisi de le faire devant le Congrès, d'autant plus qu'une particulière attention a été tout à la veille de la tenue du secrétaire d'Etat James Baker à Proche-Orient.

La « troïka » européenne

Venant de la part d'un président que la presse a surnommé « le shérif », il paraît sûr de lui et déterminé à vouloir qu'à de quoi valoir les quelques migrants dans l'entité de M. Shamir. Si la présidence du Conseil s'est réfugiée dans une mutisme prudent, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a observé avec satisfaction.

Président de la commission

M. Vauzelle souhaite

M. Roland Dumas a été entendu pendant deux heures jeudi 7 mars, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Cette réunion, essentiellement consacrée à la situation au Proche-Orient, était ouverte à tous les députés. Le ministre estime qu'il n'y a pas de divergences entre la France et les États-Unis dans l'approche du règlement des dossiers sensibles de cette région. De son côté, le président de la commission, M. Michel Vauzelle s'est prononcé pour la tenue d'une conférence franco-maghrébine.

Le ministre des affaires étrangères est satisfait du dossier des États-Unis à propos de la question palestinienne. Il y a une ligne morale que nous convenons, et il est exact en substance, jeudi 7 mars, aux députés, en se félicitant du rôle que l'ONU va jouer dans les mois qui viennent. S'agissant de la conférence internationale que la France appelle de ses vœux, M. Dumas a précisé qu'elle demeure à ses yeux « indispensable », mais que Paris reste à l'écoute de « toutes les initiatives qui pourraient être prises par les autorités américaines » et qu'il s'agit de « prendre » et d'ajouter en précisant que la France se « tient à la hauteur » de tout ce qui permettrait de faire avancer le dossier. Cette conférence internationale pourrait, tout aussi bien, se tenir « au début ou milieu ou à la fin du processus » de règlement, a fait valoir le ministre.

Comme le dit le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, « il n'y a pas de félicitisme à propos du terme d'une conférence internationale ». Il est essentiel du dossier étant bien sûr de ne pas renvoyer aux calendes grecques le problème palestinien. « C'est que soit le processus diplomatique l'important est d'aboutir à la création d'un État pour les Palestiniens », estime M. Vauzelle. « La France a été présente dans la guerre, elle sera présente dans la paix », a déclaré le ministre des affaires étrangères, en affirmant qu'il n'y a pas de « divergences » entre Paris et Washington dans l'approche des dossiers sensibles de

مكتبة ابن أبي عمير

55 ذى الحجة 1411

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Les réactions aux déclarations du président des Etats-Unis

Jérusalem : « On n'obtiendra rien par la pression sur Israël »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Silence boudeur à la tête de l'Etat et grogne dans les rangs de l'extrême-droite : le gouvernement de M. Itzhak Shamir a réagi assez froidement à la réaffirmation électorale par M. George Bush de positions sur l'avenir des territoires occupés qui ne peuvent que déplaire à la droite israélienne.

La surprise n'est pas venue du fond même du discours que le président américain a prononcé mercredi 6 mars. Il n'y avait rien de nouveau dans ce rappel que les Etats-Unis sont attachés au principe du compromis territorial - la paix en échange de territoires - alors que le parti de M. Shamir, le Likoud (droite), entend conserver pour toujours la Cisjordanie et la bande de Gaza dans l'ensemble israélien. Ce qui a frappé, c'est que le président ait éprouvé le besoin de réitérer lui-même une position bien connue de la diplomatie américaine, qu'il ait choisi de le faire devant le Congrès, c'est-à-dire avec une particulière solennité et, surtout, à la veille de la tournée du secrétaire d'Etat James Baker au Proche-Orient.

La « troïka » européenne

Venant de la part d'un président que la presse israélienne a surnommé « le shérif » tant il paraît sûr de lui et déterminé, voilà qui a de quoi susciter quelques méfiances dans l'entourage de M. Shamir. Si la présidence du Conseil s'est réfugiée dans un mutisme prudent, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a observé avec fatalisme :

« Rien ne sert de cacher que nous avons sur cette question un différend avec les Etats-Unis (...) mais on n'obtiendra rien par la pression sur Israël ».

De la part des éléments les plus à droite du gouvernement, les réactions ont été plus virulentes. Pour que soit vérifiée la position du gouvernement, le ministre du logement, M. Ariel Sharon, a réclamé une réunion du comité central du Likoud (qu'il a très peu de chance d'obtenir) avant l'arrivée, au début de la semaine prochaine, de M. Baker à Jérusalem. Ministre de la science, M. Yuval Neeman a déclaré que le président Bush « n'avait strictement rien compris au Proche-Orient » et s'apprêtait à faire une erreur aussi monumentale que celle commise il y a un an par son administration lorsqu'elle avait jugé M. Saddam Hussein fréquentable.

Collègue de M. Neeman au gouvernement et, elle aussi, membre du parti d'extrême-droite Tebiya, M^{me} Geula Cohen a estimé que le « plan Bush » subirait le même sort que « les plans Rogers, Reagan et Shultz », tous gentiment enterrés « dans le cimetière politique » régional. M^{me} Cohen a encore formulé une prédiction, sous forme d'avertissement, que l'on retrouve dans plusieurs commentaires de presse : si les pressions des Etats-Unis sur M. Shamir sont trop fortes, celui-ci en appellera aux électeurs et le président Bush pourrait bien se retrouver avec un gouvernement israélien encore plus à droite.

Recevant jeudi la « troïka »

européenne - les ministres des affaires étrangères du Luxembourg, d'Italie et des Pays-Bas, - M. Lévy a expliqué que le gouvernement s'en tenait à son initiative du printemps 1989 et entendait l'examiner à nouveau avec M. Baker. Il s'agit de chercher « parallèlement » une « normalisation » des relations entre Israël et les pays arabes - fin de l'état de belligérance, notamment - et une solution à la question palestinienne fondée sur un régime d'autonomie - avant une négociation sur le statut définitif des territoires occupés de Cisjordanie et Gaza.

Venant de Damas, les ministres européens ont ouvertement boycotté M. Yasser Arafat à l'occasion de cette brève tournée régionale. Recevant des personnalités nationalistes palestiniennes des territoires, ils ont cependant reconnu que l'OLP restait un interlocuteur.

ALAIN FRACHON

Une trentaine d'arrestations à Jérusalem-Est. - Lors de la dispersion de manifestations favorables à l'OLP, une trentaine de jeunes Palestiniens ont été arrêtés, jeudi 7 mars, à Jérusalem-Est. Les forces de l'ordre ont tiré des coups de semonce et des billes en acier enlappées de caoutchouc pour disperser quelque deux cents manifestants, rue Salah-el-Din, principale artère de la partie arabe de Jérusalem. Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et ont scandé des slogans anti-israéliens et anti-américains. - (AFP.)

L'OLP accueille favorablement « les éléments positifs » dans le discours de M. Bush

L'OLP a favorablement accueilli, jeudi 7 mars, « les éléments positifs » contenus dans le discours du président américain George Bush, qui avait déclaré la veille : « Le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe ». Dans un communiqué, le Comité exécutif de l'OLP affirme que « la question palestinienne est l'essence du conflit », estimant que « ce qui a été exprimé par le président américain nécessite des efforts soutenus pour appliquer les résolutions de l'ONU sur la question palestinienne et le Moyen-Orient (...) avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP ». Le Comité ajoute que « la fin de la politique des deux poids-deux mesures constitue la clé pour garantir la sécurité et la paix dans la région ». - (AFP.)



M. James Baker se dit prêt à rencontrer des Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker est arrivé vendredi 8 mars en Arabie saoudite, première étape d'une tournée au Proche-Orient, en Union soviétique et en Turquie, destinée à préparer l'après-guerre. Accueilli à l'aéroport par son homologue saoudien le prince Saoud Al-Fayçal, M. Baker devait s'entretenir dans la journée, avec les dirigeants saoudiens, notamment le roi Fahd, et samedi, avec les dirigeants koweïtiens.

Le secrétaire d'Etat américain a affirmé jeudi à bord de son avion avant d'arriver à Shannon (Irlande), escale technique en route

pour l'Arabie saoudite, être prêt à rencontrer des Palestiniens en Israël la semaine prochaine afin de tenter de combler le fossé entre Arabes et Israéliens. « Si les Palestiniens veulent me rencontrer, je serais bien sûr heureux de le faire », a déclaré M. Baker. Dans des déclarations rapportées par le département d'Etat, un haut responsable qui l'accompagnait a toutefois expliqué que les Etats-Unis n'avaient pas suggéré jusque-là de rencontrer des Palestiniens à cause du désordre dans leurs rangs au lendemain de la défaite de l'Irak.

Le gouvernement américain ne veut pas « exacerber » cette agita-

tion et « ne veut certainement pas donner l'impression de donner sa bénédiction à certains Palestiniens », a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.

M. Baker a par ailleurs l'intention de sonder les dirigeants saoudiens pour voir si leur attitude envers Israël avait changé. « Nous croyons qu'il est raisonnable, à la lumière de ce qui s'est passé dans la région, d'aborder le processus par les deux côtés », a-t-il indiqué, avant de réaffirmer une nouvelle fois que le temps n'était pas venu de réunir une conférence internationale de paix au Proche-Orient. - (AFP.)

Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale M. Vauzelle souhaite une conférence franco-maghrébine

M. Roland Dumas a été entendu pendant deux heures, jeudi 7 mars, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Cette réunion, essentiellement consacrée à la situation au Proche-Orient, était ouverte à tous les députés. Le ministre estime qu'il n'y a pas de divergences entre la France et les Etats-Unis dans l'approche du règlement des dossiers sensibles de cette région. De son côté, le président de la commission, M. Michel Vauzelle s'est prononcé pour la tenue d'une conférence franco-maghrébine.

Le ministre des affaires étrangères est satisfait du discours des Etats-Unis à propos de la question palestinienne. Il y a une ligne générale qui nous convient, a-t-il expliqué en substance, jeudi 7 mars, aux députés, en se félicitant du rôle que l'ONU va jouer dans les mois qui viennent. S'agissant de la conférence internationale, que la France appelle de ses vœux, M. Dumas a précisé qu'elle demeure à ses yeux « indispensable », mais que Paris reste à l'écoute de « toutes les initiatives qui pourraient être prises ». « Les autorités américaines sont disposées à en prendre », a-t-il ajouté en précisant que la France se « réjouirait » de tout ce qui permettrait de faire avancer le dossier. Cette conférence internationale pourrait, tout aussi bien, se tenir « au début, au milieu ou à la fin du processus » de règlement, a fait valoir le ministre.

Comme le dit le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, « il n'y a pas de schisme à propos du terme de « conférence internationale », l'essentiel du dossier étant bien de ne pas renvoyer aux calendes grecques le problème palestinien ». « Quel que soit le processus diplomatique, l'important est d'aboutir à la sécurité d'Israël et à une terre pour les Palestiniens », estime M. Vauzelle. « La France a été présente dans la guerre, elle sera présente dans la paix », a déclaré le ministre des affaires étrangères, en affirmant qu'il n'y a pas de « divergences » qu'il n'y a pas de « divergences » entre Paris et Washington dans l'approche des dossiers sensibles de

la région. M. Dumas et Vauzelle ont relevé avec satisfaction le fait que, « pour la première fois depuis longtemps », les Etats-Unis avaient de nouveau évoqué la question du Liban.

M. Vauzelle qui vient d'achever une tournée dans les capitales du Maghreb, (Tunis, Alger, Rabat, Tripoli et Nouakchott) nous a déclaré que le moment est venu pour la France de poser un « geste politique fort » afin de lancer les bases d'une « coopération nouvelle ». Le président de la commission des affaires étrangères a pu constater sur place que l'amertume et les frustrations de l'après-guerre ne diminuent pas la conscience des responsables de ces pays du fait qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse à une coopération « renforcée » avec la France et la Communauté européenne. Aussi, avance-

t-il l'idée d'une « conférence franco-maghrébine, précédant un sommet entre le Maghreb et l'Europe ». « Il y aurait là, dit-il, un geste de volonté de coopération économique, dans le respect des identités culturelles, qui donnerait conscience aux peuples du Maghreb que nous sommes décidés à construire notre avenir en commun avec eux. » « Il faut battre le fer tant qu'il est chaud », estime l'ancien porte-parole du président de la République, en se montrant convaincu qu'un tel geste serait très bien reçu par le Maghreb, et, au-delà, par l'ensemble du monde arabe. « Même si cette conférence ne pouvait déboucher immédiatement sur de grandes décisions, elle pourrait lancer une dynamique, juge-t-il. Un geste solennel le permettrait. »

PIERRE SERVANT

Sondages croisés

Comment Français et Américains se voient

Les Américains perçoivent davantage la France comme un centre culturel que comme un leader technologique, alors que les Français restent sceptiques sur la culture américaine mais font massivement confiance à la technologie des Etats-Unis.

C'est ce qui ressort d'un sondage Gallup-Harris publié jeudi 7 mars à New-York par la Fondation franco-américaine, qui regroupe des responsables économiques américains, désireux de resserrer les liens entre les deux pays ; 78 % des Français font confiance à la technologie américaine alors qu'il n'y a que 54 % d'Américains à classer la France parmi les pays leaders dans ce secteur. En revanche, 68 % des Américains pensent que la France a une grande influence culturelle, alors qu'il n'y a que 44 % de Français pour penser la même chose des Etats-Unis.

La France alliée peu sûre

Malgré la guerre du Golfe, la France est toujours perçue comme une alliée peu sûre par les Américains, selon ce son-

dage dont l'hebdomadaire Franco-Amérique publie de larges extraits : moins d'un Américain sur dix (7 %) pense que les Etats-Unis peuvent compter sur la France en temps de crise, un chiffre sans comparaison avec les 34 % que recueille la Grande-Bretagne et les 33 % de l'Allemagne ; 30 % des Américains et 31 % des Français pensent que les relations entre leurs deux pays se sont améliorées ces dernières années, alors que respectivement 15 % et 7 % estiment le contraire. Les Américains déclarent à plus de 80 % le titre de leader à la France pour la mode et le vin, mais le chiffre tombe à 47 % pour la recherche médicale, 28 % l'armement, 25 % les télécommunications et l'informatique, 23 % l'énergie nucléaire et 21 % l'aérospatiale.

Enfin, s'ils devaient vivre dans un autre pays que le leur, les Français choisiraient l'Allemagne (19 %), les Etats-Unis (18 %), l'Italie (16 %) et l'Espagne (15 %). Les Américains, eux, opteraient pour la Grande-Bretagne (19 %), les Pays-Bas (14 %), l'Allemagne (14 %) et la France (12 %). - (AFP.)

Téhéran et Amman dénoncent la création d'une force arabe dans le Golfe

Inquiet de la création d'une force arabe de maintien de la paix dans le Golfe (le Monde du 8 mars), l'Iran a dépeché à Damas, jeudi 7 mars, son premier vice-président, M. Hassan Habibi, et son ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, afin d'obtenir l'assurance que Téhéran ne serait pas exclu de ce dispositif de sécurité.

« Nous aurons pour coordonner les positions des deux pays sur tous les sujets », a déclaré M. Habibi à l'issue de longs entretiens avec le président syrien Hafez El Assad, au lendemain de la signature de la déclaration de Damas, un accord de coopération créant entre la Syrie, l'Egypte et les six pays du Conseil de coopération du Golfe une force arabe de maintien de la paix.

Le Téhéran Times, quotidien iranien proche du gouvernement, a critiqué jeudi cet accord en affirmant qu'« aucun plan de sécurité ne peut être pris au sérieux s'il ne souligne pas explicitement que tout arrangement qui ne comprendrait pas l'Iran comme le plus fort pays de la région est voué à l'échec ».

Le quotidien jordanien Ad-Dustour a lui aussi violemment critiqué jeudi l'accord de Damas, qui « approfondit la division du monde arabe ». « Le salut réside dans une solidarité arabe globale basée sur les intérêts supérieurs du monde arabe », estime le journal. - (AFP, Reuters.)

LIBAN : cinq Palestiniens tués dans la « zone de sécurité ». - De source militaire, on a annoncé, jeudi 7 mars à Jérusalem, que cinq Palestiniens, membres du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), ont été tués, mercredi par la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud dans la « zone de sécurité » créée par Israël le long de sa frontière avec le Liban. A Beyrouth, le FDLP a assuré que ses cinq combattants avaient été interceptés après qu'ils eurent, la veille, attaqué une position israélienne dans le secteur occidental de cette « zone de sécurité ». - (AFP.)

Invitant leurs partenaires à en faire de même

Les Etats-Unis renforcent le contrôle des exportations de produits « sensibles »

Au lendemain du discours de M. George Bush, qui a affirmé, après la fin de la guerre du Golfe, sa volonté de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 8 mars, leur intention de renforcer le contrôle des exportations d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. Ils ont invité leurs partenaires à faire des efforts dans la même direction.

Trois règles ont été établies à cette fin, avec des peines maximales de dix ans de prison, des amendes de 1 million de dollars et des interdictions d'exporter (pouvant durer jusqu'à vingt ans) qui sanctionneraient les contrevenants éventuels.

La première règle exige une licence pour l'exportation de certains équipements à double usage (civil et militaire) à destination de vingt-huit pays « à risques » en Europe de l'Est, au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Extrême-Orient.

La deuxième fait passer de onze à cinquante le nombre de produits chimiques qui, pouvant servir à composer des gaz de combat, seront désormais soumis à autorisation préalable en cas d'exportation.

La troisième règle permet à l'administration américaine d'intervenir auprès d'une entreprise si elle juge que ses transactions contribuent à la fabrication, par un tiers, d'armements balistiques.

Un livre-événement :

Le Coran

Traduction annotée, suivie d'une étude préliminaire par

Jacques Berque

La traduction de référence qui fait passer en langue française le souffle du texte original, puissante, précise, pratique, qui se déplace dans le sacré. Par le plus prestigieux des arabistes.

Prix de lancement :

Edition courante, reliée, sous cuir, 330 F (330 F après le 31 mars).

Edition bibliophilique numérotée. Reliure pleine cuir vert antique. Titres et tranches à l'or fin. Emboîtage à l'ancienne recouvert de papier marbré, bordé cuir. 2 600 F (2 600 F après le 31 mars).

Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'éditeur 1 et 3 rue Fecteur, 75013 Paris. Tél. (1) 42.65.63.2

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Au Koweït

Le prince héritier promet des élections générales « dans les tout prochains mois »

Le prince héritier et chef du gouvernement koweïtien, cheikh Saad El Abdullah Al Sabah, a annoncé, jeudi 7 mars, que des élections générales auraient lieu « dans les tout prochains mois », sans toutefois fixer de date précise. Lors d'une première conférence de presse depuis son retour à Koweït après sept mois d'exil en Arabie saoudite, le cheikh Saad, interrogé sur un retour à la Constitution de 1962 - suspendue en 1986 -, a affirmé « très clairement » que la vie parlementaire retrouverait sa place au Koweït.

« Notre pays n'est pas une dictature mais une démocratie », a-t-il dit, tout en élucidant les questions concernant un possible changement du rôle de la famille régnante. « Nous avons vécu démocratiquement pendant des siècles en nous rendant service les uns aux autres, et nous continuerons ainsi », a ajouté le prince héritier.

Des hommes d'affaires, des militaires et des membres de la résistance koweïtienne, qui étaient restés dans l'émirat pendant l'occupation irakienne, ont indiqué aux journalistes qu'ils exigeraient davantage de démocratie. Le cheikh Saad a critiqué « ceux qui tentent de soulever des doutes et d'affaiblir notre unité nationale », qualifiant de « rumeurs » les informations sur l'existence d'organisations chargées d'éliminer l'opposition.

Soutien aux Palestiniens

Il a en outre affirmé avoir ordonné une « chasse » au plus haut niveau pour retrouver les auteurs d'un attentat contre le dirigeant de l'opposition, M. Hamad El Jou'ane, attaqué et blessé vendredi dernier par des inconnus armés. Celui-ci avait demandé aux pays occidentaux d'aider le pays à retrouver la démocratie, soulignant que l'opposition avait contribué à la libération du Koweït.

Le cheikh Saad a d'autre part déclaré que son pays continuerait à

aider « moralement et financièrement le peuple palestinien », malgré le soutien apporté par l'OLP au président Saddam Hussein. « Nous ne cesserons pas notre aide aux Palestiniens dans les territoires occupés », a-t-il affirmé, « en dépit de notre colère face aux positions adoptées par certains dirigeants d'organisations palestiniennes ».

Le prince héritier a, en outre, qualifié de « rumeurs » les informations faussées de Palestiniens résidant au Koweït, affirmant que certains d'entre eux avaient participé, aux côtés des Koweïtiens, à la résistance contre les Irakiens. Il a dit que le nombre de Palestiniens incarcérés était « réduit », ajoutant qu'il s'agissait de « cas de collaboration » et que ces personnes seraient jugées. Des médecins ainsi que des membres de la résistance koweïtienne ont cependant chiffré à environ quatre mille le nombre de personnes - des Palestiniens, notamment - emprisonnés. Accusés d'avoir coopéré avec les Irakiens, certaines d'entre elles auraient été brutalisées et même torturées.

Le cheikh Saad a déclaré que l'attitude du Koweït à l'égard d'Israël dépendrait du respect des résolutions de l'ONU sur le conflit israélo-arabe, sans autre précision. Par ailleurs, le Koweït devrait approuver la semaine prochaine un plan pour emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars auprès des banques internationales afin de reconstruire le pays après l'occupation irakienne, affirme le *Financial Times*. Citant des responsables koweïtiens non identifiés, le journal londonien indique que la décision sera prise lundi ou mardi à Londres lors d'une réunion de la Kuwait Investment Authority, l'office koweïtien d'investissement. Ces emprunts à l'étranger, les premiers faits par le Koweït depuis de nombreuses années, seraient garantis sur les avoirs koweïtiens à l'étranger, estimés à 100 milliards de dollars, précise le journal. (AFP, AP)

Les Français ont utilisé un hélicoptère porte-radar en Arabie saoudite

Une version simplifiée du système de surveillance du champ de bataille - un hélicoptère porte-radar - a été utilisée par l'armée française en Arabie saoudite. Déjà donnée par la presse (*Le Monde* du 6 décembre 1990) sans commentaire, à l'époque, du ministère de la Défense, cette information a été confirmée, pour la première fois, jeudi 7 mars, par le constructeur du système, Heli-Marte, président-directeur général du groupe Aéropatiale. Selon les militaires français dont les jugements étaient rapportés par M. Martre, un tel système, baptisé Horizon, a donné « des résultats excellents ».

Le système Horizon est une version simplifiée du système Orchidée, qui avait été arrêté par le ministère de la Défense (*Le Monde* du 9 août 1990) pour des raisons de coût estimées à 7,5 milliards de francs. Orchidée est un hélicoptère Super-Puma porte-radar, qui détecte à 150 kilomètres quand il croise à l'altitude de 3 000 mètres et qui transmet à une station d'exploitation au sol les informations recueillies sur la situation du champ de bataille. Avant son abandon, Orchidée n'existait qu'à l'état d'un seul prototype chez Aéropatiale.

C'est une version simplifiée qui a été envoyée, après le 15 janvier, en Arabie saoudite à des fins d'expérimentation en vraie grandeur. Cette version, baptisée Horizon, qui conserve le radar porté par le Super-Puma, a été rendue plus économique (de l'ordre de 40 %). L'exploitation du renseignement se fait, en effet, directement à bord de l'hélicoptère. D'où un réseau de transmissions de données beaucoup plus simplifié. Mais, de ce fait, l'exploitation est légèrement différée dans le temps. De même, par rapport à son prédécesseur, le système Horizon ne bénéficie plus de contre-mesures électroniques très évoluées.

Sans se prononcer sur les chances d'une reprogrammation budgétaire de ce matériel, M. Martre a indiqué que le test en Arabie saoudite avait réussi et que le besoin d'un tel système était et le besoin d'un tel système était « totalement affirmé ». L'armée de terre avait prévu pour renvoyer ses troupes d'hélicoptères et ses régiments d'artillerie nucléaire préstratégiques (avec le missile Hades). De source militaire, on précise que Horizon a permis, au profit du dispositif « Daguet », de localiser, d'identifier et de suivre des convois irakiens pour les désigner comme cibles.

M. George Bush a décoré M^{re} Thatcher

Lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, le président George Bush a remis, jeudi 7 mars, la médaille de la Liberté, la plus haute décoration civile américaine, à l'ex-premier ministre britannique Margaret Thatcher, qui, pendant onze ans, fut l'alliée la plus solide des présidents américains au 10 Downing Street. « On l'a appelée la Dame de fer, certains la disent intenable, parfois incorrigible, toujours indomptable », a déclaré M. Bush. « Nous n'oublierons jamais le courage dont elle a fait preuve en contribuant à forger une grande coalition contre l'agression qui a brutalisé le monde du Golfe ».

M. Bush a révélé que, lors des premiers jours de la crise du Golfe, il avait appelé M^{re} Thatcher pour lui dire que malgré les sanctions contre le trafic maritime irakien, les États-Unis allaient laisser un navire irakien se diriger vers Oman faire relâche au Yémen. Elle acquiesça, raconta-t-il, mais ajouta : « Souvenez-vous, George, ce n'est pas le moment de vaciller ».

L'ex-premier ministre britannique, qui démissionna le 22 novembre dernier alors que M. Bush rendait visite aux troupes américaines et britanniques déployées en Arabie saoudite, était aux côtés du président américain à Aspen (Colorado) le 2 août, lorsque l'Irak envahit le Koweït, et, selon les proches de M. Bush, contribua à renforcer sa détermination à résister.

L'expression « ce n'est pas le moment de vaciller » est désormais consacrée à la Maison Blanche, a souligné M. Bush. Remerciant M. Bush, M^{re} Thatcher a souligné que la décision d'utiliser la force n'est jamais facile à prendre, rappelant qu'elle avait dû le faire contre l'Argentine pour récupérer les îles Falkland. « Comme vous, monsieur le président, a-t-elle dit, je hais la violence. Mais il y a une chose que je hais encore plus : céder à la violence, et nous n'avons pas cédé. » (AFP)

M. Jacques Delors a choisi le pays le plus réticent de la Communauté pour y exposer, en des termes plus ambitieux qu'il ne l'avait jamais fait jusqu'ici, sa conception d'une politique européenne de défense. Le président de la Commission était, jeudi 7 mars, à Londres. Il a présenté son projet de donner progressivement à la Communauté des compétences en matière de défense dans un discours devant l'Institut international des études stratégiques (IISS), puis a été reçu à dîner par le premier ministre, M. John Major.

LONDRES

de notre correspondant

Les visites de M. Delors en Grande-Bretagne ne sont jamais innocentes. En septembre 1988, il avait en l'insolence de se rendre devant le congrès des syndicats britanniques, ennemis jurés de M^{re} Thatcher, pour y défendre l'idée d'une harmonisation des législations sociales européennes, jugée totalement hérétique par cette dernière. Ce raid spectaculaire n'a pas été étranger au déclenchement de la croisade contre les bureaucraties européennes lancée une dizaine de jours plus tard à Bruges par la « Dame de fer ».

L'Europe dans le creux de la vague

Suite de la première page

La volonté européenne n'est plus proclamée par personne : le rôle des Douze dans le « nouvel ordre mondial » n'est pas même évoqué.

L'illustration la plus flagrante de ce creux dans l'histoire européenne est « l'oubli » de M. Mitterrand, qui, au moment de dresser le bilan de la guerre dans sa dernière intervention télévisée, ne dit mot de ce qui, depuis 1981, n'avait jamais manqué à son discours.

Changement de cap majeur ? Sans doute pas. M. Mitterrand, porté par les sondages, est simplement en train de « capitaliser ». Il reviendra à l'Europe, estime-t-on à Bruxelles, mais plus tard. Après une aussi forte démonstration de pouvoir présidentielle, après une aussi puissante affirmation nationale que l'entrée en guerre, il commence par engranger les dividendes. Il ne veut pas l'air compromettre en ouvrant prématurément un débat européen d'autant moins opportun qu'il touche désormais directement à la souveraineté nationale. L'opinion, c'est clair, ne regrette pas pour l'instant que M. Mitterrand ait joué ce jeu sans plus qu'elle ne déplore les défaillances européennes. C'est une réalité française, et britannique plus encore, devant laquelle on ne cherche pas à se voiler la face à Bruxelles.

La joute entre Paris, Londres et Bonn

Autre séquelle du conflit, autre façon de « capitaliser » après l'effort de guerre : la joute qui oppose actuellement, sans en avoir l'air, Paris, Londres et Bonn. C'est l'heure de la revanche sur l'unité allemande. La France et la Grande-Bretagne, qui, l'une et l'autre, redoutent la suprématie de leur voisin, ont pris des risques que n'a pas pris l'Allemagne et l'ont vus sans déplaisir apparaître comme ayant pour vocation principale celle de « banquier du monde ».

On ne laisse pas passer pareille aubaine : on prend des gages, on cherche à modifier les rapports de force politiques dans le cinquième continent, et le climat, inévitablement, se tend. « La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont pour l'instant irrécconciliables », dit-on à la Commission à propos des deux grands chantiers de la construction communautaire : l'union économique et monétaire et l'union politique. M. Jacques Delors, qui pourtant en a vu d'autres mais qui fait lui-même les frais de cette atmosphère « musclée », n'a apparemment pas l'intention de s'y frotter dans l'immédiat.

Pourtant, il vient de parler sur un sujet qui, il y a moins d'un an, lui était interdit et lui aurait valu l'excommunication : celui de la

Tirant les conclusions de la guerre du Golfe

A Londres, M. Jacques Delors appelle les Douze à prendre leur défense en main

Les temps ont changé, et le style de M. Major est nettement moins tranchant. Le premier ministre a reçu à dîner M. Delors au 10 Downing Street, ce qui était impensable il y a quelques mois encore. Mais ce n'est pas moins un nouveau brûlot, cette fois en matière de défense, que le président de la Commission a lancé à l'occasion de son passage à Londres.

Créer les institutions « ad hoc »

M. Delors estime en effet que la guerre du Golfe a démontré la nécessité d'une politique commune européenne de défense. Les Britanniques en tiraient plutôt la conclusion inverse, c'est-à-dire que les Européens sont bien incapables de s'entendre face à un défi extérieur inattendu. L'argument du président de la Commission, que certains ici ne sont pas loin de considérer comme un sophisme, est que l'absence de riposte concertée des Européens prouve qu'il est urgent de créer les institutions « ad hoc ».

La Communauté n'avait en effet ni le mandat ni les moyens d'intervenir militairement. Le traité de Rome ne lui donne aucune compétence en matière de défense. M. Delors estime qu'il est temps d'y songer et que l'élaboration d'une politique de défense commune est au cœur de la relation de la construction européenne. « La Commission suggère que soient

regroupés, dans un titre du traité (révisé, NDLR), tous les aspects extérieurs : la politique étrangère, la sécurité, les relations économiques et la coopération au développement », affirme-t-il.

« Une sage progressivité »

Le président de la Commission insiste sur l'importance d'une « sage progressivité » et n'entend pas aller « à marche forcée ». Les ministres des affaires étrangères « s'efforceraient d'aboutir à une analyse commune puis décideraient de l'action (...) ». Au fur et à mesure que se développerait cette dynamique des intérêts communs, apparaîtrait la nécessité de se doter de ces éléments qui sont le moyen de se défendre. En d'autres termes, une politique étrangère commune aboutit tout naturellement avec le temps à une politique de défense commune.

Le seul organisme européen ayant compétence en matière de défense est l'Union de l'Europe occidentale (UEO), créée en 1948, et qui compte désormais neuf pays membres (1). Son traité de fondation est très contraignant puisqu'il prévoit l'assistance militaire mutuelle en cas de danger. M. Delors propose que la Communauté fasse sienne cette obligation d'assistance qui figure dans l'article 5 du traité de l'UEO. Il prend parti dans le débat actuel sur l'avenir de cette institution en proposant « son

intégration progressive dans la Communauté ». On laisserait « le temps de la réflexion » aux trois pays de la Communauté qui ne sont pas membres de l'UEO, le Danemark, la Grèce et l'Irlande. Les « acquis » futurs de l'UEO seraient également intégrés, tels que « les forces multinationales », rapides et mobiles, dont la création est fortement envisagée en ce moment, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne, pour répondre à des défis comparables à celui du Golfe.

M. Delors constate les « inquiétudes » que ces idées suscitent chez les Américains. Mais il rétorque que l'intérêt de l'alliance atlantique est que les Européens s'y expriment d'une seule voix et que ceux-ci assument du même coup, conformément au vœu souvent exprimé par Washington, une part accrue des dépenses de défense s'ils devenaient ensemble et en bloc le « second pilier » de l'alliance.

Les Britanniques ne sont, pour leur part, pas du tout convaincus de la nécessité de donner, même progressivement, à la Communauté des compétences en matière de défense. Mais ils laissent parler poliment M. Delors au lieu de lui couper brutalement la parole comme l'aurait fait M^{re} Thatcher.

DOMINIQUE DHOMERES

(1) Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Royaume-Uni.

des relations inter-européennes et franco-américaines le moment venu. M. Delors a ouvert le feu en mettant sur la table des discussions intergouvernementales relatives à l'union politique un projet de révision du traité de Rome portant sur la politique étrangère et de sécurité qu'il présentait jeudi à Londres. Outre les propositions concrètes qu'il contenait (lire *par ailleurs*), son discours obéissait à quelques préoccupations qui reflètent elles aussi les séquelles de la guerre du Golfe.

Le président de la Commission insiste fortement sur l'« unicité » du projet européen, sur son caractère global et indivisible. Cette cohésion des différents aspects de la construction communautaire (économique, social, politique, diplomatique, et potentiellement sécuritaire) s'était imposée d'elle-même en réponse aux mutations que connaissait l'est du continent. Il n'y avait pas de fossé entre le fonctionnement interne de la Communauté et la capacité des Douze à réagir collectivement à l'extérieur : tout cela relevait de la même dynamique. La guerre du Golfe a eu un effet désintégrateur, et Jacques Delors met en garde contre la dislocation du projet par ceux qui préconisent « la création de plusieurs communautés, l'une axée sur l'intégration économique, une seconde sur la coopération politique et une troisième pour traiter de la sécurité ».

Autre préoccupation, et Jacques Delors sur ce point a sans doute dit à Londres sous forme autologique, mais qu'il n'en pense en vérité : « L'Europe doit être européenne ». Autrement dit, le projet d'union politique est, entre autres, une affirmation d'autonomie par rapport aux États-Unis ; il est antinomique avec l'acceptation du leadership américain. Les événements récents, de ce point de vue, sont

des moins favorables à l'Europe. M. Jacques Delors les a sans doute mal vécus en tant qu'Européen et, dans la dernière période, en tant que Français, même si certains membres de son entourage ont une interprétation vraisemblablement plus juste de l'attitude de M. Mitterrand. Il s'agit, estime l'un d'entre eux, d'une sorte de réédition du discours du Bundestag en 1983, c'est-à-dire d'une affirmation cruciale de solidarité qui garantira ensuite au président français le droit à la parole et même à la différence.

Le recul du supranational

La crise n'en a pas moins renforcé dans leurs convictions les plus pro-américains des Européens, qui le feront savoir dans le débat sur l'après-guerre au Proche-Orient comme dans le débat sur la défense européenne.

Elle aura révélé aussi à quel point certaines opinions européennes - l'allemande, l'espagnole, notamment - sont loin de ces préoccupations de défense, loin de se poser la question de ce qu'est aujourd'hui leur sécurité et de ce qu'elles sont prêtes à lui consacrer. Les discours de Londres jeudi soi voulaient être à cet égard le coup d'envoi d'une œuvre pédagogique qui sera longue et difficile.

La crise aura enfin - mais cela M. Delors ne pouvait pas le dire - accéléré un certain changement de statut politique de la Commission et de son président. Alors que le projet communautaire est brouillé, que l'Europe à nouveau doit dire quelles sont ses ambitions, Jacques Delors ne peut plus prétendre les concevoir à sa place. Non seulement parce que le contexte de l'après-guerre s'y prête mal, mais parce que la construction communautaire en est à un point qui touche directement aux souverainetés nationales. Les États, même sans une guerre pour les exacerber, répugnent de toute façon à céder du terrain aux institutions supranationales.

Tocqueville, disait jeudi, pessimiste, le président de la Commission, pourrait aujourd'hui illustrer ses analyses en soulignant « les phénomènes d'opinion publique liés à l'importance des médias, les tendances au repli sur soi, la difficulté de faire vivre un grand dessein porté par un civisme véritable ».

CLAIRE TRÉAN

□ Le PR pour une Europe « fédérale et décentralisée ». - Le bureau politique du Parti républicain s'est prononcé, jeudi 7 mars, pour « une Europe fédérale et décentralisée ». Il s'est dit favorable à l'instauration rapide d'une monnaie unique « à condition qu'elle assure une meilleure protection contre l'inflation », au renforcement de l'union politique et du pouvoir de contrôle du Parlement européen et à la transformation de la Cour de justice européenne en « véritable Cour suprême ».

Le Pentagone prévoit la réduction de moitié des troupes américaines en Europe

Le Pentagone prévoit de réduire d'environ 50 % les troupes américaines basées en Europe - actuellement plus de trois cent mille hommes - probablement d'ici cinq ans, a déclaré jeudi 7 mars, leur commandant en chef, le général John Galvin, devant la commission sénatoriale des forces armées. Selon le général Galvin, les réductions actuellement en cours devraient ramener les forces américaines à deux cent cinquante et un mille hommes à la fin de l'année fiscale 1991 (30 septembre). Il a toutefois souligné que le conflit dans le Golfe avait perturbé le planning d'origine, en nécessitant l'envoi de quatre-vingt-dix mille soldats américains basés en Europe.

« Un bon pourcentage de ces derniers » seront rapatriés après

leur retour sur des bases européennes pour régler leurs affaires personnelles, a-t-il précisé. En janvier 1990, les États-Unis, leurs alliés européens et l'Union soviétique se sont mis d'accord pour ramener les troupes américaines et soviétiques en Europe centrale à un maximum de cent quatre-vingt-quinze mille hommes, les États-Unis pouvant avoir en plus trente mille hommes dans d'autres parties du continent.

Le général Galvin a précisé qu'il n'y avait pas de calendrier rigide pour la réduction des forces américaines de moitié, mais que l'objectif général était l'horizon 1995-1996. En gros, a-t-il poursuivi, nous prévoyons de passer de deux corps d'armée à un et de huit escadrons à trois ou quatre. (AFP)

EUROPE

ALBANIE : le gouvernement de Tirana tente d'endiguer l'exode

Le port de Durrës placé sous contrôle militaire

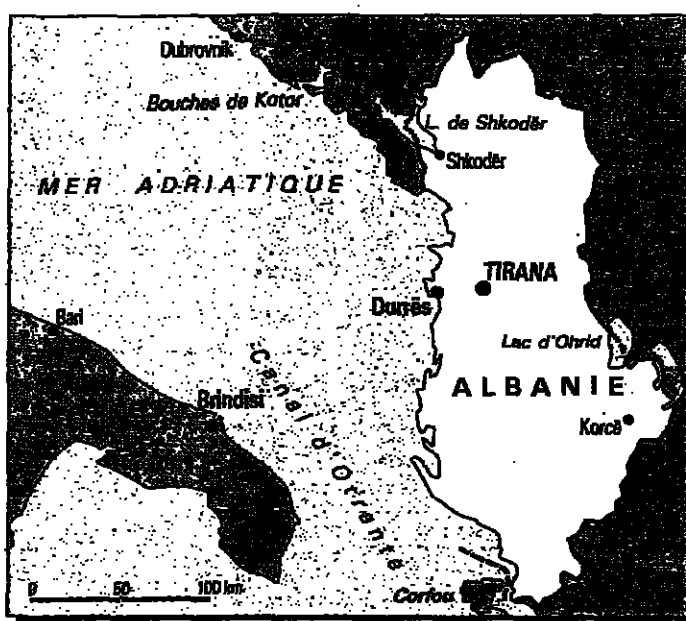
Trois personnes ont été tuées dans des affrontements avec les forces de l'ordre, mercredi 6 mars dans la soirée, à Tirana, a annoncé M. Benik Mustafaj, du Forum des droits de l'homme. Le ministre de l'intérieur a, pour sa part, fait état d'une seule victime et d'une dizaine de blessés. Plusieurs milliers de personnes avaient tenté de pénétrer dans le quartier des ambassades à Tirana.

D'autre part, le gouvernement a pris des mesures, jeudi 7 mars, pour endiguer le flot des candidats à l'émigration, annonçant notamment la transformation du port de Durrës en « zone militaire, administrée et contrôlée par les forces armées ». L'exode de milliers d'Albanais s'est néanmoins poursuivi jeudi vers l'Italie ainsi que, dans une moindre mesure, vers la Yougoslavie et la Grèce.

La situation reste tendue dans le port de Vlorë, au sud, où plusieurs milliers de personnes venues de tout le pays ont tenté de prendre

d'assaut des bateaux pour se rendre en Italie. Le calme était en revanche revenu jeudi à Tirana.

Le gouvernement a également annoncé que des mesures allaient être prises pour « empêcher tout rassemblement anormal » dans les ports de Durrës, Vlorë et Shengjin, ainsi qu'à Tirana. Des contacts doivent avoir lieu avec les organismes compétents des Nations unies, les autorités italiennes et celles « d'autres pays » pour « trouver une solution rapide au problème de l'exode des émigrants économiques », a déclaré le gouvernement, qui a accusé des pays étrangers, non précisés, de manipuler les foules pour « provoquer un bain de sang en Albanie et mettre le feu aux Balkans ». Selon les autorités, le plan de ces « ennemis extérieurs et intérieurs » vise à « bloquer le processus démocratique en Albanie et ajourner les élections du 31 mars ». (AFP)



Les quais en folie de Brindisi

ROME

de notre correspondant

Vingt-quatre heures de chaos, de cris et de larmes entre jeudi 7 et vendredi 8 mars dans le port de Brindisi. Littéralement assaillis par une dizaine de milliers de réfugiés albanais, épuisés, frigorifiés et affamés, les quais ont été le théâtre de scènes hallucinantes où l'on a vu des autorités débordées baisser les bras devant la marée humaine, des hommes se battre à coups de poing pour attraper une boîte de lait ou de biscuits jetée du haut d'un camion de la préfecture. On a vu des enfants suffoquer sous la pression de la foule, des femmes — dont certaines enceintes — s'évanouir avant d'être transportées, dans le vacarme des sirènes d'ambulances et de pompiers, dans les hôpitaux de la région.

Un peu plus tard dans la nuit, alors que trois ou quatre mille personnes entassées sur un vieux cargo ancré attendaient impatiemment l'autorisation de mettre pied à terre, ou, à tout le moins, de se voir distribuer quelques vivres et quelques couvertures qui n'arrivaient pas, on a vu des grappes de jeunes gens sauter du navire ou descendre le long de cordes en dépit de l'interdiction de la police. Il y a eu quelques bousculades, certains sont tombés à l'eau, d'autres sur le béton du quai.

Ces incidents ont fait une quarantaine de blessés légers. Quelques blessés aussi au large de Bari sur un autre bateau chargé de réfugiés et à bord duquel s'est déclaré un incendie. Là, c'est un bâtiment britannique qui croisait dans le secteur, qui est venu au secours des passagers. Une autre embarcation, à la dérive

de la même façon, a été repérée et sauvée par un navire marchand soviétique.

D'abord, fermer le robinet, ensuite, vider l'eau. Ainsi le vice-président du conseil, M. Claudio Martelli, avait-il résumé, un peu plus tôt dans la journée du 7 mars, la politique qu'entend suivre son gouvernement à l'égard des quelque quinze à dix-sept mille réfugiés albanais qui, en l'espace d'une semaine, ont envahi le sud de l'Italie. Le ministre de la protection civile a été nommé « commissaire extraordinaire pour l'accueil temporaire des citoyens albanais ». Titre compliqué qui a toutefois le mérite de ne pas prêter à équivoque.

« L'image de paradis terrestre »

Pour le conseil des ministres italien, qui devait à nouveau se réunir, vendredi 8 mars, pour prendre des décisions spéciales, les choses sont en effet très claires : « mis à part quelques cas particuliers », la quasi-totalité des exilés ont fui un pays, dans lequel est d'ailleurs « en cours, un processus de démocratisation », a fait remarquer M. Martelli, « non pas pour des raisons politiques, mais économiques ».

N'ayant droit, au titre de la loi en vigueur, « à aucune assistance spéciale », ils seront en conséquence « renvoyés dans leur patrie » avec l'aide de la Croix-Rouge internationale et du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR). Le conseil interministériel a en effet décidé de lancer, jeudi, un appel à l'aide en direction de ces deux instances internationales. Dans

le même temps, le gouvernement a exprimé sa « ferme » volonté de voir le pouvoir albanais, « qui en a les moyens s'il le veut, empêcher le départ d'autres bateaux chargés de réfugiés clandestins en direction de l'Italie ». Un peu plus tard dans la soirée on apprenait effectivement que Tirana avait déclaré le port de Durrës, aux environs de la capitale, « zone militaire interdite aux civils ».

Le gouvernement de M. Ramiz Alia avait auparavant obtenu ce qu'il réclamait, à savoir la concrétisation immédiate d'une promesse faite plus tôt par l'Italie d'une aide humanitaire d'urgence d'environ 50 millions de francs. « Cet effort », a ajouté M. Martelli, « pourra être plus consistant à condition que le gouvernement de Tirana coopère avec nous pour freiner cet exode ». Ayant par ailleurs constaté que l'afflux albanais était en partie lié « à l'image de paradis terrestre que donne de notre pays certaines chaînes de télévision capotées sur place », le numéro deux du gouvernement a annoncé le prochain lancement d'une vaste « campagne d'information honnête et réaliste », à la fois sur les conditions administratives d'entrée en Italie et sur les difficultés de la vie au « bel paese ».

Appel à l'armée ?

Au passage, M. Martelli avait également invité les télévisions italiennes à modérer la diffusion de scènes de chaleur accueil réservé parfois aux réfugiés par des particuliers italiens, voire par certaines municipalités qui annonçaient jeudi soir disposer encore de quelques places d'hébergement. A dire vrai, la

recommandation du gouvernement n'a guère été entendue, et le troisième réseau de la RAI — proche de l'ancien Parti communiste — a notamment retransmis, jusque tard dans la nuit, des appels à l'aide en direction des télespectateurs pour trouver des lits ou à tout le moins des couvertures pour tous ceux qui ont dû passer la nuit dehors, notamment sur les quais de Brindisi. Ces derniers avaient, dans la matinée, forcé les barrières maritimes mais en place par les garde-côtes pour les empêcher d'accoster.

Dans la soirée de jeudi, deux nouveaux bateaux, avec plusieurs centaines de personnes à bord, sont à leur tour parvenus à passer les barrières tandis qu'un navire, transportant plus de cinq mille Albanais était détourné par radio sur Bari sans obtenir, là non plus, l'autorisation d'accoster. Les scènes les plus folles se sont cependant produites dans l'enceinte même du port de Brindisi, où, dans un indescriptible désordre, on a pu voir des groupes de jeunes escalader les murs d'enceinte pour aller se perdre, et tenter leur chance, dans la ville. Les policiers qui, au total, n'étaient pas plus de deux cents pour maintenir l'ordre dans le port, laissent d'ailleurs entendre que si la foule descendait soudainement de suivre cet exemple, ils ne pourraient sans doute rien faire pour l'en empêcher.

Vendredi matin, alors que la marine italienne avait reçu l'ordre d'empêcher tout nouveau mouillage dans les eaux italiennes de navires transportant des exilés albanais, il était question, à Brindisi, de faire appel à l'armée.

PATRICE CLAUDE

URSS

M. Gorbatchev a constitué son Conseil de sécurité

M. Gorbatchev a fait approuver par le Soviet suprême de l'URSS, jeudi 7 mars, la composition du Conseil de sécurité de l'URSS. Ce nouvel organisme rattaché à la présidence s'ajoute au Conseil de la fédération, qui regroupe les représentants de toutes les Républiques.

La première surprise est que le choix des membres de ce Conseil de sécurité ait dû être approuvé par le Parlement : cet organisme que l'on voulait calqué sur le NSC, le Conseil national de sécurité américain, relève typiquement de l'entourage présidentiel, il est appelé, rappelle l'agence Tass, à « élaborer des recommandations et à mettre en œuvre la politique fédérale dans le domaine de la défense, assurer la sécurité économique, écologique, l'élimination des conséquences des catastrophes naturelles et d'autres situations de crise, ainsi que la garantie de la stabilité et de l'ordre juridique dans la société ». Même si son domaine d'activité est vaste, il n'a pas, à la différence du « cabinet des ministres », de pouvoir décisionnel direct, et aurait donc pu être dispensé de cette formalité.

La seconde surprise est qu'un des principaux candidats désignés par M. Gorbatchev, M. Valeri Boldine, a été écarté deux fois par les députés. Ancien correspondant pour l'agriculture de la Pravda, M. Boldine est l'assistant personnel de M. Gorbatchev depuis 1981, soit bien avant l'élection de ce dernier au secrétariat général du parti. Nommé en 1987 à la tête de l'important service général du comité central, il dirigeait depuis l'an dernier le secrétariat privé du président soviétique, et devait visiblement être la cheville ouvrière du nouveau Conseil de sécurité.

Battu une première fois, M. Boldine n'a recueilli au cours d'un second scrutin que 245 voix en sa faveur, soit moins de la nécessaire moitié du total des inscrits. Les libéraux qui, tels M. Sobchak, maire de Leningrad, estimaient qu'il y avait « déjà trop d'appareils du parti communiste dans les organes supérieurs de l'Etat » ont été rejoints en la circonstance par des conservateurs soucieux de contre les choix trop personnels du président : « Vous avez eu d'autres collaborateurs comme Stanislav Chataline et Nikolai Petukhov [les conseillers économiques libéraux qui ont récemment abandonné l'équipe présidentielle], et cela a eu des résultats négatifs », a dit l'un d'eux.

La même mésaventure a failli arriver à un autre membre encore plus connu de l'entourage présidentiel : M. Evgueni Primakov, l'homme des trois voyages à Bagdad pendant la crise du Golfe, n'a franchi la barre que de justesse (277 voix) à l'issue d'un second tour de scrutin. Il est, avec M. Bakatine, l'ancien ministre de l'intérieur limogé le 2 décembre dernier sous la pression des conservateurs, le seul

personnage un tant soit peu libéral de l'équipe.

On remarque à ce propos l'absence de M. Alexandre Iakovlev, l'idéologue de la perestroïka, qui figurait encore en janvier dans l'entourage direct de M. Gorbatchev et que les milieux informés présentaient à l'époque comme l'un des figures importantes du Conseil de sécurité en formation. Il est possible que M. Gorbatchev, prévoyant un échec certain, ait renoncé à présenter sa candidature à la ratification parlementaire, et que cette procédure lui ait été imposée précédemment dans ce but.

Pour le reste en tout cas, les membres du Conseil sont des conservateurs bon teint, nommés d'ailleurs à des postes de haut niveau dans l'appareil gouvernemental et les organismes de maintien de l'ordre. On y trouve notamment les nouveaux ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, qui rejoignent le nouveau premier ministre, M. Pavlov, et le vice-président de l'URSS M. Ianaev, lui-même élu au congrès des députés l'an dernier. Au total et pour le moment (car il faudra bien, soit faire passer « aux forces » M. Boldine, soit lui trouver un remplaçant), ce Conseil de sécurité est, avec huit membres, deux fois moins nombreux que le Conseil présidentiel qu'il remplace et qui n'aura eu qu'un an d'existence. Il est vrai que M. Gorbatchev avait alors flanqué les membres des qualités d'une série de personnalités fort disparates, tels les écrivains Alimov et Rasputine, les « manuels » Iakovlev et Kauls, les « théoriciens » Iakovlev, Chataline et Primakov. Tout cela n'avait guère fonctionné et l'ont revint aujourd'hui à une formule probablement plus efficace, mais beaucoup plus « fermée ».

MICHEL TATU

Les huit membres du Conseil

Après les votes du jeudi 7 mars au Soviet suprême, le Conseil de sécurité de l'URSS compte, outre M. Gorbatchev, les huit membres suivants :

Guennadi Ianaev, vice-président de l'URSS, Valentin Pavlov, premier ministre, Alexandre Bessmertnykh, ministre des affaires étrangères, Vladimir Krioutchkov, président du KGB, Boris Pougo, ministre de l'intérieur, Dmitri Iazov, ministre de la défense, Vadim Bakatine, Evgueni Primakov.

ROUMANIE : pour mieux préparer l'opinion à son programme d'austérité

M. Petre Roman pourrait remanier son gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

« Un remaniement gouvernemental est possible, des consultations préliminaires ont eu lieu » à ce sujet, a déclaré le président roumain, M. Ion Iliescu, dans un entretien publié mercredi 6 mars par le quotidien gouvernemental Adevărul. « L'année

sera dominée par les difficultés économiques, nous en sommes tous conscients », a estimé le président roumain, qui a démenti les rumeurs de désaccords avec son premier ministre, M. Petre Roman. « Il est naturel qu'apparaissent des opinions différentes sur les aspects concrets » mais « les principes fondamentaux de la réforme économique sont compris

de la même façon », a expliqué M. Iliescu.

La semaine dernière, à la fin d'un long discours sur le programme économique de son gouvernement pour 1991, le premier ministre roumain avait estimé que « le moment (était) peut-être venu d'adopter une autre formule gouvernementale ». Le passage à l'économie de marché entraîne « la plus profonde crise qu'ait connue le pays » et la nécessaire cure d'austérité va conduire à une « inévitable érosion du soutien populaire » à son gouvernement. C'est pourquoi, avait déclaré M. Roman, « il ne faut pas négliger la nécessité d'une nouvelle crédibilité populaire ». Moins d'un an après des élections qui avaient vu le Front de salut national (FSN) au pouvoir recueillir plus de 65 % des voix, le premier ministre a laissé entendre qu'il était temps de changer d'équipe, ou simplement de la remanier.

La question est là : M. Roman veut-il que des membres de l'opposition entrent au gouvernement afin que celle-ci partage l'impopularité de la crise ou veut-il seulement écarter ceux des membres de son gouvernement qui ont été les plus compromis avec l'ancien régime et dont les syndicats ont demandé, pendant les grèves, la démission ? Dans l'opposition, en dehors de M. Ion Raicu, candidat malheureux du Parti national paysan (PNP) à l'élection présidentielle, qui a jugé que le changement

de gouvernement évoqué était, à ses yeux, la preuve « d'un désir authentique du gouvernement de contribuer au sauvetage du pays », personne n'a saisi la balle, l'ancien, involontairement peut-être, par le premier ministre.

Le quotidien Romania Libera croit savoir que ce changement de « formule gouvernementale » ne sera finalement qu'un remaniement et certaines sources confirment officiellement qu'il n'était pas envisagé d'ouvrir le gouvernement à l'opposition, car celle-ci ne le souhaitait pas, à moins d'obtenir en échange des élections anticipées.

Le premier ministre devra donc vraisemblablement se contenter d'un simple ravalement de son gouvernement. Mais il n'est pas certain que cela sera suffisant pour appliquer sans risque des réformes, dont « la durée et leur acceptation par le peuple sont (les) conditions préalables » de leur réussite, selon le premier ministre. Pour l'heure, le gouvernement a de grandes difficultés à imposer cette austérité, ôdant, au fil des grèves, aux revendications salariales des syndicats, qui se rapprochent un peu plus chaque jour de l'opposition. En présentant son bilan, M. Roman a reconnu que l'an dernier, son gouvernement n'avait pu sortir le pays de la crise, notamment parce qu'il n'avait pu « se permettre de faire baisser le niveau de vie ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

POLOGNE

Les députés entament un débat sur leur éventuelle autodissolution

Les députés polonais, dont une majorité représente encore l'ancienne coalition communiste, ont entamé, jeudi 7 mars, un débat sur leur éventuelle autodissolution, afin de permettre la tenue des premières élections parlementaires libres. Celles-ci pourraient avoir lieu le 26 mars.

Dans une lettre adressée à la Diète, le chef de l'Etat a en effet demandé aux députés de renoncer à « l'accord déposé de la table ronde » (conclu au printemps 1989 sur la répartition du pouvoir entre les communistes et Solidarité) qui aujourd'hui, dit-il, « corrompt la vie publique ».

Un scrutin mi-majoritaire mi-proportionnel

Avant de fixer la date des élections, les députés ont commencé l'examen, en première lecture, de deux projets de loi électorale concurrents, dont un présenté par M. Walesa, qui prévoit un mode de scrutin mi-majoritaire, mi-proportionnel.

L'autre projet, élaboré par la commission constitutionnelle sous la direction de Bronislaw Geres, propose un scrutin sur une base essentiellement proportionnelle.

Les groupes parlementaires se sont déclarés, en majorité, favorables à un renvoi en commission de l'examen des deux projets, ce qui

rendrait impossible l'organisation d'élections en mai.

Les partisans de M. Walesa estiment que des élections rapides sont nécessaires pour que le Parlement retrouve sa légitimité aux yeux d'une population éprouvée par les mesures d'austérité et qui manifeste de plus en plus son mécontentement. (AFP)

Prochaine rencontre Walesa-Gorbatchev. — Le président Lech Walesa doit « prochainement » rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev, a déclaré, jeudi 7 mars à Varsovie, le porte-parole présidentiel, Andrzej Dryzinski. La date et le lieu de la rencontre n'ont pas été précisés. (AFP)

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Images/S/ en Région/S/

3èmes Journées Professionnelles du Cinéma et de l'Audiovisuel

(Hôtel de Région - Montpellier - 15 et 16 mars 1991)

Actions et coopérations euro-méditerranéennes des Régions dans le processus de développement de la création d'images.



Antenne Cinéma : (16) 67 22 80 59 / 7e ART : (1) 48 78 00 03

سكزا من لايكل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : élection partielle

L'échec des conservateurs illustre l'impopularité persistante de la poll tax

Les électeurs de la circonscription partiellement rurale de Ribbles Valley, dans le nord de l'Angleterre, ont réservé une mauvaise surprise à M. John Major à peine rentré de Moscou et du Koweït. Alors que le siège était considéré comme l'un des plus sûrs des conservateurs, il est passé, jeudi 7 mars, aux mains des démocrates libéraux, au cours d'une élection partielle qui a révélé une fois de plus l'impopularité de la poll tax, l'impôt local instauré en avril 1990.

LONDRES

de notre correspondant

M. Mike Carr, candidat démocrate libéral, a obtenu 22 377 voix contre 17 776 à son adversaire conservateur. Les Tories ne peuvent accuser ni la participation, qui a été exceptionnellement élevée pour

une partielle puisqu'elle a atteint 72 %, ni la qualité de celui qui défendait leurs couleurs puisque, de l'avis général, celui-ci a fait une excellente campagne. Il ne leur reste donc qu'à s'interroger sur les raisons d'un échec aussi surprenant. Le siège était vacant en raison de l'élévation à la chambre des Lords de son titulaire, M. David Waddington, ancien ministre de l'intérieur.

Le basculement de 25 % d'entre eux du camp des conservateurs à celui des démocrates libéraux constitue un grave avertissement pour les conservateurs. Les sondages avaient montré que les électeurs de Ribbles Valley voulaient manifester leur hostilité à la poll tax. 77 % d'entre eux se sont en effet déclarés insatisfaits de la façon dont le gouvernement avait traité la question de la fiscalité locale. M. Thatcher avait voulu à toute force instaurer cet impôt, égal pour tous, riches et pauvres,

dans une même commune afin de donner un meilleur sens de leurs responsabilités financières aussi bien aux citoyens qu'aux conseils municipaux. Le résultat avait été désastreux dans l'opinion.

Perçue comme injuste, la poll tax a provoqué de graves émeutes au printemps dernier et contribué au départ de M. Thatcher. Les parlementaires conservateurs avaient compris que celle-ci ne changerait jamais d'avis et qu'il valait mieux se débarrasser d'elle avant des élections générales s'ils ne voulaient pas les perdre. Mais le gouvernement de M. John Major n'a pas encore réussi à décider s'il allait tordre le cou une bonne fois à la poll tax ou s'il se contenterait de l'aménager, en prévoyant de nombreuses exemptions et réductions. M. Michael Heseltine, qui s'était opposé de front à la « Dame de fer » est désormais chargé de ce dossier. Il a multiplié les déclarations apaisantes, mais l'écarter de

base maintient apparemment son hostilité au principe même de cet impôt.

Le vainqueur démocrate libéral a pu déclarer, jeudi soir 7 mars, que lorsque celle-ci sera finalement abolie, on pourra inscrire sur sa tombe : « Ça git la poll tax, tuée à Ribbles Valley ». C'est peut-être aller un peu vite en besogne, même si l'événement incite évidemment encore davantage le gouvernement à trancher quant à l'avenir de la fiscalité locale.

Le résultat de ce scrutin pourrait remettre en question l'intention qu'on prête à M. Major de convoquer des élections anticipées en juin prochain bien que les sondages soient pourtant plutôt favorables aux conservateurs. Le dernier en date, publié vendredi par le Daily Telegraph, place les conservateurs largement en tête avec 45 % des voix, devant les travaillistes qui en recueillent 36,5 % et les démocrates libéraux 13 %.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le prince Charles est favorable à une réforme du système électoral

Au cours d'une réunion, qui aurait dû rester confidentielle, avec des parlementaires gallois, le prince Charles a critiqué le système électoral britannique et exprimé ses préférences pour la représentation proportionnelle.

LONDRES

de notre correspondant

L'héritier de la couronne recevait, mardi 5 mars, au palais de St James, les dix membres de la commission parlementaire pour les affaires galloises. L'un des participants a trahi le secret qui est de règle dans ce genre de rencontre. Au cours de celle-ci, le prince Charles a estimé que la représentation proportionnelle permettrait un plus grand « consensus » dans la conduite des affaires du pays et éviterait les virages à 180 degrés en matière de politique économique et industrielle que provoquent les changements de majorité.

Le système électoral britannique a été de tout temps le scrutin uninominal majoritaire à un tour qui donne le siège au candidat arrivé en tête quel que soit le nombre de voix qu'il ait obtenu. Ce système permet normalement de constituer des majorités stables de gouvernement, mais laisse les petits partis et ne donne pratiquement aucune chance aux minorités d'être représentées au Parlement.

Le fils aîné de la reine Elizabeth a fait remarquer que les pays européens qui avaient adopté la représentation proportionnelle avaient par exemple une meilleure législation en matière de logement. Les décisions prises reflètent dans ce cas l'opinion de la

plus grande partie des électeurs, et pas seulement celle du parti au pouvoir.

Les propos du prince Charles ont aussitôt provoqué des réactions très diverses. « C'est très bien qu'il parle d'architecture, mais les membres de la famille royale devraient se tenir à l'écart de la politique », a commenté un député conservateur, M. Barry Porter. Le leader du Parti démocrate libéral, M. Paddy Ashdown, a estimé au contraire que le prince Charles avait « bien servi le pays en posant ce problème, et qu'il était « en accord avec 70 % des Britanniques, selon le dernier sondage ».

Le Parti conservateur est totalement hostile à une réforme du système en vigueur. La direction du Labour l'est également, mais a cédé ces dernières années au vœu de certains militants travaillistes d'étudier la possibilité d'une réforme. Seuls les démocrates libéraux, qui ne sont cédés dans les sondages que de 10 % environ des intentions de vote, ainsi que les nationalistes écossais et gallois, sont ouvertement favorables à la représentation proportionnelle.

La Constitution non écrite du pays, fondée sur la tradition et les usages, veut que la famille royale ne prenne pas position sur des questions de ce genre. Le quotidien de centre gauche The Guardian, qui soutient l'instauration de la représentation proportionnelle, constate que le prince héritier a probablement dépassé les limites qui lui sont assignées mais s'en réjouit. Le leader adjoint du Parti travailliste, M. Roy Hattersley, lui-même frondeur collaborateur de ce quotidien, voit en tout cas confirmé le soupçon, qu'il nourrit depuis longtemps : le prince est un lecteur fidèle du Guardian.

D. Dh.

TURQUIE

Nouveaux affrontements entre Kurdes et policiers

Une femme a été tuée et sept autres personnes blessées lorsque les forces de sécurité turques ont fait feu sur des manifestants, jeudi matin 7 mars, à Dargecit, a-t-on appris de sources concordantes. Le couvre-feu a été instauré dans cette ville à majorité kurde du sud-est de l'Anatolie. Cela porte à six le nombre de Kurdes tués par balles, depuis le 28 février, lors d'affrontements entre policiers et manifestants dans cette région frontalière de l'Irak.

Le maire de Dargecit, M. Suleyman Anik, joint au téléphone par l'AFP, a affirmé que 5 000 personnes s'étaient rassemblées dans

le centre-ville pour une marche de protestation silencieuse contre les incidents sanglants qui avaient déjà fait trois morts à Sirtak le 28 février puis deux autres morts à Idil, le 3 mars.

Selon d'autres témoignages recueillis par téléphone, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants, blessant huit personnes. Une femme de trente ans a succombé à ses blessures peu après son hospitalisation. Deux députés du Parti populaire social-démocrate (PPSD, opposition) présents lors des incidents ont déclaré que les forces de sécurité « avaient tiré sur la foule, non pour disperser les manifestants mais pour les tuer ». - (AFP)

YUGOSLAVIE

Les conscrits slovènes pourront ne plus servir dans l'armée fédérale

BELGRADE

de notre correspondant

Le Parlement de Slovénie a adopté, jeudi 7 mars à Ljubljana, une loi permettant aux conscrits de cette république de ne plus faire leur service militaire dans l'armée yougoslave. Ils le feront dorénavant dans les unités de la défense territoriale et de la police slovènes. Les recrues qui le désirent pourront cependant continuer à servir dans l'armée fédérale. Cet amendement s'inscrit dans la nouvelle Constitution de Slovénie qui est à l'état de projet. Le service militaire

pourrait être aboli, une grande partie de l'opinion publique aspirant à la démission de la République. En décembre dernier, environ 90 % des électeurs slovènes s'étaient prononcés par référendum pour l'indépendance. En février, le parlement local avait voté la « dislocation » progressive de la Yougoslavie.

Le colonel Milan Alksentijevic, le seul député slovène à s'être opposé au « moratoire » sur le service militaire, a déclaré que cette loi était contraire à la Constitution yougoslave et « faisait partie du scénario visant à détruire la Yougoslavie ».

F. H.

Le Monde EDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le meilleur livre paru sur le Golfe. Écrit pour la circonstance dans un but avoué de pédagogie, il atteint son but sans faux pas. Les rappels historiques n'étouffent jamais l'action. L'enjeu économique, omniprésent, apparaît limpide. La stratégie de chaque Etat éclaire sans cesse le jeu politique.

Télérama

En vente chez votre libraire

GRANDE VENTE SUPER-ESCOMPTE

des FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse 22, 24 Avenue Hoche. Paris 8^e

... aperçu de quelques prix

parmi des centaines de manteaux et vestes

en Vison, Castor, Marmotte, Renard, Chinchilla, Zibeline.

MANTEAUX VISON Dark	17500 ^F - 40%	10500 ^F
MANTEAUX VISON Lunaraire	27500 ^F - 50%	13750 ^F
MANTEAUX MARMOTTE Canada	13500 ^F - 50%	6750 ^F
BLOUSONS VISON et CUIR	10000 ^F - 50%	5000 ^F
VESTES RENARD bleu, noir, marron	7500 ^F - 40%	4500 ^F
VESTES MARMOTTE du Canada	8500 ^F - 40%	5100 ^F
3/4 MOUTON retourné double face	6500 ^F - 40%	3900 ^F
FELISSES col et int. OPOSSUM	4500 ^F - 30%	3150 ^F
FELISSES col VISON int. LAPIN	3000 ^F - 40%	1800 ^F

pendant le SALON de l'AGRICULTURE magasin ouvert de 10h. à 19h.

FOURRURES GEORGE V

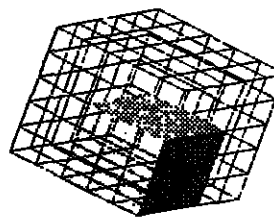
22, 24 Avenue Hoche PARIS. 8^e
RER, Etoile, Métro Etoile, Termes, BUS 31, Parking Hoche



Personnes. Rencontres. Nouveaux marchés: Leipzig 91

Les différents Salons qui ont lieu au printemps 1991 permettront à Leipzig de rapprocher non seulement les marchés de l'Est et de l'Ouest mais surtout de créer des liens entre les personnes. Une rencontre européenne dont l'objectif est de créer de meilleurs contacts pour l'avenir. C'est ainsi qu'un partenaire commercial peut, à cette occasion, devenir un bon ami et qu'une telle

rencontre à un Salon peut être la réalisation d'une rencontre si longtemps attendue. Les 2800 exposants présents aux différents Salons de printemps offrent des possibilités presque illimitées pour nouer de nouveaux contacts. Et, pour les 10 autres Salons qui auront lieu cette année, le mot de passe est - on se voit à Leipzig!



FOIRES DE LEIPZIG PRINTEMPS 1991

SALON DE LA TECHNIQUE du samedi 16 au vendredi 22 mars

Part des expositions

Les salons professionnels: Machines - outils et outillage - Usines à exploitation commerciale et minière - Electrochimie et Electronique - Besoins industriels / sacs - traitement. Domaines représentés: Ingénierie de la circulation, logiciels, Technologie de biens agricoles et alimentaires, technologie de l'emballage - Machines de charbon, machines pour les verreries et la céramique - Sciences et technologies - Services marchands - Expositions collectives et stands d'informations centraux de l'étranger.

SALON DE LA CONSOMMATION du samedi 16 au mercredi 20 mars

Halls d'exposition dans le centre de la ville

Marché professionnel pour les appareils ménagers et les exploitations, verreries, porcelaine, céramique. Marché professionnel pour le papier, matériel de bureaux, papeterie, cadeaux. Domaines représentés: Meubles et bijoux - Tissus d'ameublement et pour la maison - Produits de beauté, produits d'entretien chimique, produits pharmaceutiques - Jouets - Instruments de musique - Denrées alimentaires et produits de luxe. Salon professionnel "La Belle '90" Matériel pour coiffeurs et produits de beauté.

Leipziger Messe GmbH, Markt 11 - 15, Postfach 720, D - 7010 Leipzig, Tel: 7 19 10, Fax: 7 19 15 75, Telex: 512 284

MESSEN DER ZUKUNFT

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le procès de Winnie Mandela

Les turpitudes d'un pasteur méthodiste

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La défense est entrée en lice, dans le procès de Winnie Mandela et de ses trois coaccusés. Après que le procureur ait fini d'interroger M. Kenneth Kgase, l'un des principaux témoins à charge, les avocats de la défense ont commencé leur contre-interrogatoire, jeudi 7 mars, avec le soulèvement commun de l'amener à contredire ses précédentes déclarations.

M. Kruger, le défenseur de M. Morgan, le chauffeur du minibus dans lequel MM. Kgase, Mekgwe, Mono et le jeune Stompie auraient été enlevés de la résidence du révérend Paul Verlyn, à Soweto, le 29 décembre 1988, a tenté de contraindre M. Kgase à dire que son client

n'était pas présent lors du passage à tabac au domicile de M. Mandela.

Embarrassé par la présence de Winnie Mandela et les sombres regards des militants de l'ANC présents dans la salle, M. Kgase a fini par convenir que M. Morgan n'avait pas assisté à « tous » les sévices physiques infligés aux quatre jeunes et que lui-même, sonné par les coups, n'avait pas vu « précisément » à quel moment le chauffeur avait quitté la pièce.

« Un chercheur de publicité »

Défenseur de M. Xoliswe Felati et de sa fille Nompumelelo, M. Joubert a, lui aussi, essayé de semer le doute sur la qualité du témoignage de M. Kgase. Il a

réussi à mettre en évidence que, comme M. Morgan, la mère et la fille, qui étaient présentes dans la maison, n'avaient pas assisté en permanence ni pris part au tabassage.

L'avocat a mis l'accent sur les accusations d'homosexualité portées contre le révérend Verlyn. Ces accusations sont au centre du système de défense de Winnie Mandela et de ses coaccusés. M. Joubert l'a clairement indiqué en essayant de démontrer qu'en fait, il n'y avait jamais eu d'enlèvement mais plutôt « soustraction » des quatre jeunes à des fins de « protection » contre les turpitudes qu'ils subissaient à la résidence du pasteur méthodiste.

L'avocat a ainsi voulu faire dire à M. Kgase qu'il avait eu, maintes fois, l'occasion de s'échapper et

qu'il ne l'avait pas fait avant le 7 janvier 1989. Mais, le témoin a chargé n'est pas tombé dans le piège.

A son tour, M. Bizos, le chef de file des avocats de Winnie Mandela, a interrogé M. Kgase. Il a, lui-même, ressorti des cartons les anciennes déclarations du témoin à charge, pour le pousser à la contradiction et à finir par l'accuser d'être « un chercheur de publicité » dont « l'histoire n'aurait pas valu grand-chose sans l'implication de M. Mandela ». « Pensez ce que vous voulez, je ne suis pas là pour impliquer qui que ce soit », lui a rétorqué M. Kgase, rappelant qu'il était la « victime » de M. Mandela. Le contre-interrogatoire devait continuer, vendredi.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TUNISIE : après le retrait de trois membres du bureau exécutif

Le mouvement islamiste n'a plus de direction

TUNIS

de notre correspondant

Le mouvement islamiste Ennahdha vient d'éclater et se retrouve sans direction. Les trois membres de son bureau exécutif encore en liberté et présents à Tunis ont annoncé, jeudi 7 mars, qu'après les derniers actes de violence revendiqués par certains de leurs amis politiques (le Monde du 6 mars) ils « gelaient » leur activité au sein du mouvement. « Nous considérons que de tels actes sont irresponsables, et il est étonnant qu'ils aient été commis par des hommes appartenant à notre mouvement alors qu'ils sont en contradiction avec nos choix politiques », déclarent, dans un communiqué, MM. Abdel-fattah Mourou, Fadel Beldi et Benaisa Demni.

Les trois signataires affirment leur « attachement aux moyens pacifiques » et leur « ferme conviction que toute conduite irresponsable mène à l'impasse, et à l'effacement des valeurs de notre civilisation ». Le communiqué précise qu'après

le gel de leur « qualité de membres » du mouvement et de leur activité, MM. Mourou, Beldi et Demni prendraient « éventuellement, dans un proche avenir », d'autres décisions. La création d'un nouveau mouvement à connotation religieuse, mais qui répondrait aux exigences de la loi sur l'existence des partis politiques est-elle envisagée ? Pour le moment, M. Mourou se refuse à le dire.

« Nous prenons un peu de recul, et nous allons observer un temps de réflexion pour essayer de voir plus clair », nous a-t-il déclaré. Mais, en signant un texte qui se réfère à la protection du « climat général dans le pays », à « la générosité dans l'effort », à « la solidarité » et à « la cohésion pour un avenir radieux », les trois « sortants » emploient un langage qui n'a plus rien de commun avec le ton agressif qui caractérisait, depuis longtemps, les prises de position d'Ennahdha.

M. Rachid Ghannouchi, qui a choisi, depuis bientôt deux ans, de vivre à l'étranger, d'où il appelle régulièrement à la révolte, demeure président d'Ennahdha, mais n'a plus d'adjoint pour exécuter ses ordres à Tunis. Sur les six autres membres du bureau exécutif du mouvement, deux sont en fuite et quatre en état d'arrestation.

MICHEL DEURÉ

MAURITANIE

Libération de détenus politiques

Tous les condamnés pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » vont être libérés à la suite d'une remise de leurs peines décidée, jeudi 7 mars, à Nouakchott. Cette mesure pourrait concerner, selon les observateurs locaux, une quarantaine de personnes. Celles-ci avaient été jugées soit pour participation à un complot néo-saïraïen d'octobre 1987, soit dans le cadre du procès de Jirida, en octobre 1988, pour appartenance au « complot basiste ».

Quelque 1 500 personnes restaient détenues sans jugement dans le cadre d'une tentative de coup d'Etat, annoncée par les autorités mauritaniennes en novembre. Les libérations de Négro-Africains intervenues, ces derniers jours, n'auraient concerné que quelque 200 à 300 personnes. (AFP)

ALGÉRIE : deux Palestiniens tués par une explosion. - Deux Palestiniens ont été tués et deux autres gravement blessés par une explosion d'origine inconnue dans un bureau de la « force 17 », dans le centre d'Alger, a-t-on appris, jeudi 7 mars, de source palestinienne. La force 17 est une organisation armée, affectée à la protection des dirigeants palestiniens, notamment celle du président de l'OLP, M. Yasser Arafat. (Reuters)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

ASIE

CHINE : lors de la visite de M. Alain Juppé

RPR et PC chinois ont noué des rapports officiels

PÉKIN

de notre correspondant

Pour le PC chinois qui se sent quelque peu boudé par le PS, la solution pour ne pas se couper des « larges masses populaires » de France et de leur classe politique s'imposait : il a noué des relations avec le RPR. C'est ce qu'est venu officialiser à Pékin son secrétaire général, M. Alain Juppé.

L'événement a été dûment célébré, mercredi 6 mars, par une rencontre avec le chef en titre du PCC, M. Jiang Zemin.

Sans craindre l'emphase, ce dernier n'a pas hésité à comparer l'instauration de rapports officiels entre

les deux formations à « la décision claire prise en 1964 par le général de Gaulle et le président Mao » d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays. Les deux partis, est-il précisé, respectent dans leurs échanges les principes d'égalité et de non-ingérence mutuelle.

Ce qui signifie très exactement que les deux veulent dire : les Chinois veulent bien s'abstenir de chercher à imposer au RPR toute idéologie communiste du moment que le parti de M. Chirac se dispensera de formuler des critiques de l'ordre de celles qui ont passablement refroidi les rapports de Pékin avec le PS et le PCF sur les droits de l'homme, la répression politique, l'anamnése...

9 et 10 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 à 19 heures
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren, PARIS-15^e

BANGLADESH : résultats décevants des élections du 27 février. - La Commission électorale a confirmé jeudi 7 mars la victoire du Parti national (BNP) de la bégum Khaleda Zia aux élections du 27 février dernier. Le BNP a obtenu 138 sièges sur 300 contre 85 à son principal rival, la Ligue Awami de M. Hasina Wajed. Le parti Jatya de l'ex-président Ershad a remporté 35 sièges, les autres sièges se répartissant entre plusieurs petits partis. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

AMÉRIQUES

HAÏTI

Assassinat de deux Français à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Parmi les nombreux défis que doit affronter le jeune président haïtien Jean-Bertrand Aristide, la recrudescence de la délinquance, dont viennent d'être victimes deux ressortissants français, est l'un des plus pressants. L'assassinat, samedi dernier, de M. Chantal Lapouille, âgée de quarante-deux ans, mère de quatre enfants et belle-sœur de M. Hervé Bourges, président d'Anacore 2 et de FR 3, a soulevé une grande émotion à Port-au-Prince, où elle s'occupait avec efficacité des enfants des rues dans le cadre d'un programme de l'UNICEF.

M. Lapouille a été tuée de deux balles tirées à bout portant, en plein jour, dans la banlieue résidentielle de Pétionville par deux « zinglidos » (le nom des bandits en créole) qui tentaient de lui voler sa voiture sous les yeux de sa plus jeune fille. Deux jours plus tard, un physiothérapeute français d'origine haïtienne, le docteur Robert Coirán, a été tué à proximité de la capitale par des hommes qui cherchaient à le dévaliser. Prenant la

parole, lundi soir à la télévision, le Premier ministre, M. René Préval, a dénoncé « les manœuvres de déstabilisation contre le nouveau gouvernement » et annoncé que des mesures allaient être prises « contre l'insécurité montante dans le pays ».

Contrairement à certaines rumeurs courant à Port-au-Prince, M. François Lapouille ne pense pas que son épouse ait été particulièrement visée en raison de son travail ou de sa nationalité. « Chantal a été victime du terrorisme aveugle. Il faut aider Aristide à le faire disparaître », souligne cet industriel qui n'a pas l'intention d'abandonner Haïti.

Le gouvernement français a favorablement répondu à une demande de coopération des autorités haïtiennes pour la restructuration de l'armée et la constitution d'une véritable force de police. Le général Jean Varret, chef de la mission militaire au ministère de la Coopération, vient de passer quatre jours en Haïti où il a effectué un audit de l'armée afin de préciser les modalités de l'assistance française.

JEAN-MICHEL CAROTT

PÉROU

« Cuisine » politique et épidémie de choléra

LIMA

de notre correspondant

A l'invitation du président Fujimori, une cinquantaine de correspondants étrangers ont fait ripaille, jeudi 7 mars, avec le ceviche, plat typiquement péruvien de poissons et de fruits de mer marinés dans du citron, ainsi qu'avec le sashimi, plat nippon préparé pour le chef de l'Etat, qui est d'origine japonaise, par le restaurateur Costa Verde, l'un des plus renommés de la côte pacifique.

Quelques journalistes ont néanmoins boudé les entrées pour se rabattre sur la daurade cuite au court-bouillon afin d'éliminer les microbes. D'autres se sont éclipés avant le repas, pour ne pas faire le jeu des autorités qui s'exhibent depuis quelques jours devant les médias afin de démontrer que les fruits peuvent être mangés sans être lavés et que le ceviche est le plus sain des plats.

Les médecins considèrent que cette campagne a provoqué un regain alarmant du choléra - 11 522 cas ont été recensés la semaine dernière, 3 874 patients ont été hospitalisés et 66 d'entre eux sont morts - et que ce mal pourrait devenir endémique si la population ne respecte pas les consignes sanitaires. Le ministre de la Santé soutient ce point de vue, alors que le chef de l'Etat et un certain nombre de ses ministres multiplient les démonstrations publiques de dégustation de « fruits défendus ».

Pour l'économie du pays, l'épidémie est une catastrophe qui pourrait entraîner un manque à gagner d'un milliard de

dollars, soit le tiers de la valeur des exportations annuelles. Les autorités se sont donc servies de la presse étrangère pour « démontrer aux touristes », comme l'a affirmé le chef de l'Etat, « que le problème du choléra n'est pas tel qu'on le dit ». Il est vrai que le poisson servi aux journalistes avait été pêché en haute mer et que des techniciens étrangers avaient vérifié qu'il était sain.

« Nos poissons ne sont pas plus contaminés... »

La plupart des mères de famille, qui n'ont pas les mêmes facilités, continuent de préparer le ceviche en utilisant des poissons de rivage, qui sont meilleur marché. « Nos poissons ne sont pas plus contaminés que ceux qui sont pêchés au Japon et mangés sous forme de sashimi ou que ceux qui sont pêchés aux Etats-Unis et cuits sur le barbecue », a déclaré M. Fujimori, qui a ajouté que, d'après l'évêque du port de Chimbote, Mgr Banbarén, 90 % des malades actuellement hospitalisés « n'avaient pas consommé de poisson avant de contracter le choléra. La chef de l'Etat en conclut que l'épidémie est due au manque d'hygiène, dont souffre un tiers de la population, ainsi qu'à la malnutrition.

Mourir de faim ou de choléra ? Payer la dette ou traiter les eaux usées pour qu'elles ne soient pas rejetées directement dans la mer ? Tels sont les dilemmes du pays, qui doit aussi faire face à d'autres problèmes comme l'inflation, la dette extérieure, le terrorisme et le trafic de drogue.

NICOLE BONNET

CHILI : les exactions de la dictature

Les généraux de l'armée de terre rejettent les appels réclamant le départ du général Pinochet

Les généraux de l'armée de terre ont rejeté « formellement » jeudi 7 mars, les appels qui réclament la démission de leur commandant en chef, le général Pinochet. Ils affirment dans un communiqué leur « pleine loyauté » à son égard et estiment que les pressions exercées pour l'amener à quitter son poste attentent à « l'esprit de réconciliation nationale exprimé par le président de la République », M. Patricio Aylwin.

La récente publication du rapport sur les violations des droits de l'homme commises pendant les dix-sept ans de pouvoir du général Pinochet (1973-1990) a donné lieu à une multiplication des appels à la

démission de l'ancien dictateur. Ces appels sont surtout venus de l'opposition, mais le ministre de l'Éducation lui-même, M. Ricardo Lagos, a affirmé que la démission du général Pinochet aiderait à la « réconciliation nationale ». Souhaité par beaucoup de Chiliens, elle l'est aussi par le président, M. Aylwin. Le vice-président de la démocratie-chrétienne (au pouvoir), M. Gonzalo Arriagada, a également fait allusion jeudi à la « responsabilité politique » du général Pinochet dans les crimes commis et a estimé qu'il n'est « par rationnable » qu'il demeure à son poste. (AFP)

Stratégies

Suite de la première page

Par cette intervention, le secrétaire général de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, a tenu à souligner que la situation en Iran n'est pas une affaire de religion, mais une affaire de politique internationale. Il a également souligné que la situation en Iran n'est pas une affaire de religion, mais une affaire de politique internationale.

M. Matruy, président du plus grand parti d'opposition, le président de la République, a tenu à souligner que la situation en Iran n'est pas une affaire de religion, mais une affaire de politique internationale. Il a également souligné que la situation en Iran n'est pas une affaire de religion, mais une affaire de politique internationale.

L'issue rapide de la bataille terrestre a sensiblement modifié les données du problème. L'armée observée devant le bureau exécutif, le 6 mars, M. Pierre Guérin, a représenté le courant socialiste et République du secrétaire national du parti. « L'histoire »

MANHATTAN
TRANSFER
de 100 PASSOS
240 PAGES 160 FRS.

مكتبة (الكتاب)

POLITIQUE

L'après-guerre au PS

M. Rocard se prépare à « durer »

M. Michel Rocard, dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde* du 7 mars, a mis les points sur les « i ». Ceux qui seraient pu en douter, ont une fois de plus, se faire une raison. Sa ligne de conduite reste la même : durer. Dès lors, le plus raisonnable est de penser que le premier ministre est encore en place au moins pour plusieurs mois.

Si la guerre du Golfe avait été longue et cruelle, comme il l'avait lui-même redouté publiquement, M. François Mitterrand, au retour de la paix, aurait pu lancer une sorte de « grand nettoyage de printemps ». Le premier ministre, usé par la gestion difficile des retombées intérieures d'un long conflit, aurait risqué d'en faire les frais. Ce n'est pas le cas, et l'on voit mal comment le président de la République — quelle que soient ses éventuels désirs secrets — pourrait, dans l'immédiat, renvoyer un premier ministre qui n'a pas envie de partir, qui n'a pas démissionné pendant le conflit du Golfe et qui inscrit ostensiblement son action dans le cadre du « nouvel élan » souhaité par le chef de l'Etat ; un premier ministre, enfin, qu'une grande partie de l'opinion, à en croire le dernier sondage BVA-Paris-Match (le *Monde* du 8 mars), ne souhaite pas voir remplacé. Bref, selon une formule rocardienne classique, la nomination d'un nouveau premier ministre, aujourd'hui, ressemblerait tellement à un « assassinat au coin du bois » que M. Rocard, aujourd'hui, ne risque probablement pas grand-chose de ce côté-là.

Pour la suite, personne, évidemment, n'a de certitude sur la longévité du premier ministre dans une conjoncture politique, économique et sociale qui s'annonce difficile. Si la date de juillet est maintenant avancée au sein du PS pour un changement de premier ministre, ce n'est pas seulement parce que certains socialistes, avec une régularité d'horloge dérangée, annoncent tous les deux mois, depuis près

de trois ans, le départ de M. Rocard ; c'est, aussi, parce qu'une telle opération doit tenir compte de données techniques qui font de juillet un mois favorable.

Le rendez-vous de juillet

Pour des raisons facilement compréhensibles, les présidents successifs de la V^e République

de la première période paraissent maintenant peu probables, il reste l'été. Or, le début du mois de juillet est le plus propice, avant la trêve estivale et avant que les grandes lignes du projet de budget discuté à l'automne n'aient été définitivement arrêtées. D'ailleurs, c'est à la mi-juillet 1984 que M. Mitterrand avait remplacé M. Pierre Mauroy par M. Laurent Fabius. Matignon, toutefois, refuse d'accorder une impor-

société française est toujours « l'ordre de malaises sociaux ». La contradiction à laquelle se heurte M. Rocard ne change guère : soutenue par la partie « modérée » de l'opinion, sa politique est mal comprise par une large fraction de l'électorat populaire. Le premier ministre a conscience de ce décalage. Il voudrait le réduire, sans revenir, ni sur la politique menée, ni sur les principes qui l'inspirent. D'où les variations sur la nécessité d'associer le « réel » et le « symbolique ».

M. Rocard a toujours demandé à être jugé sur le long terme. Il a même évoqué, explicitement, la fin de la législature entamée en 1988. S'il s'en va à l'été, il pourra plaider qu'il a laissé une œuvre inachevée. Il lui restera alors à escompter que ce bilan soit réévalué dans l'opinion de gauche d'ici l'élection présidentielle. En revanche, s'il reste à Matignon jusqu'aux élections cantonales et régionales de 1992 ou, a fortiori, jusqu'aux législatives de 1993, l'expérience d'une gestion rocardienne aura été menée à son terme.

M. Rocard jouera, alors, à quille ou double le profit qu'il peut espérer retirer de son passage à Matignon : ou bien il réussit, d'ici les élections générales, à inverser les tendances des élections partielles, beaucoup moins favorables pour lui que les résultats des sondages, et — pour employer des images qu'il n'aime guère — il aborde, seul en tête, la dernière ligne droite de son parcours présidentiel. Ou bien il ne réussit pas à inverser cette tendance et il se retrouve dans les profondeurs du peloton, barré par des concurrents moins dotés que lui, peut-être, de qualités de « fond », mais plus frais et mieux traités par le grand « handicapé ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



ont évité de changer de premier ministre, pendant une session parlementaire. Donc, si M. Mitterrand veut changer de chef de gouvernement en 1991, par exemple, selon une configuration classique, pour donner au successeur le temps de préparer les élections législatives de 1993, il peut le faire, soit dans les dix jours qui viennent, soit pendant l'été. Dans la mesure où le choix

particulière à cette échéance : un départ en juillet ne correspond, dit l'un des proches conseillers de M. Rocard, « ni à notre souhait, ni à notre pronostic ».

Si, malgré tout, M. Rocard quittait effectivement Matignon à la mi-1991, il laisserait un bilan fort, comme il le reconnaît dans son entretien au *Monde*, que la

misme. Son candidat, pour cette tâche, n'a pas changé : c'est toujours M. Laurent Fabius qu'il voit comme le plus capable de réajuster, de moderniser et de rendre plus actif un parti usé et engourdi par dix ans de présence au pouvoir. Une répartition des tâches pourrait, alors, se concevoir entre M. Rocard, premier ministre, M. Fabius, premier secrétaire en remplacement de M. Mauroy, et M. Lionel Jospin, auquel serait attribuée une responsabilité autre que celle de ministre de l'Éducation nationale, mais non encore définie ou connue.

Ce schéma est accueilli avec circonspection par M. Jospin et ses amis, tandis qu'il a ses partisans parmi les rocardiens, dont certains, avant Rennes, exprimaient déjà leur préférence pour un accord avec M. Fabius plutôt qu'avec les jospinistes et Juppé, aujourd'hui, que ces derniers ont perdu davantage de terrain qu'ils n'en ont gagné depuis un an. En tout cas, il est probable que la perspective d'une redistribution des cartes a joué un rôle dans l'hostilité de M. Fabius et de ses amis aux entreprises de M. Mauroy depuis quelques jours. Le 4 mars, M. Marcel Debarge, numéro deux du parti, faisait savoir qu'il n'était pas question à ses yeux d'instruire, lors de la convention nationale, un « procès en sorcellerie » de la guerre du Golfe. Dans le même temps, avec M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée

nationale, M. Debarge faisait connaître ses réserves sur le projet de réforme du mode de scrutin régional adopté par le bureau exécutif du PS.

M. Mauroy a été amené à préciser, le 6 mars, au bureau exécutif, que la convention d'avril ne prendra pas l'allure d'un « mini-congrès » et qu'il s'agira d'une convention ordinaire. Le premier secrétaire a expliqué que sa « vocation » est de rechercher la « synthèse » et qu'il n'entend pas y déroger. Aussi le texte de préparation de cette convention, que le bureau exécutif doit approuver la semaine prochaine, ne sera-t-il soumis qu'au vote des députés fédéraux, et non à celui des sections (procédure qui est celle d'un congrès). Les faubusistes avaient laissé entendre que, dans le cas contraire, ils auraient élaboré leur propre texte, ce qui aurait causé la démission de M. Mauroy. En rectifiant sa tactique, celui-ci a rassuré tout le monde et... permis aux faubusistes d'oublier leurs objections sur le changement de mode de scrutin régional.

La clarification est donc renvoyée à une autre convention, celle qui, à la fin de l'année — probablement en décembre — devra adopter le nouveau « projet » du parti. D'ici là, et les intentions de M. Mitterrand auront été arrêtées, et le sort de M. Rocard aura été tranché.

PATRICK JARREAU

A l'intérieur et autour du RPR

M. Chirac organise sa propre « nébuleuse »

M. Jacques Chirac entreprend de nouveau de réunir dans sa mouvance des clubs et structures de réflexion qui pourraient élargir son audience au-delà de l'électorat du RPR. C'est le cas, notamment, du mouvement Solidarité-Participation. M. Charles Pasqua va créer, de son côté, un club appelé « Demain la France ».

Fondé en 1976 par M. Philippe Dechartre, ancien ministre, dans la filiation de l'ancienne Union de la gauche V^e République, pour soutenir M. Chirac qui venait de créer le RPR, le mouvement Solidarité-Participation (qui, jusqu'en 1981, s'appelait Mouvement pour le socialisme par la participation) est présidé depuis décembre 1990 par M. Paul Violet, adjoint au maire de Paris et membre du conseil national du RPR. Le MSP a annoncé, le 7 mars, qu'il se composera désormais comme un « parti politique autonome et indépendant », en insistant sur son rôle de « conscience gaulliste du RPR par la réhabilitation de la notion de participation », comme le dit M. Violet, qui précise également : « Nous sommes totalement dans l'opposition au pouvoir socialiste et derrière M. Jacques Chirac, chef de file de la famille gaulliste. » Le MSP va publier ses propositions, organiser des débats, éditer un magazine, le *Gaullisme en mouvement*, et lancer une campagne d'adhésions.

« Le meilleur d'entre nous »

Cette initiative, qui n'a pu se réaliser qu'avec l'accord, voire les encouragements du maire de Paris, peut être replacée dans l'esquisse encore timide de la constitution d'une nouvelle « galaxie Chirac », comme il s'en était formé une après l'élection présidentielle de 1981. Nous sommes totalement dans l'opposition au pouvoir socialiste et derrière M. Jacques Chirac, chef de file de la famille gaulliste. Le MSP va publier ses propositions, organiser des débats, éditer un magazine, le *Gaullisme en mouvement*, et lancer une campagne d'adhésions.

L'Union des jeunes pour le progrès, que dirige aujourd'hui M. Philippe Juvin et qui avait entretenu avec le RPR des relations orageuses, demande à être reconnue comme mouvement autonome, à l'instar des quelques députés et sénateurs qui, à la différence du reste des groupes parlementaires, n'avaient pas approuvé la déclaration de M. Michel Rocard sur l'ouverture des hostilités dans le Golfe, le 16 janvier dernier. M. Chirac n'a manifesté aucune réprobation, en vertu du principe de la liberté de vote et d'opinion au sein du RPR.

ANDRÉ PASSERON

Stratégies

Suite de la première page

Par cette formulation, le premier secrétaire indiquait qu'il restait fidèle au souci d'unité qu'il a toujours mis en avant, mais qu'il n'écarterait pas, pour le moins, l'hypothèse selon laquelle la « clarté » ne s'accommoderait pas du maintien de la « synthèse » générale imposée par le chef de l'Etat après le congrès de Rennes.

M. Mauroy pouvait d'autant plus s'avancer dans cette voie que le président de la République, selon plusieurs échos concordants, a très mal supporté les critiques venues de M. Chevènement et de ses amis, mais aussi celles de ses intellectuels tels que M. Régis Debray. Il aurait donc encouragé le premier secrétaire à tirer les conséquences politiques des manœuvres constatées de la solidarité envers le chef de l'Etat, le gouvernement et le parti lui-même, dont le comité directeur s'était prononcé à une très large majorité, le 15 janvier, pour l'ouverture des hostilités contre l'Irak.

L'issue rapide de la bataille terrestre a sensiblement modifié les données du problème. Comme l'a observé devant le bureau exécutif, le 6 mars, M. Pierre Guindon, qui représente le courant Socialisme et République au secrétariat national du parti, « l'histoire a tranché ».

entre partisans et adversaires de l'action militaire. Est-il nécessaire, aujourd'hui, et opportun d'ouvrir un débat rétrospectif sur les arguments de uns et des autres ? Personne n'en est vraiment convaincu. Chacun s'interroge, en outre, sur l'identité du bénéficiaire d'un tel débat. S'il paraissait aller de soi, auparavant, que M. Mauroy rassemblerait naturellement autour de lui la majorité qui approuve la ligne suivie par la direction du PS depuis huit mois, cette évidence ne s'impose plus aujourd'hui. En fait, la vertu « clarificatrice » de la crise du Golfe s'est atténuée et, de nouveau, la clarté est attendue plutôt des décisions que le chef de l'Etat prendra — ou ne prendra pas — dans les mois qui viennent au sujet du maintien de M. Rocard à la tête du gouvernement et au sujet des orientations qu'il souhaite donner à l'action gouvernementale afin de préparer les échéances électorales de 1992 et 1993.

L'avenir de M. Fabius

L'une des hypothèses évoquées est que M. Mitterrand, faute de pouvoir changer utilement de premier ministre avant les élections régionales et cantonales de 1992 au moins, attendrait davantage du parti lui-même un regain de dyna-

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, sera l'invité de l'émission hebdomadaire *Le Grand Jury RTL-le Monde*, dimanche 10 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le maire de Nevers répondra aux questions d'André Passeron et d'Érik Zroblewicz, du *Monde*, et de Jean-Yves Hollinger et de Jérôme Perrinod, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.



M. Soisson : « L'Europe ne saurait être notre seul horizon ». — Dans une interview publiée par l'Express (daté 7 mars), M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et animateur du mouvement France 2000, tire les leçons de la crise du Golfe. « La France ne peut plus se limiter à la construction de l'Europe », déclare-t-il, avant d'ajouter : « L'Europe reste une exigence : elle ne saurait être notre seul horizon. Probablement traumatisée par les guerres coloniales, notre génération politique (...) s'est lancée avec courage dans le combat européen, mais l'Europe, nous l'avons globalement vécue sur le mode du repli dans le cocon. Avec la guerre du Golfe (...) les Français ont redécouvert la primauté de la politique extérieure, l'envie du grand large (...). Les Français qui croient à l'Europe doivent avoir le souci du rang de la France et d'une ouverture nationale sur le monde. »

EN BREF

M. Noir critique M. Rocard. — M. Michel Noir, maire de Lyon (ex-RPR), a déclaré, jeudi 7 mars, que M. Michel Rocard « a sûrement le sentiment (...) que son gouvernement n'apparaît pas comme très dynamique ». Selon M. Noir, l'entretien accordé par le premier ministre au *Monde* du 7 mars, dans lequel il se réclamait du « nouvel élan » souhaité par le chef de l'Etat, est « une sorte de confession (...) disant : C'est vrai que, pour l'instant, je n'ai pas assez de tonus, mais rassurez-vous, les enfants, je vais y aller ! ».

M. Wiltzer : « dignité et sérieux ». — M. Pierre-André Wiltzer, député général des adhérents directs de l'UDF, a émis, jeudi 7 mars, le souhait que le débat politique puisse conserver « dignité et sérieux », en précisant qu'il s'adresse d'abord au président de la République et au gouvernement. Soulignant « l'opposition entière » de son mouvement à la réforme du mode de scrutin des élections régionales, M. Wiltzer demande au chef de l'Etat, « en tant que garant du bon fonctionnement des institutions républicaines, de faire en sorte que ce texte ne soit pas présenté ».

M. Léotard contre la « mitterrandolatrie ». — Dans un entretien publié par le *Figaro*, vendredi 8 mars, M. François Léotard s'étonne de « la vague renaissance de mitterrandolatrie qui tend à dire : M. Mitterrand a gagné la guerre ». « Cette affirmation, jugée-t-il, est ridiculement hexagonale ! Celui qui a gagné la guerre, c'est un général exceptionnel, le général

Schwarzkopf, sous l'autorité d'un exceptionnel président, le président Bush (...). Dire que M. François Mitterrand a gagné la guerre, c'est à peu près dire que le Koweït s'est libéré tout seul. » Jugant que M. Mitterrand a « manifesté des faiblesses » durant le conflit — sa déclaration du 14 janvier, ainsi que « la publication des conditions émises par la France quant au survol des B-52 américains » —, le président d'honneur du PR souhaite que, sur la scène internationale, la France se montre « plus humble, plus sélective et plus rayonnante ».

La réforme de la dotation globale de fonctionnement. — Dans un entretien publié par l'Humanité (dimanche 8 mars), M. Robert Hue, membre du bureau politique du PCF, chargé des collectivités territoriales, affirme, en évoquant la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), versée par l'Etat aux communes, que cette « démarche conduit à une asphyxie des communes et à la mise en cause de leur autonomie ».

Une mission parlementaire d'évaluation sur le surendettement. — M^{me} Véronique Nieertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé au premier ministre de confier à M. Roger Léron, député (PS) de la Drôme, une mission d'évaluation sur l'application de la loi du 31 décembre 1989 sur le surendettement des familles. Depuis cette date, plus de cent mille dossiers ont été déposés devant les commissions départementales chargées de négocier des plans amiables.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

An tribunal correctionnel de Nanterre

M. Le Pen condamné à 10 000 F d'amende pour son « Durafour-crématoire »

M. Jean-Marie Le Pen a été condamné, jeudi 7 mars, à 10 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour son « Durafour-crématoire » au sujet de M. Michel Durafour. Le 2 septembre 1988, lors du discours de clôture de l'université d'été du Front national à Cap d'Agde (Hérault), M. Le Pen avait ironisé sur les déclarations électorales de « M. Durafour-crématoire » (le Monde du 4 septembre 1988).

Trois mois plus tard, le 13 décembre 1988, le Parlement européen décidait à une large majorité de lever l'immunité parlementaire du président du FN (le Monde du 13 décembre 1988).

Inculpé, le 22 mars 1990, d'injure envers un ministre, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré au cours de l'audience, le 7 février dernier, que ce « jet de mot faisait partie du combat politique ».

Le tribunal de Nanterre a examiné, jeudi 7 mai, deux autres affaires mettant en cause des élus du Front national. La première était une plainte en diffamation déposée par le maire communiste de Gennevilliers, M. Jacques Brunhes : un conseiller municipal du FN avait affirmé dans un tract avoir été molesté à la sortie du conseil municipal de Gennevilliers, en juin 1989, lors d'une manifestation de protestation contre l'agression d'un immigré par un militant du Front national.

La seconde concernait la diffusion à Colombes (Hauts-de-Seine), en juin 1990, d'un journal et d'affiches édités par le Front national affirmant que le maire communiste de la ville entendait faire de Colombes « une république musulmane soviétique ». Après la diffusion de ces documents, le parquet du tribunal de Nanterre avait engagé des poursuites à l'encontre du président du groupe du FN au conseil régional, M. Jean-Yves Le Gallou. Ces deux affaires ont été mises en délibéré au 4 avril.

EN BREF

Les suites de la polémique autour de l'ARC. — M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a affirmé, jeudi 7 mars sur Europe 1, qu'il n'y avait « aucun acharnement du gouvernement » à l'encontre de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer). Le président de cette association, M. Jacques Crozemarie, estime pour sa part que l'ARC est victime d'une forme d'inquisition de la part de l'inspection générale des affaires sociales (le Monde des 16 janvier et 6 mars). Le ministre, a rappelé que de nombreuses associations faisant appel à la charité publique demandaient une inspection de l'IGAS pour obtenir « un certain label » de garantie du bon usage des fonds recueillis.

FOOTBALL : des supporters de l'OM condamnés en Italie. — Des policiers italiens ont saisi des couteaux, des pierres, des matras et des casques lors d'une inspection-surprise, mercredi 6 mars, de six cars conduisant trois cents supporters de l'Olympique de Marseille au stade de Milan où devait avoir lieu le soir un match de football comptant pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions (le Monde du 8 mars). Quatre des passagers ont été condamnés à un an et quatre mois de prison avec sursis après les incidents qui les ont opposés aux policiers italiens lors de ce contrôle.

POLICE

Les priorités du nouveau ministre de l'intérieur

M. Philippe Marchand entend poursuivre la rénovation de la police nationale

Moins accaparé par le plan Vigipirate depuis la fin de la guerre du Golfe, le ministre de l'intérieur peut désormais se consacrer à la « rénovation » de la police nationale. Jeudi 7 mars, M. Philippe Marchand a donc visité l'école des inspecteurs de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne), inauguré un hôtel de police dans le dix-huitième arrondissement de Paris, et lancé une expérience d'« ilotage » dans la capitale. Autant de « chantiers » pour lesquels il s'inscrit résolument dans la continuité de son prédécesseur, M. Pierre Joxe.

Dans la journée qui avait suivi sa nomination place Beauvau, M. Joxe avait visité, au grand galop, les services de la direction générale de la police nationale et de la préfecture de police de Paris. Au rythme qui sied à un élu de Saintes, conseiller général de Charente-Maritime, M. Marchand aura pris une semaine pour effectuer le même parcours.

Le premier mois du ministre place Beauvau aura été placé sous le signe de Vigipirate. Même si ce dispositif antiterroriste est pour l'instant maintenu, malgré le cessez-le-feu intervenu dans le Golfe, le ministre donne aujourd'hui l'impression de souffler, après plus d'un mois d'intense mobilisation. Vigipirate sera « levé ou allégé en fonction de l'évolution de la situation internationale et des négociations en cours », a indiqué jeudi M. Marchand, sans vouloir être plus précis. Mais, selon l'un des responsables de la lutte antiterroriste, le dispositif devrait être prochainement allégé, pour autant cependant que la menace n'ait pas évolué de façon sensible.

Reste toutefois à faire un choix : soit repasser à la première phase du

dispositif, plus légère que celle mise en œuvre après le déclenchement de la guerre le 17 janvier ; soit supprimer, purement et simplement, Vigipirate. En l'absence, selon les policiers, de tout attentat lié à la crise du Golfe dans l'Hexagone, la mobilisation exigée des forces de l'ordre ne devrait pas être allongée indéfiniment : place Beauvau, on estime à 220 millions de francs le coût d'un dispositif qui serait maintenu six mois, en raison notamment du déplacement de vingt compagnies républicaines de sécurité (CRS) à Paris et en région parisienne, et l'on capte, bien sûr, que le ministère des finances sera sensible à ces arguments.

Déclassement et ilotage

L'heure paraît donc venue, pour M. Marchand, de s'engager pleinement dans le processus de modernisation de la police mis en route par Gaston Defferre en 1982. « J'assigne quatre grandes priorités d'action à la police nationale pour les années à venir », a-t-il déclaré, lors de sa visite à l'école de Cannes-Ecluse, en reprenant les grands objectifs déjà fixés par M. Joxe : « Défendre la sécurité de l'Etat, notamment face au terrorisme. Développer la police de proximité pour lutter contre la petite et moyenne délinquance dans le cadre de la politique de la ville. Maîtriser les flux migratoires. Et lutter contre le trafic de stupéfiants, qui génère plus de la moitié de la délinquance de voie publique dans les grandes agglomérations. »

Continuité, toujours, avec les principaux dossiers — projets de service, départementalisation, globalisation budgétaire — visant à la rénovation du service public. La présence de M. Marchand à l'école de Cannes-Ecluse était, de ce point de vue, révélatrice : le ministre a rendu sa première visite à une école de police à l'occasion d'un stage réunissant, la

encore pour la première fois, des inspecteurs (policiers en civil) et des officiers de paix (en tenue). « Il faudra déclassement les corps de policiers, mais en respectant leur spécificité », a indiqué le ministre, dans la perspective de ce vaste chantier qu'est la réforme des corps et carrières de la police nationale.

Rue de la Goutte-d'Or, le ministre a, dans la foulée, inauguré un hôtel de police ultramoderne (100 millions de francs de travaux) au cœur du « quartier cosmopolite » de Barbès. Un simple détour par le commissariat de la rue Doudeauville, vieux de plus d'un siècle, comme par celui de la mairie d'arrondissement, à deux pas de là, lui aurait donné un exemple de la vétusté des services de police : les plaignants et les personnes interpellées y sont « accueillis » dans des locaux insalubres, aux murs fissurés.

L'importance d'un autre « chantier », celui de l'« ilotage », n'en a pas moins été soulignée par M. Marchand. « En province, nous connaissons personnellement chacun de nos policiers », a expliqué l'élu de Charente-Maritime. L'« ilotage » devrait permettre de rapprocher les policiers des Parisiens. « Aussi a-t-il lancé, dans le dix-huitième arrondissement, la troisième expérience d'« ilotage » de la capitale. Après les onzième et douzième arrondissements, et toujours de concert avec le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbugge, c'est donc au tour d'un quartier « difficile » de se voir affecter près de cinquante gardiens de la paix, uniquement chargés d'une mission de surveillance de la voie publique. Lundi prochain, le ministre continuera à promouvoir cette « police de proximité », chère au cœur de M. Joxe, en donnant le départ d'une nouvelle expérience d'« ilotage » dans le treizième arrondissement.

ERICH INCIVAN

SCIENCES

Alliance franco-italienne dans le secteur spatial

Les groupes Aérospatiale, Alcatel Espace (France) et Alenia (Italie) ont complété leurs liens de coopération déjà étroits en signant, le 1^{er} mars, un « accord technique industriel et commercial ». Il crée ainsi un pôle spatial européen capable de disputer des marchés au géant américain Hughes.

Aérospatiale et Alcatel Espace étaient déjà liés par un accord similaire, après avoir envisagé un moment de fusionner (le Monde du 5 décembre 1990). Les deux firmes françaises s'étaient, par ailleurs, alliées à Alenia pour entrer dans le capital de l'américain Space System/Loral, dont elles devraient prochainement contrôler 49 % des parts. Le nouveau pôle constitué par les trois partenaires a réalisé, affirmant-ils, « un chiffre d'affaires de l'ordre de 7 milliards de francs, avec un effectif de plus de 5 000 personnes ».

DÉFENSE

Un deuxième avion-radar AWACS pour la France

Un deuxième avion-radar AWACS, construit par Boeing pour les besoins de l'armée de l'air française, est arrivé, jeudi 7 mars, sur la base d'Avord (Cher) où est déjà stationné un premier appareil depuis le 19 décembre dernier.

La France a commandé quatre exemplaires — les AWACS sont des Boeing-707 spécialement aménagés pour emporter un radar qui détecte à 400 kilomètres à la ronde — pour constituer une escadre de détection aéroportée qui devrait être opérationnelle en 1992.

Le coût total de ce programme est estimé à environ 7 milliards de francs.

DES FINANCEMENTS QUI SE FONT LE PLUS PETIT POSSIBLE, ÇA PERMET DE ROULER PLUS GRAND.



RENAULT 5 FIVE

A PARTIR DE 703 F/MOIS*
Renault 5 Five 3 portes, prix: 49 300 F. Versement initial 19 720 F (dont 12 325 F de 1^{er} loyer majoré et 7 395 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 703 F. Coût total en cas d'acquisition: 61 197 F. Coût du financement sans assurance: 11 897 F.



RENAULT CLIO

A PARTIR DE 748 F/MOIS*
Renault Clio 3 portes, prix: 52 500 F. Versement initial 21 000 F (dont 13 125 F de 1^{er} loyer majoré et 7 875 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 748 F. Coût total en cas d'acquisition: 65 132 F. Coût du financement sans assurance: 12 632 F.



RENAULT 19

A PARTIR DE 881 F/MOIS*
Renault 19 Prima 3 portes, prix: 62 500 F. Versement initial 25 000 F (dont 15 625 F de 1^{er} loyer majoré et 9 375 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 881 F. Coût total en cas d'acquisition: 78 979 F. Coût du financement sans assurance: 14 479 F.



RENAULT 19 CHAMADE

A PARTIR DE 929 F/MOIS*
Renault 19 Chamade Prima 5 portes, prix: 65 900 F. Versement initial 26 380 F (dont 16 475 F de 1^{er} loyer majoré et 9 885 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 929 F. Coût total en cas d'acquisition: 81 171 F. Coût du financement sans assurance: 15 271 F.



RENAULT 21 4 PORTES

A PARTIR DE 1099 F/MOIS*
Renault 21 TL 4 portes, prix: 78 000 F. Versement initial 31 200 F (dont 19 500 F de 1^{er} loyer majoré et 11 700 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 099 F. Coût total en cas d'acquisition: 86 041 F. Coût du financement sans assurance: 18 041 F.



RENAULT 21 5 PORTES

A PARTIR DE 1099 F/MOIS*
Renault 21 TL 5 portes, prix: 78 000 F. Versement initial 31 200 F (dont 19 500 F de 1^{er} loyer majoré et 11 700 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 099 F. Coût total en cas d'acquisition: 86 041 F. Coût du financement sans assurance: 18 041 F.



RENAULT 21 NEVADA

A PARTIR DE 1179 F/MOIS*
Renault 21 Nevada TL 5 places, prix: 83 700 F. Versement initial 33 480 F (dont 20 925 F de 1^{er} loyer majoré et 12 555 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 179 F. Coût total en cas d'acquisition: 103 041 F. Coût du financement sans assurance: 19 341 F.



RENAULT 25

A PARTIR DE 1661 F/MOIS*
Renault 25 GTS, prix: 117 900 F. Versement initial 47 160 F (dont 29 475 F de 1^{er} loyer majoré et 17 685 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 661 F. Coût total en cas d'acquisition: 145 159 F. Coût du financement sans assurance: 27 259 F.



RENAULT ESPACE

A PARTIR DE 1829 F/MOIS*
Renault Espace GTS, prix: 128 400 F. Versement initial 51 360 F (dont 32 100 F de 1^{er} loyer majoré et 19 260 F de dépôt de garantie) et 59 loyers de 1 829 F. Coût total en cas d'acquisition: 159 271 F. Coût du financement sans assurance: 30 871 F.

*PENDANT 59 MOIS.

Jusqu'au 31/03/91, location avec option d'achat sur 60 mois sur toute la gamme Renault. Dépôt de garantie égale à l'option d'achat finale. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac S.A. au capital de 321 490 700 F — RCS Nanterre B 702 002 221. Prix tarif A.M. 91, clés en main ou 01/01/91.



CULTURE

THÉÂTRE

Les âmes vides

La route vers le suicide d'une héroïne d'Ibsen, orgueilleuse, absolue

HEDDA GABLER
aux Amandiers de Nanterre

Hedda Gabler revient d'un long voyage de noces, la maison est vide à l'exception d'une vieille parente, qu'elle supporte mal. Elle ne supporte personne, en particulier son mari. Que s'est-il passé ? Pas grand-chose et la jeune femme a eu tout son temps pour prendre la mesure de la médiocrité conjugale. Dans sa nouvelle mise en scène de la pièce d'Ibsen, Alain Françon fait de son héroïne - Dominique Valadié, superbe comme à son habitude - une femme à cran, qui contient sa révolte parce qu'elle ne sait pas comment la traduire, très « fille de général », oscillant entre mépris et dégoût, confrontée au vide de son entourage, et qui, par une sorte d'auto-masochisme, tout au moins mauvais, s'acharne à le creuser jusqu'au suprême vide de la mort.

Alain Françon a monté une première fois *Hedda Gabler* il y a trois ans, avec Dominique Valadié déjà. Le souvenir reste d'un personnage moins tendu. Elle n'avait pas perdu tout espoir, se trouvait disponible à une échappée, prête à renouer avec Lovborg - intellectuel velléitaire décadent, un peu tchékhovien - le lien ancien qui lui avait un temps permis de rêver, de vivre. Le spectacle avait été créé à Annecy, sur une scène de taille moyenne, comme celle de l'Atalante, où il avait été repris. Mais trois ans ont passé. A présent, Alain Françon travaille à Lyon, au Théâtre du VIII^e dont le plateau est presque aussi vaste que celui de la grande salle des Amandiers de



Dominique Valadié dans « Hedda Gabler »

Nanterre où se joue son *Hedda Gabler*.

A présent, Dominique Valadié, très belle dans des robes qui emprisonnent une silhouette voluptueusement sinuée, semble s'en vouloir d'avoir aimé Lovborg. Il est vrai que Jean-Claude Durand grimace et braille, se caricature sans vergogne. Claire Wauthion, sa femme, se cherche aussi, mais dans la dignité. Les deux autres hommes ont trouvé leur personnage : Jean-Yves Chatelais - le juge attiré par

l'inaccessable Hedda - fausement désinvolte, et qui se distille derrière des poses ; Francis Frappet, le mari, fausement paillard, équivoque, presque inquiétant.

« Etouffer tout désir »

Le spectacle se passe dans un salon coquet aux murs passés, avec peu de meubles, donnant sur un jardin d'hiver. Le décor de Nicolas Sire, à la fois réaliste et théâtral,

offre l'impression d'une pièce trop grande, rarement utilisée, devenue inutile, sur le point de devenir abstraite, fantomatique comme ces chambres dont parfois on rêve et que l'on reconnaît sans les avoir jamais réellement connues.

Les lumières demeurent brumeuses. Dans cette ambiance, les gens et les choses semblent devoir se diluer. On ressent l'exaspération de Hedda Gabler, mais, dès la première image, la première réplique, tout est joué. Les personnages, tous, trébuchent, hésitent, se reprennent, mais demeurent impuissants, leur destin est scellé. « Ils doivent mourir, brutalement, par inadvertance ou vocation... ou, pis encore, à petit feu, chaque jour, sans bruit, d'étouffer en eux même tout désir... », écrit Michel Vitez, l'adaptateur. A cause de leur comportement obsessionnel, de leurs tentations suicidaires, des efforts désespérés qui par instant les poussent hors de leurs limites, à cause du désir suicidaire d'absolu qui habite Hedda, on pense à une sorte de Dostoevski bourgeois.

Alain Françon ramasse des interrogations qui se cognent de plus en plus durement, de plus en plus serré, jusqu'à l'étouffement. On souhaiterait peut-être la déchirure d'un sourire dans ce spectacle inexorable qui tourne autour du doute et ne donne d'autre réponse que celle de la loi.

COLETTE GODARD

Jusqu'au 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 18 heures. Tél. : 47-21-17-81.

MUSIQUES

Rap de Marseille

Ils veulent être au rap français ce que l'OM est au football

La qualité la plus immédiate d'IAM s'appelle l'aplomb. Rappers provinciaux et inconnus précipités sur la scène de Bercy, en première partie de Madonna, improvisant avec Kid Frost, maître californien du genre, aux Transmusicales de Rennes, les Marseillais ne désarment jamais. Pour l'instant, leur culot a fait passer bien des choses, approximations musicales, discours par moment déconcertant. Aujourd'hui, leur premier album va sortir chez Labelle Noire, le label rap que distribue Virgin. Samedi 9, ils seront sur scène à Saint-Denis avec Suprême NTM, leurs collègues et concurrents mais aussi avec le Jamaïcain de New-York Shabazz et KRS1, la conscience sociale du rap américain.

Pour se préparer aux épreuves de vérité, IAM répertorie dans un studio de la banlieue ouest de Paris, loin de Marseille et des amis, de la capitale et de sa tentation. Akhenaton, premier rappeur de la formation, en est logiquement le porte-parole. C'est lui qui a baptisé le groupe, c'est-à-dire, au choix : « je suis », Imperial Asiatic Men ou Invasion Arrivant de Mars (elle). Cette accumulation de sens, on la retrouve en permanence en parlant avec IAM. Les pseudonymes égyptiens peuvent rappeler l'afrocentrisme agressif de certains rappeurs afro-américains, mais le groupe est multiracial. La fascination pour le mysticisme asiatique se double d'un humour méridional qui n'aurait pas détonné dans un music-hall de la Canebière, au temps où il en restait.

Comme tous les groupes de rap français, IAM est obligé de grandir très vite, au fur et à mesure que grandit l'attente d'un public qui veut entendre la musique du rap dans sa langue. Ils se sont adjoints les talents d'un musicien capable de maîtriser les techniques d'échantillonnage, un sujet qui provoque une plaidoirie instantanée : « Nous, on échantillonne des disques qui existent déjà. Michael Jackson a fait rejouer un vieux riff de soul pour la basse de Beat It, c'est la même chose », disent-ils. En piochant dans une quarantaine de titres différents (environ trois par morceau), en programmant de nouveaux rythmes et en écrivant leurs textes avec un souci de la métrique digne de l'âge classique, ils ont réussi un premier disque qui parera au plus pressé.

Reste à atteindre les objectifs proclamés : « intégrer les musiques ethniques, arabes, africaines », trouver la spécificité du rap français, affirmer son autonomie : « Le rap vient de la soul, du reggae, du funk. Ce n'est pas que nous détestons le rock, nous n'avons rien à voir avec lui. » C'est vrai, IAM s'en tient strictement aux rituels du rap, au « concert » sans musiciens, seulement les rappeurs, le disc-jockey et les danseurs. Portés par leur public, ils sont capables d'en faire une fête.

THOMAS SOTINEL

Le 9 mars, à Saint-Denis, sous chapiteau, place du 8-mai-1945, avec Suprême NTM, Shabazz et KRS1. Le 16 mars à la Cigale 120, bd de Rochechouart, Paris 18^e, avec Kid Frost et Lionel D.

Mort du pianiste Josef Palenicek

Le pianiste tchécoslovaque Josef Palenicek s'est éteint, jeudi 7 mars dans l'après-midi, à Prague à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Né à Travník le 19 juillet 1914, formé à Prague, puis à Paris où il reçoit l'enseignement du pianiste Alfred Cortot et du compositeur Albert Roussel à l'Ecole normale de musique, Josef Palenicek fonde en 1934 le Trio Smetana. A l'âge de vingt ans, il se consacre à la musique de chambre. Il sera l'un de ses plus merveilleux serveurs pendant près de soixante ans, sans pour autant se détourner complètement de la carrière de soliste. Seul face à son piano, ou au sein de son trio (en 1945, il en changera le nom en Trio tchèque), Palenicek était admiré pour ses interprétations de Smetana, Janacek, Martinu, Beethoven et Schubert, pour leur justesse stylistique, leur tension dans les mouvements lents, leur vivacité dans les mouvements vifs.

Le Trio tchèque a enregistré, entre autres, le *Trio op. 100* de Schubert. Propulsé sur le devant de la scène par le film *Barry Lindon*, cette interprétation ne dément pas d'être comparée à celle, légendaire, de Rudolf Serkin et des frères Busch.

AL. LO.

Trois hommes et un délire

LES MACLOMA
au Théâtre du Ronelagh

C'est un spectacle en chinois de cuisine, en grimaces hérétiques et en musiques hétéroclites. Et en quelques autres idiomes encore. Des clowns ? Les Macloma ont en fait le maquillage, la dextérité physique et le sens du rythme. Mais le nouveau spectacle de ces trois oliviers, qui marque leurs retrouvailles après un divorce de plusieurs années, joue sur un registre infiniment plus large que celui des comiques de cirque.

De clins d'œil cinématographiques en bourrades dans le dos de l'actualité, de coups de champagne claqueux à l'opéra en gauloiseries innocemment corées, leur dizaine de sketches (inégales) s'organise en un désordre apparent - jusqu'à l'éblouissante invention d'un espace à la Escher, aux impossibles dimensions. Ce désordre, cette déstructuration sont le vrai fil conducteur, artistiquement ennemi.

Avant que leur prestation ne s'achève en une fusion chaotique et hilariante des meilleurs schémas facétieuses, leurs canotiers captives, leurs lilliputiens danseurs de lambada auront donné vie à un monde grivois et cruel, poétique sans mièvrerie, où plane le fantôme désinvolte de Fellini.

J.-M. F.

Jusqu'au 24 mars au Théâtre du Ronelagh (16^e). Tél. : 42-88-84-44.

Coup de poing

La nouvelle « comédie urbaine » de Joël Jouanneau

GAUCHE UPPERCUT
au Théâtre
de la Commune d'Aubervilliers

Sur le toit de ce qui pourrait bien avoir été un hypermarché à la lisière d'une grande ville, à l'écart donc, cinq adolescents et une sorte de mère, tous perdus, style punk, tentent d'exister sous la menace de Menotti - on ne le verra jamais - qui régit non loin de là sur la Zone rouge. Il y a un blond, plutôt beau, c'est Prince (Guy-Pierre Couleau) ; un roux, plutôt lame de rasoir, plutôt dur, c'est Nigger (Philip Deguil) ; un black, le seul avec un bonnet, jolies gueules qui rêvent d'avoir les poings de Jack LaMotta, c'est Widish (Adama Niane) ; une brune, beau visage à faire peur qui a tout le temps froid et ne supporte pas qu'on lui dise non, c'est Denfer (Anne Le Guenec) ; et une femme, âgée déjà, coquette toujours, c'est Cloack (Denise Péron). Elle a perdu - quand ? - son compagnon, Bo-sai (Gilles Segal), dont le spectre réapparaîtra pour un ultime conseil, une ultime révolte.

Gauche Uppercut peut être lu et compris au travers de ces patronymes, un peu comme on peut lire et comprendre les pièces de Molière dans l'énoncé du nom des protagonistes. Mais cette pièce n'a rien d'une comédie, c'est un drame, simple et monstrueux, un fait divers envoutant et torturant comme un méchant rêve. Entre un échafaudage et un abri-bus transformé en cage de foot, il met en jeu les trois paramètres fondamentaux de l'exclusion : la peur, la haine, la violence ; peur, haine et violence qui feront la perte d'un paillard passé là par hasard ou par force, l'Etranger (Malek Kato). Parce que le texte de Joël Jouanneau, une nouvelle fois, est étonnant, force, lyrisme, noirceur, mais sans opacité, laissant percer ces vives lueurs de vie qui rendent la mort fréquentable, on voudrait aimer plus, aimer mieux ce spectacle. Parce qu'il est servi par sept comédiens très différents mais tous passionnés à des titres divers, charme, violence, fragilité, rugosité, férocité, expérience ou inexpérience, on voudrait le défendre sans réserve.

Parce que la musique originale de Jean-Louis Mechal est à la fois soucieuse de théâtre, de ses lois, de ses effets, et une musique d'aujourd'hui, radicalement, parce que le décor d'Yves Samson est beau comme le sont les lumières, on voudrait que *Gauche Uppercut* soit une réussite.

Des réserves rock

Quelle réserve alors ? Le spectacle est, quoi que l'on puisse écrire, un spectacle à voir, vraiment. Mais voilà, il est mis en scène par Stéphanie Loik, qui a décidé, une fois pour toutes, qu'elle devait diriger les mouvements des acteurs de manière autoritaire. Elle avait monté une pièce de Philippe Minyana, *Le Dîner de Lina*, dans laquelle tous les comédiens entraient et sortaient de scène en des pas saccadés, un bras le long du corps et l'autre replié de telle façon que la main tendue s'en vint à la verticale du nez. On se demande encore pourquoi...

Pour *Gauche Uppercut*, elle a imaginé une sorte de théâtre *steady*, comme on le disait du *rock steady*, danse jamaïcaine, ancêtre du reggae, qui provoquait chez ses adeptes une oscillation de l'arrière vers l'avant et du haut vers le bas sur un tempo invariable. Comme

le texte de la pièce a des résonances résolument rock, c'est vrai - et particulièrement dans une plage rap à faire pâlir les groupes français, - on comprend mieux cette fois son parti pris.

Comprendre ce parti pris n'est pas le partager. Dans le genre rock, Stéphanie Loik devrait s'inspirer du travail d'une incroyable liberté que présente ces jours-ci Matthias Langhoff et sa *Duchesse de Malji* au Théâtre de la Ville. Les êtres, même exclus, même bannis, même en perte absolue d'identité, ont la chance d'être dissemblables et de l'être encore plus, et souvent mieux, quand ils sont acteurs. Ce qui les singularise peut-être le plus est le pas, la démarche, le déhanchement. Pourquoi brider cette différence, d'où vient cette rigidité qui ressemble très tôt à du maniérisme et dont le côté systématique est lassant, même si ce spectacle ne dure qu'une heure trente ? Manque de confiance ou suffisance ?

Quoi qu'il en soit, il a le défaut majeur d'induire une lecture réductrice du texte de Jouanneau d'où tout lyrisme est chassé, où tout éclat est éclat de mort. Ce qui n'est pas dans le style de l'auteur du *Bourrichon*, de *Kiki l'Indien*, de *Mamie Ouzie en Papodis* dont les héros ont une imagination, une capacité de rêver sans bornes même si leur vie est toujours enochée. Ce que l'on entend bien, malgré tout, en plusieurs endroits de ce spectacle coup de poing.

OLIVIER SCHMITT

2, rue Edouard-Poisson. Jusqu'au 14 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-33-16-16. Le texte de la pièce est paru aux éditions Actes Sud-Papiers, 50 pages, 60 F.

Les Russes à l'Atalante. - Le Théâtre de l'Atalante, celui de Genevilliers et la Comédie de Reims, avec la collaboration de la Cinéma-thèque de Toulouse et du CNRS, organisent, sous le titre *Kinoteatr*, une série de manifestations autour de la littérature dramatique et du cinéma russes. Elles ont lieu du 9 au 21 mars à l'Atalante. Du 27 mars au 6 avril sera présenté *Cinzano*, de Lioudmila Petrovichevskaya, en sa présence, par le Cinéma Studio du Théâtre d'Art de Moscou. A Genevilliers, à l'occasion des représentations de *la Mère*, de Brecht, un débat sur les « mythologies de la Révolution » aura lieu le 13 avril.

Reims, l'Atalante : 46-06-11-90. Genevilliers : 47-96-26-30. Reims : 26-40-45-45.

Dernier hommage à Gainsbourg

Plusieurs centaines d'admirateurs ont rendu un dernier hommage à Serge Gainsbourg, inhumé jeudi 7 mars au cimetière du Montparnasse à Paris. Annoncées pour 10 heures, les obsèques ont commencé un peu avant 9 heures, en présence d'une quinzaine de personnes, dont Jane Birkin et Bambou, et ses deux enfants, Charlotte et Lucien.

Alain Souchon, et trois membres du gouvernement, M. Jack Lang, ministre de la culture, M^{me} Catherine Tasca, ministre de la communication, et M. Michel Gillebert, secrétaire d'Etat chargé des handicaps et des accidentés de la vie, ainsi que l'épouse du premier ministre, M^{me} Michèle Rocard.

Après la cérémonie, les anonymes ont enfin été admis dans le cimetière, par petits groupes pour éviter les bousculades autour des tombes. Plus d'un millier de personnes se sont ainsi succédé pendant une heure devant le cercueil.

Plusieurs vedettes étaient présentes : Isabelle Adjani, Françoise Hardy, Catherine Deneuve - qui a lu les paroles d'une chanson écrite pour Jane Birkin *Fuir la bonheur* - Johnny Hallyday, Renaud.

8 mars • 28 avril

LA PEAU ET LES OS

Réalisation Jean-Louis Benoit
d'après Georges Hyvernaud

THEATRE DE L'AQUARIUM
Cortouche
43 74 99 61

THEATRE AMANDIERS

5 au 24 mars 1991

Hedda Gabler

Ibsen - Françon

Tél. 47 21 18 81 ou 47 21 18 82

56 رين لامل

S A N S • V I S A

Corfou, balcon sur l'Albanie

Longtemps, très longtemps, Corfou s'est demandé à quoi pouvait bien ressembler cette voisine proche et inquiétante, l'Albanie. Aujourd'hui, de l'île conquise par les Vénitiens et non par les Turcs, ce qui pour les Corfiotes est important, on peut débarquer - 3 kilomètres séparent les deux mondes - sur les rives du pays mystérieux. Croisière.

COMME chaque dimanche, Saranda ne répond pas. Le bateau s'immobilise à l'entrée de la baie et Petros Assonitis s'empare de la radio du bord. « Capitainerie à Saranda. Capitainerie à Saranda ». Mais le capitaine a beau froncer les sourcils en direction de la côte, Saranda fait la sourde oreille. Et là-haut, sur l'Épire, la neige fond au soleil.

Le capitaine Petros Assonitis règne depuis dix-huit mois sur l'unique liaison maritime entre l'île grecque de Corfou et l'Albanie. Pour obtenir l'autorisation d'accoster à Saranda, à l'extrême sud du pays, il lui en a coûté deux ans de négociations avec toutes sortes d'autorités locales, invariablement munies de porte-documents noirs. Il a transporté l'an

dernier cinq mille passagers, de toutes nationalités. Mais les Albanais n'en restent pas moins imprévisibles. Et, le dimanche matin, la manœuvre d'approche vers Saranda est toujours délicate.

« Capitainerie à Saranda ». Le capitaine y croit encore. Il connaît bien, pourtant, le gradé qui, là-bas, ne veut rien entendre. C'est un vieux militaire. Une étoile rouge sur la casquette, et qu'on se le dise, il est encore maître à bord. Déjà, la marine n'interpelle plus les pêcheurs grecs qui viennent kidnapper les dorades albanaises. Déjà, le parti unique ne l'est plus. Et à la boulangerie, on encourage, par voie d'affiche, à voter pour un parti « démocratique » aux élections du 31 mars. Alors on ne débarquera pas, de surcroît, à Saranda sans avoir attendu le temps qu'il faudra.

On attend, donc. Et pour varier les paysages, le bateau fait des ronds dans l'eau. Au loin, l'île de Corfou, que 3 kilomètres seulement - mais seules les cartes le croient - séparent de l'Albanie, au point le plus étroit. Cent mille habitants, qui n'avaient jamais aperçu de ce pays interdit que quelques images de la télévision de Tirana : des jeunes en foulard rouge, si heureux de travailler qu'ils reviennent en chantant. Et en face, Saranda la muette. Seize mille habitants. Si derrière les grilles du port, tous n'attendent pas ce matin l'arrivée du bateau, peu s'en faut.

Saranda est une ville et perchée au-dessus de l'eau. Si près qu'on jurerait qu'elle ne demande qu'à s'y jeter. Du bateau, on dirait une station balnéaire. Un petit coin d'Albanie, au fond d'un golfe, bordé de palmiers. Des robes blanches, le dimanche, sur la promenade des Anglais. Un triangle enneigé au-dessus de la Méditerranée. Et sur le front de mer, des statues immaculées, aux mâchoires, il est vrai, toujours un peu carrées.

Il reste, à Saranda, quelques maisons en pierre, gardées par des poutres silencieuses. Vestiges sans doute d'un autre temps, celui où les manuels de géographie avaient anobli la « Riviera albanaise ». Ces maisons-là, quoi qu'il arrive, tiennent bon. Les immenses pâles, ces cinq et six étages que la montagne écrase, penchent en revanche vers la mer, et de tout leur poids. Prêts à plonger, en rangs serrés. Plonger sans plus tarder, et rejoindre l'autre côté. Sur chaque balcon sèche une lessive. De retour, sans doute, d'une équipée qui a encore mal tourné.

Saranda est un port grillagé où l'on ne se promène pas. Un port sans bateau. Il ne s'y trouve ce dimanche qu'une péniche de Durrës, chargée de gravier, la vedette de la police, mouchetée



de rouille, et celle de la marine. C'est tout. Nulle barque, nul pêcheur à l'horizon du golfe. Saranda est un port dont la plupart des habitants n'ont jamais posé le pied sur un bateau. Ceux qui tentent la traversée - une demi-douzaine chaque année jusqu'à l'été dernier - s'embarquent sur des chambres à air. Heureux, déjà, d'avoir réussi à s'en procurer sans être dénoncé.

Saranda est une ville aux vitres universellement fendues où l'église est devenue menuiserie après l'interdiction religieuse de 1967. Où la banque affiche le cours du dollar et celui du rouble; la quincaillerie, des parapluies et chapeaux de paille; et la boulangerie, ses horaires d'ouverture : de 5 h 30 à 21 heures. A l'épicerie, on voit des tomates rouges et de belles carottes. Mais seulement sur le décor mural. Car on ne peut y acheter que quelques poireaux et des oranges en forme de céramiques.

A Saranda, enfin, on joue au ping-pong sous la surveillance d'un soldat et d'une allégorie de la Révolution entraînant le peuple vers son avenir radieux. Mais les joueurs se moquent de la révolution, et même du jeune soldat. Et ils le font comprendre par un

clín d'œil énorme, qui n'échappe à personne. Le nom d'Enver Hoxha - qui est né dans ce sud albanais, à Gjirokastrë - domine toujours en tout cas la promenade aux palmiers. Et en lettres bien rouges. Du fichier vert de la bibliothèque, les œuvres du fondateur du Parti communiste n'ont pas non plus disparu.

« Capitainerie à Saranda ! » Sur le pont, le capitaine s'impatiente. Il n'est tout de même pas n'importe qui en Albanie. Au terme d'un accord avec l'organisation gouvernementale Albunizim, il prépare la prochaine ouverture d'un hôtel à Saranda. Un deuxième hôtel, à côté du Butrinti, construit dans les

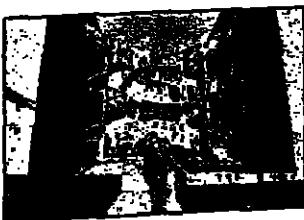
années 60 pour les Allemands de l'Est et ouvert récemment aux Albanais. Et le capitaine est pressé. Il offre à manger ce dimanche aux ouvriers de son chantier. Il y aura du poisson et trois sortes de viande. Mais les Albanais mangeront peu, passionnés par le spectacle de la présence simultanée de cinq êtres humains venus de l'autre côté de la mer.

Les passagers sont plus patients. Ils sont une vingtaine d'Albanais, titulaires de passeports, qui rentrent au pays. Ils ont travaillé un mois ou deux, après avoir obtenu à Tirana ces visas que la Grèce délivre généreusement, du moins aux ressortissants d'origine grecque, ceux que l'on appelle à Athènes les « Epirotes du Nord ». Ils rentrent, estiment-ils, fortune faite. Et sans même posséder une valise susceptible de fermer, ils transportent avec eux un chargement entier. Des réfrigérateurs d'occasion, des machines à laver, des cartons, des vêtements. Des enveloppes « par avion ». Et un conglomérat de bidons qu'on jurerait soutiré d'une de ces petites décharges qui s'évalent parfois au pied des églises à campanas de Corfou.

Corine Lesnes

Lire la suite page 18

AU SOMMAIRE



Le Marseille du cinéaste René Allio auteur de <i>Transit</i>	p. 17
Buffet de gare zinc du rail	p. 16
La Malmaison Trianon consulaire	p. 19
Saint-Malo prospère et corsaire	p. 18
Escals (p. 16) ♦ Têlex (p. 16) Jeux (p. 20) ♦ Table (p. 21)	



Le zinc du rail



A une table, au centre de la salle, il y a quatre soldats, en jeans bien repassés, comme sortis tout juste d'un paquetage, et blouson de cuir marron, leur petite cantine de fer-blanc à leurs pieds, qui parlent haut, en tordant la bouche, et se chamaillent en se bourrant les côtes comme une portée de jeunes chiens. Recoquevillée dans un coin, une jeune fille un peu effarouchée – sans doute une étudiante – réussit ce tour de force de disparaître presque entièrement derrière une édition de poche toute écornée de la Nausée.

A une autre table, un couple dépareillé – vraisemblablement adulte – s'embrasse goulûment, comme si le temps lui était compté. Au bar, trois amis discutent du tié – des garçons de salle d'un restaurant voisin, venus ici boire leur dernier verre, ainsi que semble l'attester le pantalon de tergal noir un peu lustré que porte encore l'un d'eux. Au fur et à mesure que le haut-parleur égrenne les destinations et les horaires, la physiognomie de la salle se modifie. A l'énoncé d'une ville ou d'une correspondance, certains repoussent leur chaise dans un grand bruit, se lèvent, rassemblent leurs affaires et s'en vont, tandis que d'autres visages apparaissent...

Joris-Karl Huysmans aimait à venir déjeuner dans les buffets de gare, retraçant, au vu d'un visage ou d'une attitude, la courbe d'une vie, d'un destin, d'une généalogie. A l'époque où les trains les plus rapides mettaient plus de vingt-quatre heures pour aller de Paris à Vintimille, le buffet de gare était

d'une importance stratégique. Le départ était une fête un peu tragique, à laquelle participait toute la famille. Sous les fresques et les affiches qui représentaient en style naïf les destinations, le buffet était le lieu des dernières recommandations, des derniers baisers, de l'ultime serrement de main.

Premier débit de boissons à ouvrir le matin et dernier à fermer le soir, c'était aussi le lieu de tous les trafics – ce qui lui donnait une extraordinaire aura de fruit défendu. Ici se côtoyaient les vrais voyageurs et ceux qui cherchaient à profiter d'eux, les bourgeois en voyage entre deux maisons et les marginaux traversant la vie sans point fixe ni centre de gravité. Plus aventureuses qu'aujourd'hui, où tout est calculé au mieux par l'ordinateur, les correspondances laissaient parfois au voyageur des temps morts de plusieurs heures, voire d'une journée, qu'il fallait bien occuper.

Le buffet de la gare devait donc y pourvoir ; et il n'était pas rare qu'un orchestre s'y produisît, comme c'était encore le cas, il y a à peine dix ans, en gare de Budapest. Parce qu'il était unique, de localisation facile et presque toujours ouvert, le buffet de gare faisait aussi office de poste restante pour les personnes provisoirement sans résidence fixe. Où se donner rendez-vous, dans une ville que l'on ne connaissait pas, avec des gens que l'on n'avait

pas vus depuis longtemps, donc que l'on n'était pas assuré de reconnaître, sinon au buffet de la gare ? Toute une littérature policière n'existerait pas sans cet endroit magique, qui, parce qu'il symbolisait le voyage et ses aléas, se trouvait naturellement dans une sorte d'entre-deux propice à tous les événements extraordinaires, rendez-vous galants secrets, échanges de documents d'espionnage, et, bien sûr, meurtres.

Et puis, la vie moderne est intervenue, brisant le mystère. Les voyages en train se sont raccourcis. Les retards ont presque

disparu et une meilleure planification du réseau a fait disparaître ces correspondances interminables qui étaient la bénédiction des buffets de gare. Le buffet a essaimé autour des gares ; et celles-ci, qui se trouvaient parfois, comme à la gare centrale de Milan, d'une véritable ville souterraine, avec des labyrinthes de toilettes, de douches, d'échoppes de barbier, de consignes et de magasins en tous genres, ne sont plus devenues que des espèces de nœuds de communication, de « terminaux » comme l'on dit justement aujourd'hui, connectant

entre eux plusieurs moyens de transport.

SANS doute ne reconstruirait-on jamais plus de ces extraordinaires cathédrales dédiées à l'attente, véritables chapelles Sixtine de l'art ferroviaire, comme a pu l'être le fameux « Train bleu » de la gare de Lyon, inauguré en 1901, avec ses salons emboutés les uns dans les autres, ses ors, ses stucs et ses plafonds peints évoquant, en des fresques maniaques, les paysages et les villes que desservait alors la compagnie PLM ; le mont Blanc, Marseille, Grenoble et même Alger.

Pour retrouver cette époque magique où le voyage commençait à la porte tournante du buffet de la gare, il faut désormais se rendre très loin, en Inde, en Afrique du Sud ou dans quelque pays d'Amérique latine, ou bien encore musarder à l'écart des grandes lignes. Alors, on retrouve encore de ces surprenants buffets champêtres en plein air, adossés à la montagne, comme en certaines régions reculées de la Suisse, ou bien accrochés à une corniche en surplomb sur la mer, comme c'est le cas en Grèce...

Aujourd'hui, le buffet de gare n'est plus, dans le meilleur des cas, quand il ne se réduit pas à une alvéole sommaire où l'on boit debout et à toute vitesse comme dans les buvettes ambulantes des rues, qu'une salle terne et embouteillée, au sol jonché de papiers gras et strié par les arabesques noires que dessinent les traînées des

chaises. Bien vain, en gare de Cannes, de guetter, au petit matin, l'arrivée au buffet d'un fringant sous-officier de spahis, au bras de la femme fatale qui lui a fait perdre la veille au jeu tout son modeste héritage familial, comme dans *Gueule d'amour*, de Gréville.

Pourtant, le buffet de gare est éternel, tout simplement parce qu'il est indispensable. Même strictement planifié, un voyage peut dérailler ; et tout un chacun a eu, au moins une fois dans sa vie, l'expérience d'avoir, parce que les hôtels étaient complets ou que l'on était arrivé trop tard dans une ville inconnue, à demeurer une nuit entière dans le buffet d'une gare.

C'EST alors que toute la mémoire du buffet de gare et sa magie resurgissent. Au bar, les couche-tard et les non-couchés forment avec les lève-tôt une chaîne ininterrompue, que rien ne sépare, sinon les ombres que plaque sur certains visages la barbe naissante. L'odeur du café et des croissants chauds fait naître la nostalgie d'une maison et d'une existence sédentaire. Alors, en ces heures indécises et troubles où le jour hésite encore, il arrive que l'on éprouve comme un léger pincement de cœur ; tous ces destins rassemblés ici, qui s'ignoraient il y a quelques minutes et qui jamais plus ne se recroiseront confèrent au buffet un climat un peu amer de tragédie, tandis que monte en soi, alors que la ville dort encore, le sentiment d'appartenir à l'aristocratie des errants.

Patrice Bollon

ESCALES

Les chemins de Sarajevo

Ici, l'Orient mord sur l'Europe. Un Orient véritable puisque certaines régions de Yougoslavie – la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro notamment – furent, pendant plusieurs siècles, sous domination ottomane. Le Monde de l'Egypte et du

utilisés. Sur la rive nord du lac Ohrid, l'un des plus anciens et des plus profonds au monde, blanche dans un écrin de montagnes violettes, la ville du même nom : monastères, fresques et, encore, églises, devenues mosquées. A Skopje, capitale de la Macédoine, église orthodoxe, mosquées et caravansérails puisque la ville fut turque pendant plus de cinq siècles. Novi-Pazar (hôtel de style oriental) et Visegrad (pont

soleil sera noir pendant sept minutes, plongeant la basse Californie dans l'obscurité de la nuit. Cette éclipse de soleil, la plus longue du siècle, ne se reproduira pas avant l'an 2132.

Un événement que l'observatoire astronomique d'Aniane (Eclipses 1991, BP 14, 34150 Aniane, tél. : 67-45-60-00) suivra sur place au plus près de ses lunettes et autres télescopes. Tout sera spectaculaire dans ce voyage : la vision céleste et les paysages terrestres, l'opulence californienne et le dénuement mexicain, la touffeur des 3 000 mètres et la fraîcheur du désert. Points forts : traversée de la faille de San-Andreas, Big-Bear et sa tour solaire installée sur un lac, les vergers d'orangers californiens, le mont Palomar et son télescope de cinq mètres de diamètre, le Sea-World de San-Diego et ses mammifères marins puis, au Mexique, le Desierto de los Chinos où la température du sol dépasse 50 degrés, Rancho Meiling (une partie de la nuit à l'observatoire), le désert de cactus, Bahia-de-los-Angeles au bord de la mer de Cortez, Guerrero-Negro où se trouvent les plus grands marais salants de la planète, La Paz. Un voyage en deux versions. L'une, Paris-Los Angeles-La Paz, du 24 juin au 13 juillet, 19 jours, 20 300 F, tout compris, culmine avec l'éclipse. L'autre, Paris-La Paz-Los Angeles, du 6 au 26 juillet, 21 jours, 21 300 F, comporte en plus la visite de Mexico. L'une et l'autre s'effectuent en 4 x 4, en présence d'un astronome et d'un géologue. Autre option, très haut de gamme, où l'on survole en avion privé Santa-Monica, le désert de Mojave, Las Vegas et le Grand Canyon du Colorado avant de gagner Tucson, San-Diego, et La Paz. Proposée par Kuoni (département forfaits spéciaux, Irène Béhar, tél. :

42-85-71-22), elle comprend également la visite de trois observatoires. Onze jours, du 4 au 14 juillet, 38 690 F, tout compris.

Les rives de l'Oyapock

Cette vision « école » et sans façons du voyage a une fraîcheur qui ne s'embarrasse pas de fioritures. René Durand est un ancien pilote automobile. Les émotions fortes qu'il a ressenties dans la forêt amazonienne, il veut les partager : navigation en pirogue et passage de sauts (rapides de rivières) ; vie en « carbet » – sorte de case végétale – dans un village indien ; rencontre avec les Mong'h, une minorité réfugiée du Laos, les Saramacas, anciens esclaves, et, couronnement, randonnées dans la forêt souveraine. Sur les rives de l'Oyapock, côté Guyane française. Côté Brésil, visite, à Belém, d'une hacienda avec sa prairie et son cheptel de taureaux. A Fortaleza, changement de décor : plages de sable blanc, cocotiers, retour des « jaguads », bateaux de pêcheurs faits avec des troncs courbés. Salvador de Bahia est la ville la plus africaine du continent sud-américain. Elle aurait trois cent soixante-cinq églises. Au centre du pays, Brasília, ultramoderne, née du désert. Avec Manaus, retour à l'aventure amazonienne, découverte de ce qui reste – pour combien de temps encore ? – le poumon de la planète. Du 3 au 7 avril et du 5 au 19 juin, quinze jours, 15 000 F tout compris (vois Paris-Cayenne-Paris, au Brésil vols intérieurs, pension complète). Auprès de l'association Safari Adventure Evasion en Amazonie (128, avenue Maréchal-Joffre, 66000 Perpignan, tél. : 68-61-51-83).

« Les Celtes - la première Europe », thème de l'exposition qui aura lieu au palais Grassi, à Venise, du 24 mars au 8 décembre prochain. Quelque 2 000 œuvres en provenance de 200 musées de 24 pays permettront d'évoquer la civilisation et la culture des Celtes, du VI^e siècle avant Jésus-Christ à l'aube du Moyen Âge.

Festival du pin's, à Villard-de-Lans, les 22, 23 et 24 mars. Cette station a été l'une des premières à immortaliser son emblème, l'ours du Vercors, sur un écusson métallique. A cette occasion, l'office du tourisme (BP 54, 38250 Villard-de-Lans, tél. : 76-95-10-38) propose des forfaits de deux nuits en hôtel ou studio et remontées mécaniques.

« L'aventure en solitaire », thème de la 8^e Fête du livre de Limoges, du vendredi 15 au dimanche 17 mars. Rencontres avec les écrivains-aventuriers et les illustrateurs, tables rondes, films, vidéos, ateliers d'écriture, tests de lecture, expositions, éditeurs présents : pour avoir plus d'informations sur ces sujets, contacter l'agence Seso à Paris (tél. : 48-04-96-95) ou la mairie de Limoges (tél. : 55-45-61-60).

L'hôtel du Palais, à Biarritz, qui a bénéficié d'importants travaux d'embellissement et d'aménagement cet hiver, ouvrira ses portes le 12 mars. Quarante des 130 chambres (et 29 suites) ont été redécorées et 22 nouvelles chambres et suites ont été créées, aux 4^e et 5^e étages. Enfin, arrivée d'un nouveau chef, Jean-Marie Gauthier. Réservations : 59-24-09-40.

Les Guides bleus, pour le 150^e anniversaire de leur création, offrent « L'Art du voyage », un album illustré racontant l'histoire de cette publication, à tout acheteur de trois guides bleus. Le premier guide, « L'itinéraire de la Suisse à pied », fut publié en 1841 sous une couverture bien foncée par Adolphe Joanne qui entra en 1855 chez Hachette. En 1916, la collection prend le nom de Guides bleus. La diversification commence en 1973 : Guides du routard, guides Visa, Guides en jeans, etc. Au total, 10 collections et 265 titres, dont 70 pour les seuls Guides bleus.

La Transalp 91, course de chiens de traîneau de haut niveau, réunira pendant une semaine, du 16 au 24 mars, les mushers européens. Sur les traces de Paul-Emile Victor les attelages suivront, de Briançon à Megève et à travers trois départements, un itinéraire difficile de 200 kilomètres. Renseignements : Serge Morel, Transalp International, tél. : 79-25-84-30 et office du tourisme de Megève, tél. : 50-21-27-28.

Montrez-nous vos vacances, thème du Grand Prix de la photo organisé jusqu'au 15 septembre par Jet Tours, Agfa et le magazine *Grands Reportages*. Pour concourir et gagner, peut-être, un voyage à Tahiti, à l'île Maurice ou aux Antilles, envoyer cinq photos maximum, sur tirage papier 13 x 18 cm à : Grand Prix de la photo Jet Tours, 22, quai de la Mégisserie, 75002 Paris.

Sélection établie par Patrick Francis et Daniella Trnard

MUSÉART

Un grand magazine culturel qui vous ouvre avec passion les portes des villes du monde entier. Ce mois-ci : Fugue à Vienne et escapade à Salzbourg. 128 pages de plaisirs et de découvertes.
MUSÉART N°8 SPÉCIAL VIENNE 35 F
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكزا من زلزل



La Ma

Dire du mal de Marseille ne suffit peut-être pas tous les jours. En dire du bien non plus. Il y a la mer, du soleil et des odeurs de souffrance dans cette ville. Rencontre avec un cinéaste qui l'aime et la connaît bien. René Allio.

« C'EST une ville, un temps où les gens devaient être indiens pour voyager par le rail... » Certes, elle était baroque au narrateur de cette image dans le film *Compagnie maritime* de Compagnie maritime, ceux que la guerre a emmenés en cet hiver 1940-1941, voyage forcé vers des pays lointains, ces Espagnols, ces Juifs, ces Italiens (Forces françaises libres), familles désemparées que Marseille accueillait et recevait, jour après jour, de la mer, d'un bout de l'Europe, d'un bout de l'Afrique, et si peu de bateaux.

Passer la ligne, plusieurs fois, dans les années 20, chassés par d'autres persécutions, ou fuyant d'autres misères, les Arméniens venus de loin, Piémontais débarqués en voisins, avaient choisi le grand port comme une étape vers l'Amérique, faisant connaissance avec la France, avaient renoncé à chercher plus avant leur Pérou. « Je suis un passager, je dois partir », dit le héros de *Transit*, constamment obligé, lui qui veut rester pour toujours, encore un peu, de prouver à la bureaucratie administrative qu'il fait toutes les démarches – visa, caution, passage, permis – pour vraiment partir. Transitaire.

Si on voulait les compter, on trouverait sans doute beaucoup de Français qui ont vécu un mois, six mois, ou deux ans, à Marseille, et qui ont en commun le souvenir d'une période d'attente en garnison, marins en partance, rapatriés en instance de stabilité. Partir, rester, se déterminer.

« Comme beaucoup de Marseillais, je suis un vieux Parisien ».

TOSCANE - Belles demeures de caractère -

EN FRANCE



MIGUEL TRUJESCHIA DATAR

La Marseille de René Allio

Dire du mal de Marseille ne suffit peut-être pas toujours. En dire du bien non plus. Il y a la mer, du sortilège et des odeurs de soufre dans cette ville. Rencontre avec un cinéaste qui l'aime et la connaît bien, René Allio.

«C'ÉTAIT une affiche touristique. Elle datait des temps où les gens casaniers devaient être induits en tentation de voyage par le pittoresque des pays. » Certes, elle devait sembler baroque au narrateur de *Transit*, cette image dans le bureau de la Compagnie maritime où se bousculaient, anxieux et déterminés, ceux que la guerre condamnait, en cet hiver 1940-1941, au voyage forcé vers des lieux moins noirs. Ces Allemands communistes, ces Espagnols antifranquistes, ces juifs, ces futurs FFL (Forces françaises libres), ces familles désemparées que Marseille accueillait et débordait recevait, jour après jour, « dernière auberge » d'un continent en flammes. Tellement de partants, et si peu de bateaux...

Passer la ligne - « comme la plupart des gens dans ces années-là, nous n'avions qu'un seul souci, passer la Loire », - filer aujourd'hui vers le Sud à la vitesse d'un TGV en lisant *Transit*, le roman où Anna Seghers transposait, en 1943, ce qu'elle venait de vivre avec des milliers d'autres réfugiés, à Marseille, avant de s'embarquer pour le Mexique, c'est une manière de rencontrer Marseille à sa source. Lieu géographique de ceux qui veulent partir, de ceux qui arrivent.

Hâvre de ceux qui, déjà dans les années 20, chassés par d'autres persécutions, on fuyant d'autres misères - Arméniens venus de loin, Piémontais débarqués en voisins, - avaient choisi le grand port comme une étape vers l'Amérique et, faisant connaissance avec la France, avaient renoncé à chercher plus avant leur Pécou. « Je suis un passant, je dois partir », dit le héros de *Transit*, constamment obligé, lui qui veut rester pour toujours et encore un peu, de prouver à la bureaucratie administrative qu'il fait toutes les démarches - visa, caution, passage, permis - pour vraiment partir. Transitaire.

Si on voulait les compter, on trouverait sans doute beaucoup de Français qui ont vécu un mois, six mois, ou deux ans, à Marseille, et qui ont en commun : souvenir d'une période d'attente : soldats en garnison, marins en partance, rapatriés en instance de stabilité. Partir, rester, se déterminer.

« Comme beaucoup de Marseillais, je suis un vieux Parisien ».

dit René Allio. Rencontrer chez lui, dans le quartier des Halles, le cinéaste qui a porté *Transit* à l'écran - « ce livre ne m'avait pas quitté depuis que je l'avais lu il y a quinze ans » - c'est un peu revenir à Marseille. Jacques Demy, avec *Lola*, avec *Une chambre en ville*, s'était emparé de Nantes pour en exalter le mythe, en faire la métaphore de la rencontre. Nantes, dont il ne reste rien, sinon l'ombre d'un grand port du dix-huitième siècle. Champ libre pour la poésie. A Marseille, le passé vivant est encore chaud, et encombré par d'autres clichés : René Allio, lui, nous offre, de film en film, de la fiction au documentaire, du témoignage au réalisme poétique, Marseille, une inconnue.

Et il n'est pas surprenant que le cinéaste ait été l'un des signataires d'un texte qui invitait (*Le Monde* daté 1^{er}-2 avril 1990) à lire la ville ailleurs que dans la rubrique des scandales politico-financiers. « Seul tel est durable le mouvement », disaient Marcel Maréchal et ses co-signataires, voulant ainsi redonner au mot « commerce » son « beau sens du dix-huitième siècle ».

« Les Marseillais se reconnaissent volontiers dans Pagnol, dit René Allio, mais il ne s'agit pas d'eux. Ils sont beaucoup moins généreux, moins ouverts. La ville s'est assise sur sa réussite et s'est refermée. Elle doit retrouver le mouvement qui l'a créée. Elle doit oser. Ceux qui prennent les risques aujourd'hui sont précisément ceux qu'elle désigne du doigt, étrangers, arabes, qu'elle voudrait évincer. »

Il y a toujours eu des paysans qui s'en allaient à la rencontre des marins ou qui quittaient leur terre pour l'Amérique et qui s'arrêtaient là, sans aller plus loin. Allio est Marseillais d'un grand-père piémontais et d'un autre, côté maternel, paysan provençal devenu maître-portefaix à la Joliette.

« Être enfant d'émigré, c'est être soi-même un passage, un entre-deux, et quelquefois la source d'une instabilité. » Ses films ont souvent montré des personnages en rupture, à un moment de transition, heureux ou douloureux, les plus fameux étant cette *Vieille Dame indigne* qui découvrait sur le tard, mais avec délectation, le champ de sa liberté d'action. Il tournera l'histoire existentielle pour retrouver la Marseille des années 20, celle où ses parents se sont aimés. La ville d'aujourd'hui, les entrepôts du port, les autoroutes qui ouvrent de nouveaux panoramas étaient dans *Retour à Marseille*. Et aussi ces « longs itinéraires sinistres bordés de hauts murs. On rêve à ce qu'il y a derrière, folles architecturales des grands bourgeois, le secret. D'un côté du mur, on s'aimait debout, mais on ne le fait plus. De l'autre, on avait bâti, dans la fraîcheur de jardins fous et ombragés, des petits temples, et ça n'existe plus non plus. »

Ceux qui n'ont pas vu le film pourraient se souvenir de l'affiche de Ferracci : Raf Vallone au

sommet d'un de ces escaliers en ciment qui font basculer la ville vers la corniche et vers la mer. Retour à Marseille, ou, pour le héros, retour sur soi.

« On ne connaît pas Marseille quand on ne fait qu'en traverser le centre », dit Allio qui s'est toujours attaché à en montrer les plis et replis, les échappées et les reliefs, les villages qu'elle a enserlés sans les absorber tout à fait. « Si toute ville est labyrinthique, alors Marseille est la ville par excellence », dit le cinéaste qui l'a sillonnée au volant d'un camion, à vingt ans, avant de la quitter pour Paris, et de ne jamais l'oublier.

Triangulations du relief, affleurements du rocher calcaire aux carrefours, escaliers à pic, rues en épingle à cheveux, fragments de garrigue au détour d'une rue, pentes et contre-pentes. Même dans les quartiers du centre tracés *à manu imperiali* au dix-neuvième siècle, le relief se rebelle, l'orthogonal plaqué au mépris du naturel ouvre de nouveaux fronts de surprise, des rues partent au ciel au sommet d'une bosse, ou telle autre se découvre d'un seul regard comme une faille dans la masse urbaine.

« On dit parfois que Marseille n'a pas de monuments. Il y a deux ou trois choses très belles de Puget, la mairie, l'hôtel-Dieu. Mais surtout, la ville est à elle-même son propre monument. Ville de trajets, chaque jour recommencée. Si je suis devenu un conteur, c'est sans doute, en prenant, enfant, le tramway pour descendre en ville. C'est là que je me racontais les plus belles histoires. Et j'attendais que ça recommence, la descente en ville. »

« On était, on est encore de son quartier, du Roucas-Blanc, de l'Estaque, de Bonsecours, de Saint-Antoine, de la Belle-de-Mai. On a toutes les raisons pour cela. De là, on descend en ville. Cet itinéraire, c'est un voyage en soi. »

Dernier balcon du continent, la gare Saint-Charles, avec son escalier dessiné pour le cinéma, surplomb exaspéré un moment retenu vers la ville et ses ennuis au quotidien. « La gare Saint-Charles n'est pas seulement le monument colonial que l'on croit, affirme le cinéaste. L'histoire coloniale, au fond, c'est peu de chose en soi, cent cinquante ou deux cents ans dans une ville qui compte son histoire sur vingt-cinq siècles. C'est plutôt le monument de ce mouvement vers le port, vers la mer. La Canebière aussi, on la descend. Là, autour du port, Marseille est au comble d'elle-même, comme sans doute Hongkong, Singapour, ou Valparaiso, que je ne connais pas. »

Ville de réseaux, ville d'itinéraires. Chacun a les siens. Le carré serré qu'arpente, jour après jour, le jeune Allemand héros de *Transit*, entre la chambre d'hôtel où il s'est levé le premier soir, dans le contrefort de Saint-Charles, dans une ruelle proche du cours Belus (aujourd'hui haut lieu des Maghrébins), et les abords de la préfecture, du consulat des États-Unis, rue Armény, dans les deux ou trois cafés où se rencontrent tous les candidats au départ, où se racontent toutes les histoires des bateaux qui ne partent plus ou qui, déjà, ont fait naufrage.

Plus au large, l'itinéraire qui va de la ville officielle, la ville des bureaux, la ville au carré, par le cours Puget, jusqu'au rivage, jusqu'aux escarpements où sont établis les forts, issus du rocher et

confirmant ses murailles, ses arêtes, des forts toujours occupés par les militaires, jusqu'aux Catalans où débute la corniche. Une frontière affirmée, magnifiée, qui s'en va mourir en beauté loin, très loin, aux Goudes, bout du monde de bungalows et de restaurants du dimanche, là où la ville s'amenuise, usée par le combat de la mer et du rocher blanc.

Lieu de rencontre du paysan et du marin, de l'homme de la terre et de celui qui vit de la mer, « Marseille n'est plus un lieu crucial. Une porte vers quelque chose. C'est l'un des lieux où l'on se plaint le plus des immigrés, les seuls pourtant à avoir les qualités qu'avaient les Marseillais dans le temps, à prendre des risques, à entreprendre. C'était la ville des commerçants, des voyageurs : les Marseillais sont partis au loin, ils ont trafiqué, ils ont voyagé, ils ont pris langue avec le reste de l'univers. Aujourd'hui, ils se sont assis sur de l'acquis : travailler et mourir au pays. Les grandes familles, la grande bourgeoisie ont, les premières lâché Marseille, ont perdu confiance, ont cessé d'inventer. »

« Le petit peuple a vieilli. On peut bien repeindre toutes les façades en ocre - alors que Marseille est une ville blanche et pas du tout ocre. Cela n'y fera rien. Marseille n'est plus dans Marseille. »

« La vie a changé d'échelle. A 7 heures du matin, le type qui se lève à Gardanne pour aller travailler à Fos croise la dactylo qui descend d'Aix ou de Cavaillon pour se rendre dans un bureau d'avocat. C'est tout un remuement de routes, de rocade, le Grand Marseille qui bute au nord tout contre Sainte-Victoire, à l'ouest va jusqu'à l'étang de Berre, à l'est jusqu'à Marseille-Veyre. De même que la ville avait absorbé des villages devenus ses quartiers, de même, aujourd'hui, entre Marseille et Aix, c'est moitié campagne, moitié industries, avec des nappes immenses de supermarchés, d'entrepôts. La Marseille d'aujourd'hui, c'est celle-là, toute la vie qui bouillonne entre Aix et Marseille, qui pourtant se détestent. »

« Le relief même n'est plus cette contrainte heureuse qu'il a pu être. La technique en fait son affaire : on fend des montagnes en deux, on surplombe des paysages, on passe à 130 km/h à côté de Sainte-Victoire, une pancarte dit : les paysages de Cézanne... Alors que lui peignait une idée, une autre Sainte-Victoire chaque jour. »

« Il ne se passera plus rien au centre de Marseille. Le moment est venu de faire le saut : la population de Marseille diminue, mais la santé de Vitrolles augmente. Tout arrive à la périphérie : l'endroit, dans un champ où la charue ne passe pas, où on ne labour plus et où poussent d'autres plantes, des plantes nouvelles. C'est fini, les embellissements, les décors de collectionneurs de souvenirs n'y pourront rien : la vraie physiologie de Marseille aujourd'hui, c'est là où elle ressemble à Los Angeles. Les Marseillais, ça les agace, mais c'est vrai. »

« Pourtant, ils ont encore un rôle immense à jouer. Il faut voir les familles comme un grand animal vivant à travers le temps. Marseille c'est le premier endroit où la lignée se crée, s'organise, avec les espérances acharnées pour les siens de celui qui a pris le risque de tout quitter. Le moment de l'apprentissage de la ville. Où l'on quitte une culture, une civilisation

et où l'on commence à acquiescer la française. Une ville au fond encore plus française que d'autres d'avoir été tellement frottée à la Méditerranée, à l'Afrique du Nord et en même temps adossée à toute l'Europe. Ce qui était très fort avant guerre, c'était ce réservoir. On quittait le vieux monde, on le traversait, de partout, pour arriver là, rejeté, poussé vers des terres qui semblaient plus libres. »

« Beaucoup sont restés. Ceux-là même qui, au Front national ou ailleurs, tiennent les propos les plus violents, d'exclusion, contre des populations qui vivent une situation qu'ils ont connue, et oubliée. Leur assimilation à eux s'est accomplie. Presque trop bien. L'autre, c'est vrai, avec les Maghrébins, est plus difficile à réussir : langue, religion. Les Arabes sont plus « différents ». Les Napolitains pouvaient transplanter de Naples à Marseille les pratiques de l'ancienne Méditerranée, ils pouvaient adopter la Vierge de la Garde. Mais ce serait une catastrophe si l'intégration, d'une façon ou d'une autre, ne se faisait pas : s'assimiler ne veut pas dire seulement adopter une autre religion. Vision du monde, philosophie... Le monde occidental ne perdrait rien à assimiler quelques-unes des valeurs du monde arabe : la réticence est, je dirais, excessive. La pensée, mesquine. Au lieu de : « Que viennent-ils nous prendre ? », on pourrait se demander : « Que nous apportent-ils ? »

Retour à Marseille, retour à *Transit* et au paysage du Vieux-Port que surplombe (point sur une glace et filmé en collage du paysage actuel) le pont-transbordeur, image et symbole, en altitude, d'un passage, d'un raccourci entre deux rives, d'une étape dans la vie des émigrants-immigrants.

« Le vrai, dit encore René Allio, c'est l'imagination. Le passé est toujours une création. Marseille est mal connue, peu d'images, peu



de monuments. Même les cartes postales sont piégées, elles vous trompent. Marseille, est un mouvement vital, un signe de vie. La figer, c'est la fixer dans une urbanité qui aurait perdu tout allant : le jour où on aura tout peint en ocre et où il n'y aura plus d'Arabes, ce sera bien triste. On aura beaucoup perdu. »

Michèle Champenois

• Livres : *Transit*, Anna Seghers, traduit de l'allemand par Jeanne Stern, préface de Christa Wolf, Albin, 278 p., 110 F. *Carnets*, René Allio, Lieu Commun, 330 p., 140 F. *Marseille, port du sud*, Albert Londres, 1927, réédité chez J. Laffitte à Marseille, 200 p., 55 F. *Marsika*, André Suarès, Grasset, 1933, réédité chez J. Laffitte.

• Film : *Transit*, le film de René Allio, avec Sébastien Koch et Claudia Messner, a commencé à être projeté en banlieue et en province. A Paris, il est encore à l'affiche du Reflets-Logos, à 11 h 45, les mercredi, vendredi et mardi.

• A Marseille : La librairie-galerie animée par l'éditrice Jeanne Laffitte abrite aussi désormais un restaurant, dans les anciens arsenaux des galères, sur le cours d'Estienne-d'Orves, transformé en place piétonne depuis la démolition du parc de stationnement. A deux pas du Vieux-Port et du théâtre de la Criée. Les Arcsnaux. Tél : 91-54-39-37.

OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
Avec le petit-déjeuner compris
Pour réserver téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-5312278
Télex : 433294 RAMVE

TOSCANE - OMBRIE

Belles demeures de caractère à louer pour les vacances

Découvrez 1200 villas, fermes restaurées dans le catalogue Cuendet 91, 288 p toutes en couleurs, en adressant un chèque de 54 F à :



Cuendet France - M 8
24, rue Ravignan 75018 Paris
Tél : (1) 42 55 41 92

Corfou, balcon sur l'Albanie

Suite de la page 15

Ils ont le profil droit, les oreilles décollées. Leurs genoux sont saillants, leurs omoplates en angle aigu, malgré les pardessus. Ils sont tout en lignes brisées, en expressions farouches. Ils portent une cravate ou une mine insolente. Assis dans ce bateau, ils contemplent, qui un coupe-ongles, qui une montre à gousset. L'un sort son passeport, puis une icône, et embrasse frénétiquement l'image pieuse et visa, sans qu'on comprenne ce qui est le résultat de quoi. Un autre porte un cœur tatoué, sur le poignet, et deux dates : 1981-1983. Rien à voir avec une histoire d'amour. Non, il a tenté de s'évader à la nage, il a été repris, dit-il, et il a fait deux ans de prison. On renonce à parler.

Une vedette s'approche. Saranda envoie enfin une délégation à la capitainerie. Le vieux militaire, l'abas, refuse l'autorisation de débarquer aux trois représentants de la police de Corfou qui arrivent, à l'invitation de leurs homologues albanais. Une invitation ? Les autorités militaires n'en ont pas été averties. Pas d'avertissement, pas de débarquement. Depuis hier, le capitaine Assonitis a troqué sa veste pied-de-poule à col fourré contre un blouson plus diplomatique. Il a bien fait. Il faut maintenant s'atteler à régler une guerre des polices en Albanie.

Les trois policiers sont flegmatiques. Comme disent les Corfiotes, tout en soupire : « Heureusement qu'il n'y a pas de criminalité à Corfou. » Ils viennent faire connaissance avec leurs collègues. Avant eux, le maire de Corfou a passé au voyage inaugural, en août 1989. Une délégation de la chambre de commerce s'est déplacée pour évaluer les possibilités d'importation. Et l'hôpital a invité des médecins albanais. Mais, au total, rares sont

les Corfiotes qui ont tenté l'excursion. On en parle, entre consuls, lorsqu'on se croise sur le Liston. Dimanche prochain peut-être. Serez-vous des nôtres ?

L'un des policiers, au contraire, s'est mis à étudier l'albanais. Il a été envoyé en renfort dans l'un des camps ouverts sur le continent, à proximité de la frontière, pour accueillir des réfugiés qui ne cessent d'arriver à pied. Quatre-vingt-sept personnes, dont dix-huit soldats équipés de leurs armes, pour le seul week-end dernier. Des musulmans mais aussi des orthodoxes, qui n'ont même pas pris le temps de demander un visa. Les premiers ont droit à un permis de séjour de trois mois, les autres à une carte valable jusqu'en 1992.

Pour la seule île de Corfou, réputée riche et en tout cas sans chômeurs, ils sont maintenant quelque trois mille Albanais. L'Eglise s'en occupe. Et le père Athanasios en a baptisé quarante-deux, dont quelques ex-musulmans, à la chapelle Saint-Vendred. Au début, en décembre, l'élan de solidarité des Corfiotes a été entier. Les Albanais ont été logés et employés à ramasser les olives ou à repeindre. Mais, dans une île où l'on regarde les Grecs avec un peu de mépris, au motif qu'ils ont subi quatre siècles d'occupation ottomane, la « mauvaise éducation » des réfugiés a rapidement pris le pas. On commence à parler de « problème social ». On se demande comment ils se tiendront devant les touristes, « vu la tête qu'ils font déjà à la vue d'une moto ». Bref, les policiers corfiotes sont là également pour corriger. Et d'ailleurs la police albanaise ne comprend pas quelle chimère pousse ses compatriotes à partir. « Ce n'est pas vrai qu'ils ont faim. »

Il est 13 heures à Corfou, midi à Saranda. Le bateau n'a jamais mis que quatre heures pour déposer ses



passagers dans un port accessible à la nage. Les officiels albanais s'excusent et le vieux militaire, qui s'est égaré, en prend pour son grade. Un représentant, dit-on, de la « vieille école », mais heureusement la « jeune génération » est prête à prendre la relève. On s'enthousiasme. « Nous sommes européens. Nous devons nous conformer à certains standards. » D'accord, disent les Corfiotes, qui en profitent pour rappeler tous les égards dus à leurs pêcheurs. Les prochaines retrouvailles policières, se promet-on, auront lieu à Corfou. L'Albanie, subitement, semble avoir démenagé. « Maintenant que nous sommes voisins... »

De notre envoyée spéciale
Corine Lesmes

PARCOURS

Saint-Malo, millionnaire de grand large

A la fin du règne de Louis XIV, Saint-Malo connut une prospérité remarquable, grâce à ses corsaires, dont la légende a surtout retenu les coups de sabre et la façon énergique d'expédier les bateaux anglais par le fond, mais qui se doublerait en réalité de redoutables commerçants. Ils « inventèrent » la route du cap Horn qui permettait d'accéder à l'eldorado péruvien et la route du « moka » vers l'Arabie heureuse. Une longue et riche histoire.

UNE thèse de l'historien André Lespagnol raconte l'aventure des « Messieurs de Saint-Malo », comme on les appelait avec déférence à Versailles, milliardaires frais émoulus, enrichis par le commerce interlope, armant ou pilotant sur toutes les mers des vaisseaux gorgés de pièces de la Montagne d'argent du Potosi ou de trésors des Indes orientales. Récit des grandes heures de la « Carthage de la Manche ».

« Pourquoi cette dénomi-

nation « Messieurs de Saint-Malo » ?

« C'est une expression de l'époque que l'on trouve sous la plume de plusieurs ministres de Louis XIV pour désigner l'élite négociante de la place bretonne. Le terme a une certaine connotation de révérence, de respect, d'admiration même. Il est à rapprocher des « Messieurs de Nantes ».

« C'étaient les descendants de ces dynasties marchandes qui s'étaient constituées depuis la fin du Moyen Âge sur cet îlot assez improbable qu'est le rocher malouin. L'aventure de Saint-Malo avait déjà commencé. Des Malouins avaient participé aux grandes découvertes. Cartier était malouin. Et, avant lui, Saint-Malo baignait déjà dans le monde transatlantique, les pêcheurs de la cité fréquentaient les parages de Terre-Neuve, aventure presque cinq fois centenaire qui est en train de s'achever aujourd'hui.

« Au seizième siècle aussi, les Malouins avaient fait un choix fondamental en participant à un autre grand trafic de l'époque, le commerce avec l'Amérique espagnole. Commerce dont la Castille avait le monopole, mais qu'on pouvait tourner en allant s'implanter en Andalousie, à Séville ou dans son avant-port, Sanlúcar. Là, on confiait des marchandises aux navires espagnols. En retour on pouvait espérer — ce sera le grand jeu des Malouins pendant un siècle et demi — faire des provisions de métal argenté en provenance des mines américaines.

« Corsaires, pirates, toujours la même question, quelle est la différence ?

« Dans la mémoire collective Saint-Malo est la cité corsaire. La

légende ne ment pas. Saint-Malo a été un port d'armement corsaire surtout entre la fin du règne de Louis XIV et les guerres de la Révolution et de l'Empire, c'est-à-dire de Duguay-Trouin à Surcouf. Comme le Dunkerque de Jean Bart. Mais ce n'est pas une spécialité française. Flessingue, en Zélande, est aussi, à la même époque, un grand foyer corsaire.

« Etre corsaire, donc, c'est pratiquer la « course », « courir sus » à l'ennemi, c'est presque un terme de chasse. Il s'agit d'une activité « privée » visant à obtenir par la force un butin (navires, cargaisons, hommes) pour le seul profit de ses promoteurs (armateurs et financiers) et de ses acteurs (l'équipage est intéressé aux bénéfices, un tiers du produit net, par le système des parts de prises).

« Mais c'est une activité de pillage privé qui ne peut s'exercer qu'en temps de guerre, méticuleusement contrôlée par l'autorité royale qui délève « une commission d'armer un corsaire » donnant en quelque sorte l'autorisation juridique internationale de capturer les navires ennemis. La différence avec les pirates, c'est que ceux-ci pratiquent la même chasse sans aucune couverture juridique. Les corsaires, eux, sont dans la légalité. Capturés, ils sont considérés comme prisonniers de guerre, ils sont « sous la loi » et non pas « hors la loi ».

« Qu'est-ce qu'on appelle la « grande course » ?

« Un chiffre : neuf cents armements corsaires furent effectués à Saint-Malo de 1688 à 1713. Cela recouvre en réalité plusieurs formes de courses. A la base il y avait la micro-course, menée par de petits navires de 30 à 100 tonnes qui traversaient la Manche

pour attaquer des bâtiments sur les côtes anglaises, par exemple, et qui rapporte assez peu. Mais il y a de beaux tableaux de chasse. On cite souvent les « exploits » du *Jésus-Marie-Joseph*, 40 tonnes, quarante et un hommes, avec six canons, douze sabres et douze pistolets et, dit-on, commandé par un Irlandais émigré à Saint-Malo, Thomas Forembly, qui, en 1695, en un mois réussit à rançonner douze caboteurs anglais sans avoir livré un seul combat.

« Il y a la course « moyenne » avec des navires suréquipés en hommes et bien armés, qui se tiennent en embuscade à l'entrée de la Manche et qui ne laissent aucune chance aux long courriers isolés. Il y a enfin la « grande » course, qui atteint son maximum d'intensité dans les guerres de la fin du règne de Louis XIV.

« C'est une course océanique, bien au-delà des mers européennes, une course d'escadre. Les armateurs malouins arment de grosses frégates de 300 à 350 tonnes, les équipages atteignent cent cinquante hommes. Le roi qui, pour des raisons budgétaires, n'a plus les moyens d'entretenir la flotte royale, en arrive même à prêter des vaisseaux de l'Etat, officiers royaux compris, aux armateurs privés. La course devient alors une véritable stratégie alternative à la guerre maritime classique ; elle est jugée moins coûteuse et tout aussi efficace par les théoriciens officiels, comme Vauban qui estime qu'on peut « couper à l'ennemi le nerf de la guerre » en détruisant son commerce maritime. Etouffante sym-

biose entre l'Etat et le capital privé !

« C'est ainsi que sera constituée l'escadre qui part rançonner Rio-de-Janeiro en 1711 avec, à sa tête, Duguay-Trouin...

« Pourquoi Rio ?

« Parce que c'est de là que les Portugais commencent à expédier l'or qui vient d'être découvert dans le Minas-Gerais. Les Malouins pensent que la capitale brésilienne recèle des richesses extraordinaires. Ils montent une « Société de Rio » dans laquelle on investit un million et demi de livres, animée par le frère aîné de Duguay-Trouin. C'est finalement une sorte de société d'économie mixte où l'Etat s'implique également.

« Extraordinaire expédition : dix-sept navires, six mille hommes cernent Rio, forcent l'entrée de la baie. On débarque. Duguay-Trouin réussit à imposer une lourde rançon, payée en poudre d'or et en sucre, avant que n'arrivent des renforts de l'intérieur.

« Peut-on chiffrer ce que la course a rapporté à Saint-Malo ?

« On estime qu'en vingt ans le produit brut de la course malouine s'est élevé à 50 millions de livres... Rio a été une bonne affaire. Mais il y a eu des coups plus réussis. Auparavant, en 1695, Duguay-Trouin avec un de ses collègues d'aventure, ou plutôt d'entreprise, avait capturé trois vaisseaux de la Compagnie des Indes orientales anglaises. Fabuleux profit : « Mes armateurs ont gagné vingt pour un » (c'est-à-dire 2 000 pour 100) écrit tranquillement Duguay-Trouin. Et

Guide

— En bateau : par les ports italiens de Bari, Brindisi et Otrante. • Location de voitures. Outre les loueurs habituels, on pourra s'adresser à M. Spyros Lemis, de l'agence Greek Skies, 20A Kapodistria Street. Tél : (661) 39-160.

• Excursion vers l'Albanie. S'adresser au capitaine Petros Assonitis. Bateaux Petrakis, agence près du port (tél : 31-649). Visa de groupe. En s'inscrivant avant le mercredi soir, on peut se rendre à Saranda le dimanche. Prix : 53 dollars, y compris le déjeuner. Possibilités de passer une nuit sur place.

— Comment s'y rendre — En avion : aucun vol direct n'est actuellement en service. Il faut passer par Athènes.

— L'Etat perçoit-il aussi son péage ? — L'amiral de France, en tant que tel, qui se trouvait être le comte de Toulouse, le fils légitime de Louis XIV, touchait le dixième du produit brut des prises. Quant au roi, il s'adjugeait le cinquième, ce qui lui permettait de se dédommager des frais occasionnés par le prêt de ses vaisseaux. Mais l'objectif de l'Etat à travers la grande course, reste d'affaiblir l'ennemi en utilisant le dynamisme des milieux portuaires.

— Justement, on voit au même moment les Malouins à la recherche de l'eldorado péruvien... — Oui. Vers 1700, ils voient déjà plus loin que la grande course. Ils ont pensé à une autre aventure encore plus extraordinaire : joindre le Pérou directement, sans passer par les Espagnols pour accéder à la Montagne d'argent du Potosi. Il s'agit de provoquer un formidable court-circuit commercial aux dépens des Espagnols.

Régis Gayot
Lire la suite page 22

La M

C'est là, et nulle part ailleurs, qu'ils se sont rencontrés, donnant aux images d'Epinal de quoi graver la légende pour longtemps. Bonaparte et Joséphine. Joséphine et Bonaparte avec en ciel de lit, de champ de bataille et de fond de décor, la Malmaison. Séquence émotion.

JUIN 1814. Plus d'un mois déjà qu'il était installé dans cette île, souverain de l'un des plus minuscules territoires d'Europe, roi de presque rien à Vienne, Talleyrand pensait qu'il faudrait sans tarder songer à la trouver une prison avec des barreaux plus sûrs. Le temps était doux. Elle ne portait pas en elle la puissante provocation du maquis corse chauffé par le soleil, mais ses chairs étaient encore légères et, en tendant l'oreille, il pouvait presque entendre l'écho des ombres neuves dans lesquellet s'abîmaient les reliefs d'une Grande Armée réduite à n'engager ses canons que sur une dernière passe et à siffloter en sourdine la Marche funèbre.

C'est un journal de l'époque qui lui apprend la nouvelle. Bonaparte était mort à la Malmaison le 29 mai. Personne ne savait encore, personne n'avait osé le prévenir.

Elle lui était tombée sur le bras, cette joie atroce, cette ce redoutable ressentiment, ce habite les femmes supérieures, ce légèreté trop tôt dans l'air, ce rière, et châtées sans relâche, ce des maris ombreux, ce qui venait d'Alexandre de Bragance, mais l'incite à se placer, devant vingt ans, pour redresser son cipulaire, Joséphine, dans ce sentiment mitigé de la mort, apprise, mais non retenue, la maison de la rue Chateaubriand, elle habita des son mariage à Bonaparte, en 1796, révéla de bruits de vaisseaux, ce qu'ils avaient souvent pour motif, ce d'enchain qui n'était pas à vouloir tirer profit des prérogatives administrées par son premier mari.

La mère du pontonnier d'École — quelle chance d'être en ligne de mire une brève de la main — soutenait que ce n'était pas tant des suites d'une chute dans laquelle l'avait entraîné un balcon qui s'écroulait, qu'en raison de ses anciennes « manies », qu'elle ne pouvait avoir d'enfant. Mais l'Histoire à ce moment-là de l'histoire, n'avait pas un besoin urgent de se faire faire un enfant, elle venait seulement de toucher une « épée » et se demandait comment elle allait s'en servir.

« On ne change pas un héros gagnant », murmure Bonaparte bousculé par le 18 brumaire. La campagne d'Italie l'avait vu revenir au pays avec, dans sa sabretache, le traité de Campo-Formio ; celle d'Egypte, carrément, tutotier Pharaon. Un peu de repos, camarade. Une vraie et belle maison de campagne, vite, pour accrocher les produits des rapines aux cimaises de la gloire, et recevoir dignement le Tout-Consulaire. Ayant habité Croissy, Joséphine connaissait la Malmaison qu'elle avait déjà présentée et déjà cherché à « vendre » à son général. Pas mal, pas mal, avait-il fait, mais un peu cher, et puis c'est pas tout neuf, tout neuf. On verra à mon retour d'Egypte. On voyait la demeure s'en acheter en frimaire 1799.

Mi châteaux ni gentilhommières, c'est à la fois une maison trop étroite pour contenir la galerie de personnages qui s'y sont bousculés, et trop grande pour abriter le maigre patrimoine rescapé de la braderie menée par les créanciers à la disparition de la propriétaire des lieux. Restent les fantômes, souvent utiles dans les demeures frappées d'événements historiques, et qui, là, auraient l'avantage, pourrait-on dire, de continuer à donner de la voix comme si l'aventure dont ils avaient été les acteurs méritait mieux que leur soudaine et brutale mise au rancart. Il y a encore de l'impatience à vivre, à la Malmaison.

هكذا من الرجل

La Malmaison, Trianon consulaire

C'est là, et nulle part ailleurs, qu'ils se sont rencontrés donnant aux images d'Épinal de quoi graver la légende pour longtemps. Bonaparte et Joséphine, Joséphine et Bonaparte avec en ciel de lit, de champ de bataille et de fond de décor, la Malmaison. Séquence émotion.

Juin 1814. Plus d'un mois déjà qu'il était installé dans cette île, souverain de l'un des plus minuscules territoires d'Europe, roi de presque rien - à Vienne, Talleyrand pensait qu'il faudrait sans tarder songer à lui trouver une prison avec des barreaux plus sûrs. Le temps était doux. Elle ne portait pas en elle la puissante provocation du maquis corse chauffé par le printemps, mais ses chaînes étaient encore légères et, en tendant l'oreille, il pouvait presque entendre l'écho des sombres beuveries dans lesquelles s'abîmaient les reliefs d'une Grande Armée réduite à n'engager ses chances au tric-trac que sur une demi-solde et siffloter en sourdine la Marche consulaire.

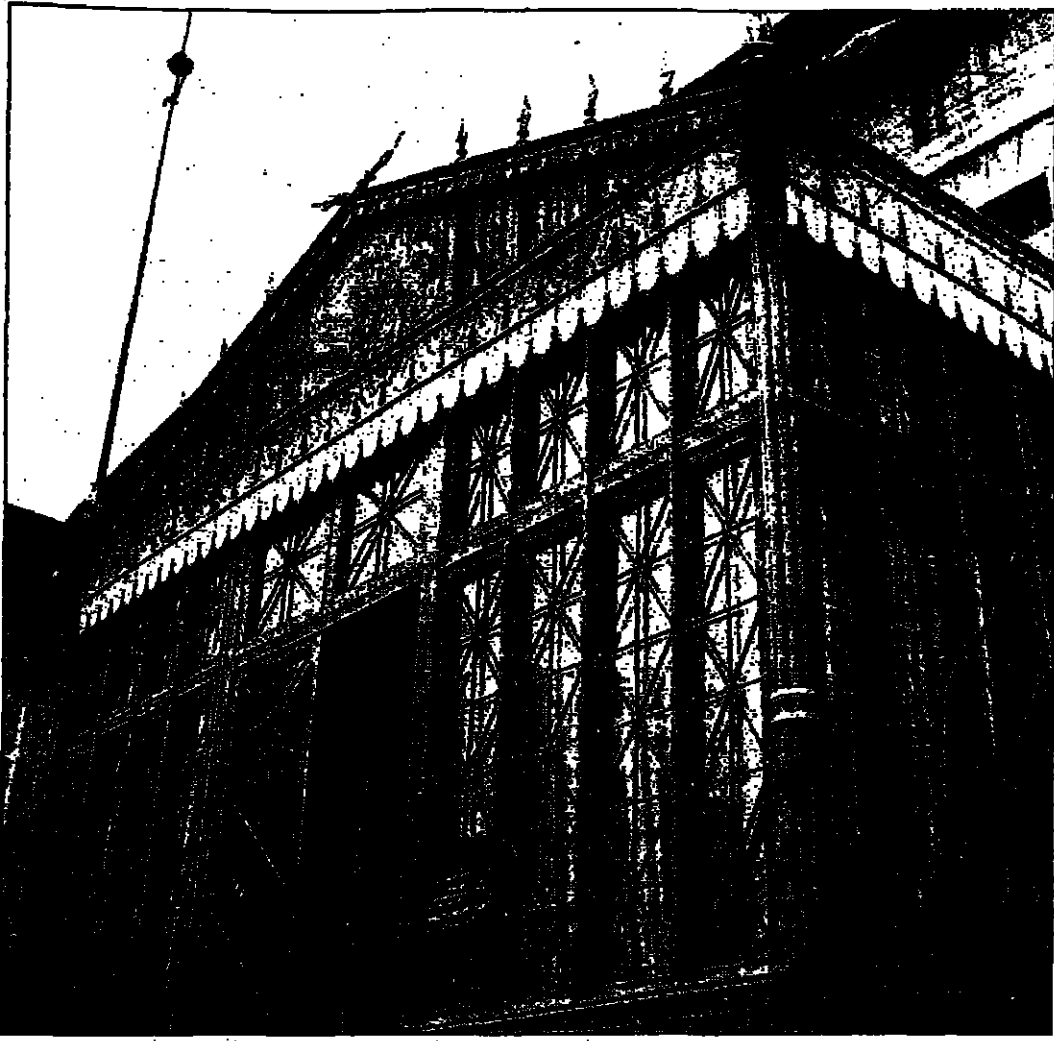
C'est un journal de Gènes qui lui apprit la nouvelle : Joséphine était morte à la Malmaison, le 29 mai. Personne ne l'avait prévenu, personne n'avait songé à le prévenir.

Elle lui était tombée dans les bras, cette jolies créole, armée de ce redoutable ressentiment qui habite les femmes suspectées de légèreté trop tôt dans leur carrière, et châtées sans retenue par des maris ombrageux. De ce couple d'Alexandre de Beauharnais l'incite à se placer, dès ses vingt ans, pour redressement disciplinaire, Joséphine sortira avec le sentiment mitigé de la leçon apprise, mais non retenue. La maison de la rue Chanteraine, où elle habita dès son mariage avec Bonaparte, en 1796, résonnera de bruits de vaisselle cassée qui avaient souvent pour motif le peu d'entraîn qui mettait la dame à vouloir tirer profit des préceptes administrés par son premier jaloux.

La mère du pontonnier d'Arcade - quelle chance d'avoir en ligne de mire une bru de ce calibre - soutenait que ce n'était pas tant des suites d'une chute dans laquelle l'avait entraînée un balcon qui s'écroulait, qu'en raison de ses anciennes « mœurs », qu'elle ne pouvait avoir d'enfant. Mais l'histoire à ce moment-là de l'histoire, n'avait pas un besoin urgent de se faire faire un enfant ; elle venait seulement de toucher une « épine » et se demandait comment elle allait s'en servir.

« On ne change pas un héros qui gagne », murmure Bonaparte bousculé par le 18 brumaire. La campagne d'Italie l'avait vu revenir au pays avec, dans sa sabretache, le traité de Campo-Formio ; celle d'Égypte, carrément tuteur Pharaon. Un peu de repos camarade. Une vraie et belle maison de campagne, vite, pour accrocher les produits des rapines aux cimaises de la gloire et recevoir dignement le Tout-Consulat. Ayant habité Croissy, Joséphine connaissait la Malmaison qu'elle avait déjà présentée et déjà cherché à « vendre » à son général. Pas mal, pas mal, avait-il fait, mais un peu cher, et puis c'est pas tout neuf, tout neuf. On verra à mon retour d'Égypte. On voyait. La demeure est achetée en frimère 1799.

Mi château ni gentilhomme, c'est à la fois une maison trop étroite pour contenir la galerie de personnages qui s'y sont bousculés, et trop grande pour abriter la maigre patrimoine rescapé de la braderie menée par les créanciers à la disparition de la propriétaire des lieux. Restent les fantômes, souvent utiles dans les demeures frappées d'événements historiques, et qui, là, auraient l'avantage, pourrait-on dire, de continuer à donner de la voix comme si l'histoire dont ils avaient été les acteurs méritait mieux que leur soudaine et brutale mise au rancart. Il y a encore de l'impudence à vivre, à la Malmaison.



Ca se sent. Il est vrai que la crémaillère y avait été pendue dans une ambiance propice à l'exubérance et à l'optimisme : la Terreur en avait fini de rougir la Révolution, la France aurait bientôt un code civil, les armées se drapaient dans des étendards pris à l'ennemi, la peur était un mauvais rêve.

« Si ce n'est sur un champ de bataille, je n'ai jamais vu Napoléon Bonaparte plus heureux que dans les jardins de Malmaison », dit Bourienne qui s'y connaissait en Napoléon, ayant été son condisciple à Brienne, et fait par le même secrétaire particulier et confident de toutes les choses de l'État. Heureux ? Oui, mais tout ça lui coûtait de l'argent, beaucoup d'argent. La bâtisse tenait debout par l'opération du Saint-Esprit et les travaux de restauration seront le cauchemar des deux architectes commis à la tâche, Perrier et Fontaine, qui ne savent par quel bout prendre les travaux pour donner un peu de caractère à une demeure qui en était fortement démunie. Fontaine surtout qui, dans son journal, ne cesse d'hésiter entre remettre sa démission et se tirer une balle dans la tête, coïncé qu'il était entre les aspirations de Joséphine à faire de l'endroit « un lieu de délices », et les factures des charpentiers, des maçons et des serruriers à présenter au rugueux consul.

Il y a du stupeur à la place du marbre, à la Malmaison. Malgré les trois millions de francs or de dettes que Joséphine laisse en héritage à son fils bien-aimé, Eugène, l'endroit ne s'élève guère au-dessus des prétentions d'une grosse maison bourgeoise où, quand on reçoit un peu trop d'invités, seul un système de portes coulissantes permet de faire manœuvrer les servants de plateau de petits fours et de donner l'illusion d'un peu d'espace. Le projet de construction d'une villa palladienne est évoqué un moment, mais ne résiste pas à la présentation des premiers devis. Tout est affaire d'argent dans cette demeure, dirigée par une dépensière d'exception et régentée par un homme près des sous. Il fallait pourtant se mentir.

Entre le pompier et l'égyptien, on s'aime à coups de styles solides à la Malmaison. Le « Trianon consulaire », comme le désigne le Paris frondeur, accueille les recherches les plus prometteuses et les moins définitives. Un artisan en vue du faubourg Saint-Antoine, qui ne perd rien des essais qui sont tentés du côté du ponner l'illusion d'un peu d'espace, voit, lancera une campagne de publicité en s'appuyant sur ce slogan : « Ici, nous faisons de l'antique dans le style le plus moderne ». Antique derrière

lequel se camouflent les fines références à une vie de bivouacs et de combats, de nuits brèves et de réunions de chefs d'état-major : la Malmaison est, pour ainsi dire, posée sous une tente prête à laisser jaillir à tout instant un guerrier, fulminant, pressé de mettre à exécution les dernières trouvailles de son art.

De choix éclectique dans le rassemblement des tableaux et des objets dont elle pare la Malmaison, Joséphine semble plus délicate quand elle se lance dans l'exploitation de l'un de ses dadas : la botanique. Une serre chaude abrite ses recherches et les résultats de multiples acclimatations de plantes exotiques, qu'elle n'hésite pas à faire venir de Londres, violant ainsi les consignes de blocus, mais apportant aux jardiniers français de quoi greffer pour longtemps.

Cette fille de la Martinique aimait le jasmijn, la violette de

Parme et la rose de Damiette. Berpère à l'exotisme affûté, elle avait nourri le parc de toute un bric-à-brac animalier où l'on voyait des autruches fuir devant des kangourous et des flamants roses regarder des biches boire à leur eau. A table, un jeune orang-outan essayait de respecter l'étiquette en vigueur chez le premier consul - les expéditions scientifiques servaient aussi à ça - et le soir on allait prendre des cours de diction sous la baguette de Talma, tragédien à la voix forte et au talent reconnu. Bref, tout ce petit monde passait du bon temps en attendant les caprices du destin, et les décisions qu'allait avoir à prendre l'homme qui mangeait seul dans la pièce d'à côté.

En 1800, nouveaux bruits d'armes, mais bonne nouvelle pour la cuisine française : Marengo. Deux ans plus tard, c'est le traité d'Amiens et, partout dans le pays, on voit fleurir des hôtels et des cafés d'« Angleterre ». C'est la paix. A la Malmaison, entre deux légères querelles de famille, c'est la joie. Les époux terribles partagent la même chambre et encore le même espoir : un descendant. Assez mal pratique pour brasser des idées et remuer du personnel, la place est progressivement abandonnée par Bonaparte qui lui préfère Saint-Cloud à partir de 1802. Il laisse le domaine à sa femme et à son sens des affaires. Embellissements en tout genre, mobilier coûteux, achats de terres : la future impératrice - puis l'impératrice - donne du travail à tous.

Malmaison devenait le jouet d'une femme qui présentait le pire et se préparait à transformer les heures de bonheur en heures de veille. Quand, en décembre 1809, le divorce est prononcé, elle ferme les pièces les plus démonstrativement napoléoniennes de sa demeure et n'autorise que de rares intimes à les visiter. Le culte trouvait ici son premier sanctuaire.

Join 1815. « L'ex-Empereur s'est déterminé à quitter l'Élysée pour aller à Malmaison, où il est resté

jusqu'à ce jour. On croit qu'il ne s'occupe plus en rien des affaires de l'État. La résignation avec laquelle il s'est démis du pouvoir est inconcevable, et l'on ne sait ce qu'il va devenir » (1). Lui non plus ne savait pas ce qu'il allait devenir. Il était retourné à la Malmaison, avait marché dans le parc et attendu un passeport qui le conduirait en Amérique. Il n'irait pas en Amérique. Le der-

nier jardin qu'il fréquenterait serait celui de Longwood, et le dernier intendant, chef jardinier et gélier, un certain Sir Hudson Lowe. Un pas commode.

Jean-Pierre Quélin

(1) Malmaison, château et domaine des origines à 1904, par Bernard Chevalier. Éditions de la Réunion des musées nationaux. 280 F.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

08400 CANNES

HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des congrès. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. T.M. direct, minibus.

08500 MENTON

HÔTEL-VILLA NEW-YORK ***
LOGES DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV couleur, téléphone direct, vue panoramique, jardin, parking clos. La tranquillité à 100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en 1/2 pension à partir de 1 300 F.
DOC : 93-35-78-69. Fax 93-35-55-07.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON ***
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
59 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-37-62-55 - Tél. 470418
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-68.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibus.

Ile-de-France

94340 Joinville-le-Pont
Aux portes de Paris : RER
8^e Joinville
Garage fermé, calme, proche restaurants, chambres 1 lit pour 2, 2 lits single, ou deux doubles lits, à partir de 250 F.
CINEPOLE HÔTEL **
8, avenue des Platanes.
Tél. : 48-89-99-77 Fax : 48-89-43-92.
TV couleur Canal +.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Été-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade
Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-62.
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
T.M. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

AU CŒUR MÊME DE PARIS

(Madeleine, Opéra, Concorde)

L'HÔTEL BURGUNDY ***
8, rue Duphot, 75001 Paris.
Téléphone : 42-60-34-12.
Télécopie : 47-03-95-20.
Tél. : 213 380 F.
Parkings à proximité.
Chambres 2 personnes : 660 F.
Chambres 1 personne : 580 F.
(Prix nets, petits déjeuners inclus.)
Calme total.
Excellent restaurant.

PROTEGE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. T.M. direct, minibus.

Provence

AUX-EN-PROVENCE

HÔTEL RÉSIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HÔTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUREGE LA CLÉ DES CHAMPS ***
Logis de France
Toutes chambres avec w.c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS.
Pratique de golf gratuite.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.
Chambres superbes.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

TOURISME

Voyage « vrai » aux USA, de San Francisco à Los Angeles, via Las Vegas. Grands espaces. Nature, tourisme et rencontres en Arizona avec les habitants de la route 66. Un voyage dans les années 60. Départ le 21-04. Renseignements : (1) 43-25-38-37.

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bus, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max., tables d'hôte. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. rand. pédestres, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 300 F à 2 750 F par semaine. Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Guide

● Le Château de la Malmaison est un musée national, ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 16 h 30 (17 heures à partir du mois d'avril). Prix d'entrée : 25 F. Gratuit jusqu'à 18 ans, 13 F de 18 à 25 ans et après 60 ans. 13 F pour tous le dimanche. Entrée gratuite pour les militaires en tenue. Tél. : 47-49-20-07.

Accès : Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). RER jusqu'à la Défense et autobus 158 A qui suit la nationale 13, direction Saint-Germain-en-Laye.

A proximité, le château de Bois-Préau abrite un autre musée napoléonien. Ouvert de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, sauf le mardi. ●

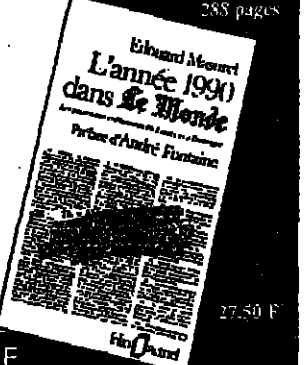
1990

FLORENCE ARTHAUD
PREMIÈRE

Une coédition

Le Monde éd. Ouellet

EN VENTE EN LIBRAIRIE



TABLE

Soupe de moules

J'ai eu l'occasion de raconter l'aventure du marin irlandais, unique rescapé d'un naufrage dans la baie charentaise de l'Aiguillon. Pour survivre, Walton, ayant remarqué que la nuit les oiseaux dans le vase, plantés par un énorme filet, reliés de quelques temps, il s'aperçut que de jeunes moules s'étaient fixées en essaims sur ces pieux. Qu'elles grossissaient ainsi plus vite. La mytiliculture était née avec ces moules... de bouchots (de bout = clôture et chaot = bois).

Les moules, là-bas, c'est l'éclat de la mouclade, deux plats charentais savoureux. A Paris, ce furent les populaires moules marinières. Mais, ne l'oublions pas, ce peut être aussi un potage.

C'est vers les années 50 que le chef Louis Barthe, au « piano » de chez Maxim's, eut l'idée de cette chose à la fois simple et merveil-

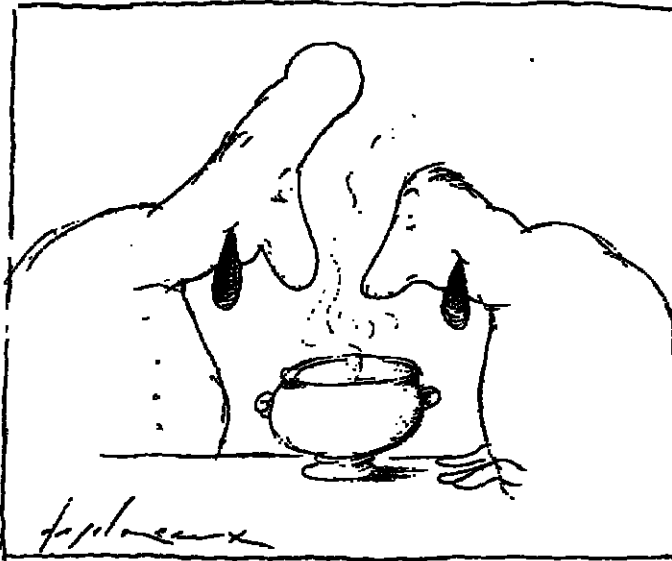
leuse : il fit ouvrir de grosses moules, en casserole, avec oignons émincés, queues de persil, céleri, poivre concassé, puis y ajouta fumet de poisson et vin blanc. La cuisson décantée, passée au linge fin et réduite, est alors enrichie de crème fraîche et le potage (qui peut du reste se servir glacé) est proposé bouillonnant, escorté de paillettes au parmesan.

Un fidèle client, vieil habitué de Maxim's, s'enthousiasma pour cette création, et Barthe eut l'idée de la lui dédier. Il se nommait William Brand, William ? Diminutif : Billy, d'où Billy Brand et d'où enfin le potage Billy By !

Il figure toujours à la carte de chez Maxim's, maison de tradition. Pierre Cardin y veille, comme il est attentif à tout ce qui est l'honneur souriant et le parisianisme élégant de ses gourmandes maisons (1). Avec les onfs Magda et bien d'autres plats

qui font, ajoutés au décor et à l'Histoire, d'un dîner chez Maxim's un soir de fête.

Mais Barthe n'est-il connu M. Bequet, chef normand dont le fils, également cuisinier, tenait restaurant dans le 14^e arrondissement ? Je le pense, et c'est pourquoi le potage Billy By figure depuis longtemps, ici, à la carte. Et le successeur de Bequet, M. Huc (excellent cuisinier qui travailla avec Jean Moussé et le grand Legay, actuellement au Ritz) a conservé à sa carte le Billy By. Avec aussi une soupe de poissons et sa rouille, un foie gras d'oie, des gourmandises des Grisons, les poissons (dont la marmite dieppoise, sorte d'enseigne de la maison), le rognon de veau moutarde, etc. Les salades peuvent à votre choix être assaisonnées aux huiles d'olive, de maïs, de noix ou d'arachide. Un fromage blanc « comme à la ferme » voisine le plateau. Dans ce cadre



gentillet (murs tendus de tissu fleuri et boiseries claires, service féminin attentif), il y a un menu-suggestion à 240 F et la carte (compter 350 F env.) Notez donc la Chaumière des Gourmets (22, place Denfert-Rochereau,

tél. : 43-21-22-59. Fermé samedi midi et dimanche). Et si par hasard vous avez envie de faire « à la maison » ce potage dédié au gourmand William Brand, sachez choisir votre marchand de moules. Oubliez d'abord celles

que l'on trouve en conserve au naturel.

Choisissez des moules de bouchot (on les différencie parfaitement des autres à ce qu'elles ont toujours le bord de la coquille opposé à la charnière, bord ventral, légèrement convexe, alors que les autres ont le bord concave). Enfin, une étiquette de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes garantissant leur fraîcheur doit figurer sur la bouchette. Avant l'emploi, vous les brosserez bien (rejetant les coquilles entrouvertes) et les gratterez sous l'eau courante.

Notez encore la soupe glacée aux moules d'Alain Dutournier du Trou Gascon, les moules en brochettes, en salade ou frites. Mais, croyez-m'en, le potage Billy By est délicieux. Profitez du dernier mois en « r ».

La Reynière

(1) Le signal à l'écuyer un magnifique ouvrage illustré : Maxim's, cent ans de vie parisienne, publié chez Robert Laffont.

SEMAINE GOURMANDE

Le Clovis

Palaces à part, les très bons hôtels de classe se multiplient à Paris. Parmi ceux-ci on peut compter le Pullmann Windsor de la rue Beaujon. Il est vrai qu'il possède un bon directeur, Guy Rameau, lequel de surcroît veille avec soin à la marche de son restaurant : Le Clovis, pour qui il a trouvé, avec le jeune Dominique Roué, un chef de qualité. Une salle claire, moderne, un service correct, une cave intéressante et... la cuisine !

Entrées et poissons très étudiés, du tartare de dorade rose et saumon mariné au bar cuit sur sel de varech, de la papillote de foie gras au citron au blanc de cabillaud, acidulé aux grenades. L'agneau pyramidal est accompagné d'une crème de haricots, le foie de veau de frites de céleri, et je me suis régalé d'une joue de bœuf, fondante sous sa croûte de gros sel, gâtée et humblement superbée (servie avec des carottes... pourquoi pas du chou braisé ?). Le canard sauvage est escorté d'une ratatouille de fruits mais, sur commande, le soir, il peut être servi « à la rouennaise », pressé devant vous selon le meilleur rite canardier. Très beaux fromages bien présentés et desserts signés J.-M. Leyrat. Sélection de cafés. A la carte il vous faudra compter 500 F, mais le soir il y a un « menu privilégié » (175 F) et aux dîneurs un « menu d'affaires » (245 F). Menu dégustation (450 F).

► Le Clovis, 4, rue Barthe-Albrecht (75008). Tél. : 45-61-15-32. Fermé le samedi et le dimanche. Parking : Hoche, salons, A.E.D.C. C.B. Chiens acceptés.

gasma (fromage de pays), etc. Du côté de-buzet au madiran, une dizaine de vins à moins de 100 F permettent une addition de 200/300 F très « couleur locale », avec l'accueil sympathique qui convient.

► Chez Ttote, 22, rue Falguère (75015). Tél. : 43-22-34-73. Fermé le samedi midi et le dimanche soir. C.B. Chiens acceptés.

La Passion

En ce décor d'une élégance simple, une excellente cuisine signée Gilles Zellenwarger (je l'ai souligné à l'ouverture). Elle ne pouvait que s'améliorer et son foie gras de canard « à la façon » s'exalte d'un verre de Château de Maille 1973, par exemple. Savoureuse croûte de petits gris, suprême de sole menthe fraîche, agneau crème d'ail, avec la tradition du tournedos Rossini ou d'un savoureux bourguignon de queue de bœuf. Séduisants desserts, un menu-carte à 180 F, un menu « tradition » à 150 F, un menu « dégustation » à 360 F. Une quinzaine de vins à 120 F (de l'excellent montagny 1988 de Maurice Bertrand au vouvray tranquille 1986 de Marc Brédif en passant par le cabors 1980).

► La Passion, 41, rue des Petites-Champs (75001). Tél. : 42-87-53-41. Fermé le samedi midi et le dimanche. Parking : Bourse. C.B.

Le Relais à Mougins

On connaît cette excellente petite maison de la Côte, animée par André Surmain. Ce dernier vient de mettre au point, avec son chef Dominique Louis, outre sa belle carte connue, un menu « bistro ». Pour 140 F, vous vous régalez de l'amus-gueule, d'une salade mêlée au saumon fumé, d'un poisson ou de volaille rôti avant le dessert du jour.

► Le Relais à Mougins, place de la Mairie (06250). Tél. : 93-90-03-47. Fermé le lundi et le mardi midi. C.B.

Chez Ttote

C'était encore, voici peu, le Clos du Moulin. Ttote (Isabelle Joseph) Jamégué vient d'y installer une mini-ambassade basque, dans une petite salle aux murs beige et blanc de crépi, aux poutres brunes et aux rideaux bleus. Les plats ? Garbure, jambon de Bayonne, salade basquaise, piperrade, chipirons, paëlla, ttoto, dorade « oyarsin » (village où le patron-chef a découvert ce plat exquis), poivrons farcis, ardi-

Le roquefort

A Roquefort-sur-Soulzon, le piton calcaire du Combailou, détaché du Larzac, abrite de nombreuses galeries naturelles où les fromagers déposent leur production. Un courant d'air, chargé d'humidité douce et de spores, que ces caves rendent féconds, évalue ce séjour. Ces vents coulis donnent naissance à une « fleur » ou « fleurine » favorisant ainsi le développement d'une moisissure de *Penicillium roqueforti*. Ce travail mystérieux ne serait rien sans la qualité particulière, assurée des producteurs, du lait des brebis des causses de l'Aveyron, aidées pourtant par celles de Corse et des Pyrénées, qui se prête admirablement à un tel affinage en caves naturelles.

Là est la première contrainte d'un produit autrefois artisanal, confronté aux nécessités de la grande distribution. Mais passons. Les pâtures fournissent le lait de juin à décembre ; les caves d'affinage sont ouvertes jusqu'en mars, moment de la production lorsque les vents et la température sont propices. Cette « pollinisation » évoque les cadres parfumés et gâtés de la ruche conservés autrefois dans quelque grenier. Une image forte et odorante, le souvenir de la fleur qui fertilise l'imagination, la sublime et l'exalte. A Roquefort, la « fleurine » est le lait de la mémoire, où se prend le caillé et s'affine, « à beurre », le fromage. Telle la serre à pommes anciennes, locard, rainette ou canada grise, une odeur qui fait corps avec le bonheur et assure, par sa pérennité, de nouvelles maturations.

La fleurine a des vertus germinalives que l'on accorde par la piqûre de cent aiguilles qui font pénétrer au cœur de la masse molle l'irremplaçable ferment, et donnent sa saveur unique à la pâte onctueuse. Jean-André Chariol présente, à Baunanière, un roquefort riche, doux et onctueux. On le trouve souvent, au nord de la Loire, plus sapide et volontiers rugueux. La saison,

la conservation, sa durée influent à l'évidence sur « le premier fromage d'Europe », selon Diderot. Mais c'est aussi le plus ombrageux, ce qu'indiquait Pléne, déjà, pour qui l'ancêtre du roquefort était très prisé à Rome. Le fromage de brebis, en effet, est une constante méditerranéenne : on le trouve en Grèce, en Italie et en Espagne. Polyphème, dans l'*Odyssée*, « trait ses brebis avec le plus grand soin » ; puis, laissant cailler la moitié de ce lait, « il la dépose dans des corbeilles tressées ».

Le roquefort de la marque Société est un produit industriel renommé. Il en est livré chaque année plus de 15 000 tonnes sous papier métallisé, ou coupé en tranches sous film plastique. La température d'origine n'est plus guère respectée, au vu du suint qui entoure alors le produit développé. « Mais, dit Henry Voy, maître fromager, 21, rue Vignon, à Paris, il y en a certainement de bons parmi la masse. » Sans doute. La marque Coulet, renommée elle aussi, s'oriente vers l'industrialisation. La maison Carles maintient le moulage à la main d'un fromage qui vient du lait de brebis chanifié, « thermisé » semble-t-il, mais non pasteurisé, à 72 degrés. Cette opération atteint les ferments qui donnent le goût. C'est là peut-être l'explication d'un registre de saveurs pour le moins contrasté.

La norme européenne velle banaliser ces produits d'élevage, ou bien les techniques industrielles auront-elles pris les devants ? On constate que les jeunes habitués - « en culottes courtes », dit la publicité - délaissent le fromage affiné, qui n'a guère d'avenir, au profit de produits laitiers pasteurisés, au goût neutre et incertain. « Le fromage, c'est râpé ! », dit encore Henry Voy, sage déboulaire, avant de retourner à l'élevage en cave de ses merveilleuses que l'on peut déguster à la Ferme Saint-Hubert. Les groupes agroalimen-

taires puissants rachèteront-ils les petits producteurs de marque, pour ajouter un label de qualité - provisoire - à leur production ? L'avenir est incertain au pied du Combailou. Ce genre de fromage est cher : 140 F pour un kilo de Brucio Corse, 130 F pour un roquefort. Et si Roquefort Société développe la plus grosse production et dispose des plus belles caves, il n'en reste pas moins que les quatre ou cinq marques artisanales sont en équilibre précaire. Car, à l'exemple des vins d'exception, ce fromage connaît le cycle des saisons et les années de brebis maigres.

On le dégustera au mieux de sa forme, avec un porto vintage (de L'Énothèque, 20, rue Saint-Lazare, Paris 9^e ou des Caves du Marais, 64, rue François-Miron, Paris 4^e). Il s'accordera aussi bien avec quelque bouteille de côte-de-nuits, de côte-rotie, ou du pied de la montagne Sainte-Victoire et du Ventoux, « miroir des Aigles ». La merveille du roquefort est au lait caillé biblique d'Abraham ce que la rose triomphale de Chartres, veinée de lumière, est à la modeste églantine. Une manière émouvante, dans ces plateaux du Causse, de chanter comme saint François, le « Cantique des créatures ». Jusqu'à quand ?

Jean-Claude Ribaut

► Lire : *Le Livre de l'amateur de fromages*, de Michel Chast et Henry Voy, Robert Laffont/Michel Archimbaud (1984).

Quelques adresses parisiennes : Cantin, 2, rue de Lourmel, Paris 15^e. Marie-Anne Cantin : 12, rue du Champ-de-Mars, Paris 7^e. Dubois : 80, rue de Tocqueville, Paris 17^e. La Ferme de Passy : 39, rue de l'Annonciation, Paris 16^e. Barthélemy : 51, rue de Grenelle, Paris 7^e (marque Coulet). La Ferme Saint-Hubert : 21, rue Vignon, Paris 8^e. Troté-Pascal : 97, rue Saint-Antoine, Paris 4^e (marque Papillon).

Palaces banlieusards

C'ELA va-t-il devenir une mode ? Et nos grands palaces parisiens résistent mal aux embouteillages et au grouillement capital vont-ils trouver des rivaux en banlieue ?

Certes, à Versailles, le Trianon Palace avait sa petite renommée et d'historiques souvenirs. Mais, racheté par un groupe japonais qui vient d'investir plus de 300 millions dans une prestigieuse rénovation, il rouvrira dans quelques mois, sous le contrôle efficace de Paul Bougenaux, un grand directeur, avec non seulement, au « piano », l'excellent Gérard Vié mais, dans son parc, un ensemble baptisé « Royaume de la Beauté » : piscine, hammam, salle de gymnastique et de massage, la biophysio- logie de Giverny. Et les cures de remise en forme avec des menus diététiques de Gérard Vié mêlant ainsi le régime et la gastronomie.

Mais voilà encore une nouveauté : un véritable palace de poche est le Mont Royal Hôtel (à la Chapelle en Serval, 60520. Tél. 44-60-61-62). Animé par Jacques d'Hoir, également un excellent directeur (que nous connaissons au Maurice puis au Sofitel Bourbon). Ici, le restaurant Stradivarius sera, que dis-je, est déjà « la chose » d'un jeune chef de talent, Didier Defontaine. A découvrir sans faute. L. R.

GASTRONOMIE

LE SOUFFLÉ

Menu à 190 F

et une soufflée.

28, rue du MONT-THOMAS (coin de la place Vendôme)

Nous ouvre : 42.88.27.78

Fermé le dimanche.

ALLIGATORS

BAR AMÉRICAIN

Restaurant : cuisine italienne.

Diner avec orchestre de jazz de 21h à 2h du matin.

Réservez : 42.84.11.27

23, av. du Maine (15)

Le Sybille

Saint-Germain-des-Près

Maison du XVI^e siècle

CUISINE TRADITIONNELLE

SOIRÉE JAZZ en fin de semaine

6, rue du Sabot (6^e)

42-22-21-56

GASTRONOMIE

La Onedina

Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien

92240 Malakoff

Tél. : 46-45-94-57

Fermé le dimanche soir et lundi

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	PORTE D'ORLÈANS ALESIA
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 ^{er} , 47-23-54-42. Joug, 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-67-88-81 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nathan, 13 ^e Spécialités éthiopiennes.	ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58 6, rue d'Alsée (14 ^e). F. dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Viandes d'un chef du Périgord.
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
COPENHAGUE, 1 ^{er} étage FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e F. lundi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.	LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e) Fdim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux.

24 Les marchés financiers ont subi un choc à la suite de la décision de la Banque mondiale de réduire son aide à l'Algérie.

25 L'indemnisation du chômage partiel à Air France.

26 Le câble parisien impose le D2 Mac à la Sept.

27 Marchés financiers.

28 Bourse de Paris.

Alors que le diagnostic sur « un nouveau tassement de la croissance mondiale » se confirme pour 1991

Un équilibre douteux

Le Koweït s'apprête, selon le *Financial Times* à emprunter 20 milliards de dollars (environ 100 milliards de francs) aux banques internationales pour commencer la reconstruction. Les besoins financiers en provenance du Golfe risquent d'être extrêmement importants si l'on en croit les estimations faites sur le coût de la reconstruction, qui varient entre 30 et des centaines de milliards de dollars. Dans ces conditions, on comprend que le ministre français de l'économie ait déclaré jeudi 7 mars qu'il ne croyait pas à une importante baisse des taux dans l'immédiat. Une forte demande de crédit risque effectivement de renchérir le prix de l'argent, le grand équilibre épargne-investissement se réalisant à des niveaux élevés, peut-être plus élevés encore qu'actuellement.

Tel est le risque. Faut-il pour autant l'exagérer en oubliant tout ce qui, dans la situation actuelle, va au contraire dans le sens d'une détente des taux d'intérêt. On a trop tendance à oublier que le monde vit actuellement la phase basse d'un cycle d'investissement, qui a dû prendre son essor vers 1982-1983 et semble s'être retourné l'année dernière.

Cette rupture a des conséquences considérables sur les besoins d'épargne. On estime qu'en 1990, l'investissement des pays industrialisés s'est accru de 230 ou 240 milliards de dollars. Si pause il y a cette année, les besoins d'épargne nouvelle diminueront beaucoup. Les besoins financiers du Koweït - et de l'Irak - si considérables soient-ils, ne sont pas à la mesure d'un tel phénomène. Encore pourraient-ils se révéler très exagérés si l'on en croit certains officiels français qui se sont rendus au Koweït. Quant aux besoins émanant des pays de l'Est, ils sont potentiellement considérables mais ne s'expriment pas tout de suite, du fait des incertitudes politiques et économiques. L'Allemagne, quant à elle, grande pourvoyeuse d'épargne, est en train de basculer avec ses problèmes de réunification. Sa balance des paiements courants a été déficitaire en janvier pour la première fois depuis longtemps. Les États-Unis devraient voir se réduire leur déficit extérieur.

Il n'est donc pas certain du tout que de fortes tensions apparaissent à court terme sur les besoins d'épargne, entraînant une hausse des taux d'intérêt. Il en va bien sûr très différemment si la conjoncture se retournait, les pays industrialisés recommençant à beaucoup investir. Tel n'est pas, hélas, dans l'immédiat le plus probable.

ALAIN VERNHOLES

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

7 mars Variation par rapport à la semaine précédente

WTI (West Texas Intermediate) à New York 19,42 - 0,31

8 mars

Brent à Londres 18,55 - 0,34

Tenue

Les cours du pétrole ont continué de reculer jeudi sur le marché new-yorkais. Le baril de brut de référence aux États-Unis a terminé en baisse de 31 cents. Le recul était plus modeste que la veille, mercredi, où il avait perdu 70 cents. La tendance était analogue sur le marché londonien vendredi à l'ouverture. Les négociations tendent à l'ouverture de la réunion de l'OPEP, prévue pour le 11 mars, même si, selon eux, elle se devrait de déboucher sur des décisions politiques spectaculaires. Dans une entente au Figaro du 8 mars, un entretien au Figaro du 8 mars, l'ancien ministre algérien Chérif Yaman assure que « le pétrole peut tomber à 15 dollars ».

La direction de la prévision table sur un rapprochement des politiques économiques dans les pays industrialisés

Une semaine après la fin de la guerre, les grands pays industrialisés, à nouveau préoccupés par les questions économiques, s'interrogent sur la conjoncture, plus déprimée que prévue. Les représentants (des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales des pays du groupe des Sept) débattent à l'OCDE, jeudi 7 et vendredi 8 mars à Paris, de la sortie de la récession et des capacités des pays occidentaux à financer simultanément la reconstruction de l'Europe de l'Est et celle du Golfe. « La conjoncture mondiale est plus sombre aujourd'hui qu'il y a quelques mois », estime la direction de la prévision du ministère français de l'économie, dans l'analyse de la situation internationale qu'elle a rendue publique mercredi 6 mars (1).

Selon les experts de la direction de la prévision (la « DP ») du ministère de l'économie, deux mouvements se superposent pour expliquer la dégradation de l'économie mondiale. « Le premier est l'essoufflement de la longue phase d'expansion connue par les grands pays industriels depuis 1982. Le deuxième est la perturbation créée par la crise du Golfe et son impact psychologique ». La DP, si elle estime que les pays anglophones pourraient connaître, au second semestre de cette année, « des premiers signes de reprise », prévoit aussi un ralentissement au Japon et en Allemagne. Au total, ses prévisions portent, en 1991, sur un « nouveau tassement de la croissance mondiale ». S'il s'est assombri depuis quelques mois, le jugement de la DP repose sur une analyse en trois parties comportant tout de même certains éléments favorables.

Accélération de l'inflation

Ces dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance économique des principaux pays industrialisés (2), croissance passée en moyenne de 4,8 % en 1988 à 3,3 % en 1989 et à 2,7 % en 1990. Cette tendance se poursuivrait avec un taux de 1,7 % cette année, aucun pays n'affichant cependant des taux négatifs (-0,3 % prévu cette année pour la Grande-Bretagne et +0,1 % pour les États-Unis après respectivement +1 % et +0,9 % l'année dernière).

De même, l'inflation pour les neuf pays cités s'est-elle accélérée au fil des dernières années, passant d'un taux moyen de 2,8 % en 1988 à 3,9 % en 1989 et à 4,2 % en 1990. Pour cette année, la DP table sur une très légère accélération (+4,4 %).

En réalité, les premiers signes d'une reprise pourraient se manifester à partir de l'été prochain aux États-Unis et en Grande-Bretagne, au moment où l'Allemagne et le Japon finiraient un peu. Ainsi se rétablirait en quelque sorte la conjoncture mondiale.

Les rythmes d'inflation eux aussi devraient se rapprocher. L'écart des taux, qui était de 6 points fin 1990 entre des pays vertueux comme l'Allemagne et les Pays-Bas d'une part, la Grande-Bretagne d'autre part, se réduirait sensiblement. La hausse des prix s'accroîtrait en Allemagne (passant de 2,5 % à 3,1 % cette année), alors qu'elle se ralentirait en Grande-Bretagne (de 6,3 % à 5,9 %), du fait notamment de la récession. La direction de la prévision estime que l'écart annuel d'inflation (3), qui est actuellement de 3 points entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pourrait être inférieur à un point à la fin de 1991. D'une façon générale, le prix du pétrole,

qui reviendrait de 22,5 dollars le baril en 1990 à 20 dollars le baril cette année, jouerait un rôle désinflationniste, de même que la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies (ce deuxième facteur ne jouant évidemment pas pour les États-Unis).

2. Les politiques économiques des différents pays seraient moins opposées. Les politiques économiques des grands pays industrialisés ont été, l'année dernière, très opposées. En Allemagne, la politique budgétaire a été fortement expansionniste avec une baisse très nette des impôts sur le revenu (30 milliards de marks) et un accroissement considérable des dépenses publiques décidé en faveur des nouveaux Länder (trois collectifs budgétaires en cours d'année). Même si le déficit des administrations publiques s'est révélé finalement moindre que prévu l'année dernière (70 milliards de marks au lieu de 100 milliards), les finances publiques allemandes n'en sont pas moins passées d'une situation excédentaire en 1989 (+0,2 % du PNB) à une situation déficitaire en 1990 (-2,9 % du PNB). A l'inverse, la politique monétaire allemande a été très restrictive, se durcissant à l'automne 1990 puis de nouveau fin janvier 1991 avec une hausse du taux Lombard et du taux de l'escompte. Cela pour limiter les risques inflationnistes.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont pratiqué des politiques exactement contraires en matière monétaire, réduisant leur taux d'intérêt au fur et à mesure que se précisaient les risques d'inflation. Les politiques budgétaires de ces deux pays sont allées, en 1990, apparemment dans le même sens qu'en Allemagne. Le déficit alle-

mand a joué la même année un rôle expansionniste majeur, expliquant à lui seul 3,5 points de croissance pour un taux d'expansion qui a atteint 4,7 %. Le creusement du déficit américain, quant à lui, a été considérable, passant de 130 milliards de dollars à 220 milliards de dollars en 1990. La DP ne précise pourtant pas si cet accroissement du déficit américain a eu un rôle stimulant important sur l'activité économique. La question vaut d'être posée, puisque le déficit budgétaire des États-Unis s'explique aussi par l'obligation qu'a l'État de renflouer les caisses d'épargne, opération qui ne consiste qu'en un transfert de dettes.

Renflouer les caisses d'épargne

Cette année, les politiques monétaires devraient se rapprocher entre pays industrialisés du fait des moindres décalages conjoncturels. C'est ainsi que l'Allemagne pourrait détendre ses taux au second semestre, si les négociations salariales du printemps s'accroissent pas les risques inflationnistes. A l'opposé, si une reprise se manifeste bien aux États-Unis, la Réserve fédérale n'aurait plus tellement de raisons de continuer à abaisser les taux d'intérêt.

En matière budgétaire, le déficit allemand continuera de se creuser et pourrait représenter en 1991 quelque 4 % du produit national brut (PNB), contre 2,9 % l'année dernière. Mais l'élargissement du déficit allemand serait moindre qu'en 1989 et 1990 (1 point seulement contre 3 points), du fait d'économies budgétaires et du relèvement de certains impôts et taxes.

De même, si le déficit budgétaire américain doit passer cette année à 318 milliards de dollars (5,7 % du PNB) contre 220 milliards de dollars en 1990 (4,1 % du PNB) il ne faut pas voir là l'effet d'une politique plus laxiste. C'est bien la nécessité de renflouer les caisses d'épargne et d'assurer les dépôts bancaires, de même que les moins-values fiscales provoquées par la récession qui sont à l'origine du creusement du déséquilibre budgétaire américain. La DP montre dans son étude que si l'on exclut ces deux facteurs, le déficit structurel des États-Unis passerait de 157 milliards de dollars en 1990 à 170 milliards de dollars cette année et resterait stable à 3 % du PNB. On retrouve le même phénomène en Allemagne, dont le déficit budgétaire va continuer de se creuser mais de façon moindre. Le rôle stimulant du déficit sera donc plus faible dans les deux pays.

3. Le commerce mondial se ralentit mais les déséquilibres se réduisent.

Le commerce mondial, qui n'a cessé de se ralentir depuis deux ans (+9,5 % en 1989, +7 % en 1990) du fait de la récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne, va poursuivre sur cette lancée (+5 % prévu par la DP en 1991). Néanmoins « un certain regain d'activité dans les pays anglo-saxons pourrait

conduire à une réaccélération du commerce mondial à partir du second semestre 1991 ».

De même continueraient de se réduire les déséquilibres commerciaux entre pays, sous le double effet de la compétitivité du dollar américain et d'un décalage conjoncturel qui, même réduit, subsisterait. Le déficit commercial américain s'est contracté de 8 milliards de dollars en 1990, alors que les excédents allemands et japonais diminuaient de près de 18 milliards de dollars. Les pays européens - la Grande-Bretagne exceptée - ont vu quant à eux leur situation se dégrader alors que le solde commercial des pays de l'OPEP s'améliorait. Cette tendance à la réduction des déséquilibres se confirmerait cette année.

On voit donc que si la reprise dans le monde risque de se faire attendre, des réajustements sont actuellement en œuvre entre pays industrialisés. Ceux-ci devraient protéger la croissance - quand elle se manifestera à nouveau - des effets de politiques économiques discordantes menées par les différents nations. Comme cela s'est produit en 1990...

AL V.

(1) Note de conjoncture internationale. Mars 1991. Direction de la prévision de l'INSEE assure la diffusion de cette publication.

(2) Les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Canada, Japon, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) plus l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique.

(3) En glissement, c'est-à-dire de décembre d'une année à décembre de l'année suivante.

Optimiste sur les taux d'intérêt

M. Bérégovoy envisage une baisse de l'impôt sur les bénéfices distribués

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a déclaré jeudi 7 mars que dans la perspective, « à notre portée », d'une inflation « un peu inférieure à celle de l'Allemagne », il est vraisemblable que les taux français pourraient être orientés à la baisse, comme les marchés l'anticipent actuellement.

M. Bérégovoy, qui s'exprimait à l'occasion d'un colloque organisé par le CNPF (Conseil national du patronat français) sur l'information financière des sociétés cotées (lire page 29), a estimé que « l'économie française ne supporte plus de handicap de taux d'intérêt par rapport à ses grandes concurrentes européennes », même si « les taux d'intérêt réels positifs restent très élevés ». Le ministre a précisé que « les

besoins considérables de capitaux dans le monde ne permettent pas d'envisager une forte baisse à court terme » de ces taux réels.

Le ministre d'État a rappelé que l'écart des taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne était revenu de 6 % en 1984 à 0,7 % aujourd'hui, ce qui, « compte tenu de la différence relative d'inflation (0,7 point à fin janvier), correspond à la parité des taux réels ».

M. Bérégovoy a d'autre part estimé qu'« il conviendrait de réfléchir à l'opportunité d'engager une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéfices distribués ». Ce taux est actuellement de 42 %, alors que le taux applicable aux bénéfices non distribués est de 34 %.

Avec un fléchissement des résultats à l'exportation

Les commandes ont marqué le pas dans l'aéronautique en 1990

Avec un chiffre d'affaires estimé, en 1990, à environ 117,3 milliards de francs, soit une hausse de 3,8 % par rapport à l'année précédente, l'industrie aéronautique et spatiale de la France renforce la part de ses activités civiles (46,4 %) ; elle confirme ainsi une tendance amorcée depuis cinq années.

M. Henri Martre, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), a expliqué, jeudi 7 mars à Paris, que cette progression - somme toute assez modeste - du chiffre d'affaires de la profession était due à la sous-évaluation du dollar, à la longue grève des coopérateurs britanniques dans la fabrication des Airbus, à la situation au Proche-Orient et aux embargos décidés par les Nations unies.

Les prises de commandes se sont élevées à 132,4 milliards de francs, en recul de 9,6 % sur l'exercice 1989, avec une part des activités civiles à

hauteur de 61,4 %. M. Martre a rappelé que les résultats de 1989 avaient été exceptionnels en raison de commandes très importantes d'Airbus et de lanceurs Ariane.

A l'exportation, l'année 1990 a marqué le pas, avec un léger fléchissement (en valeur) de la part exportée, tous matériels civils et militaires confondus, qui a été de 57,2 % au lieu de 59,2 % en 1989. « Il faudra dans les années à venir, a dit le président du GIFAS, soutenir un effort accru pour maintenir, voire développer cette part exportée. Par un effet de série renforcé et une meilleure répartition des fins de recherche et développement, l'exportation permet de proposer des prix réalistes et compétitifs sur le marché intérieur ».

L'industrie aéronautique et spatiale occupe en France 120 000 salariés, dont 21 % sont des personnels d'encadrement.

Le débat sur l'ouverture du Grand Marché

Les constructeurs automobiles européens s'entendent face aux Japonais

Les quatorze membres de la nouvelle Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) sont sur la même longueur d'onde vis-à-vis du problème qui les préoccupe le plus : la pénétration des voitures japonaises après l'ouverture du Grand Marché le 1^{er} janvier 1993. Inflexible à l'égard des Japonais, M. Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, a refusé de participer à cette association, où les votes sont régis par la règle de la majorité qualifiée.

Selon M. Raymond Lévy, patron de Renault et actuel président de l'ACEA, « le courant est passé » lors de la première réunion, cette semaine à Genève. L'ACEA va demander qu'un délai de six ans soit instauré à partir du 1^{er} janvier 1993 avant d'autoriser l'entrée libre des voitures nippones en Europe. Pendant ces six ans, la part du marché réservée aux Japonais s'accroîtra de façon contrôlée globalement (addition des productions

japonaises au Japon et en Europe) et par pays (afin d'éviter le « ciblage » dans les pays latins aujourd'hui protégés par des quotas). Cette part ne devrait pas dépasser 15 % en fin de parcours contre 11 % en 1990.

Cette position est assouplie par rapport au memorandum rédigé par les trois grands européens (Fiat, Renault et Volkswagen) à l'automne dernier. Le délai évoqué dans ce texte était de dix ans. Ensuite, la croissance des parts du marché réservées aux Japonais devait dépendre de l'évolution du marché : ils devaient rester leur part actuelle de 11 % si le marché ne croît que de 7 % en dix ans, passer à 13 % si le marché croît plus vigoureusement (de 15 %), etc. La philosophie du texte était un partage de la croissance entre Japonais et Européens « qui profite d'abord aux Européens ». En cas de chute du marché, une clause de sauvegarde était d'ailleurs prévue. Enfin, les trois

constructeurs réclamaient la mise en place de mesures de soutien de la recherche et de la formation.

Quoi qu'il en soit, fort de l'accord de ses collègues à l'exception probable de Peugeot, M. Lévy devra maintenant plaider cette cause auprès de la Commission européenne. Les commissaires les plus libéraux sont revenus sur l'accord de principe qui semblait avoir été dégagé en juillet dernier à Bruxelles et demeurent plus favorables aux groupes nippons. On évoque un délai de cinq ans et une part des Japonais de 18 %.

Ensuite, il faudra que les gouvernements tranchent et mandatent la Commission pour négocier avec Tokyo. On sait déjà que la Grande-Bretagne - et le Japon - refusent de comptabiliser les fabrications des usines japonaises en Europe comme des voitures nippones.

E. L. B.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Après avoir réorganisé leurs activités restauration

Les Wagons-Lits passent contrat avec Accor pour la gestion de leur hôtellerie

Après la restauration, les hôtels. La Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) doit annoncer vendredi 8 mars la nouvelle organisation de sa branche hôtellerie, fondée sur une alliance avec le groupe Accor, qui va en prendre la direction de fait.

La réorganisation des Wagons-Lits entamée le mois dernier par la branche restauration continue. Mais les principes sont bien différents. La reprise d'Euro-France par ses cadres (*le Monde* du 23 février) a permis de dénouer l'association formée avec la Sodexo, avant la redistribution du capital de la CIWL; cette fois, la compagnie s'engage avec une nouvelle association avec un partenaire encore plus puissant dans son domaine d'activité, l'hôtellerie, que n'est la Sodexo dans la restauration collective.

En effet, en vertu d'une « convention de gestion » conclue avec Accor, et présentée jeudi 7 mars aux comités d'entreprise, la plus grande partie des hôtels des Wagons-Lits vont être gérés en commun avec le groupe Accor à partir du 15 mars. Les 76 Alti (trois étoiles) vont être associés aux 106 Mercure, les 66 Pullman (quatre étoiles et luxe) aux 49 Sofitel, les 39 PLM Azur à la vingtaine d'hôtels de loisirs d'Accor : à chaque niveau, des directions communes (développement, finances, personnel) vont être constituées à partir des équipes des deux groupes. Des systèmes communs de réservation, de commercialisation et

de formation vont être établis. Seule restant à l'écart pour l'instant les 100 Arcades (deux étoiles), car Wagons-Lits ne possède que 50 % de la société Arcade-Seph, 30 % étant contrôlée par Paribas, 10 % par la BNP et autant par la Société générale, et les trois Primo 99 (une étoile), où la CIWL ne possède que 36 %.

L'association ne manque pas de justifications. Elle ouvre sans doute de nouvelles possibilités de développement pour les deux groupes réunis, dont l'un (Accor) figure parmi les tout premiers mondiaux, et l'autre aux environs du vingtième rang. On peut y trouver des complémentarités géographiques : Pullman est beaucoup plus développé en Europe, au Proche-Orient et en Afrique que Sofitel, beaucoup plus présent, en revanche, en Amérique du Nord et dans le Pacifique; Mercure n'est pratiquement présent à l'étranger qu'en Allemagne, alors qu'Alti est présent aussi aux Pays-Bas, en Belgique et... en Indonésie.

Une partie inégale

Cette association ne constitue sans doute qu'une première phase. Une valorisation des actifs va être entreprise. Une telle opération n'est pas sans risque : c'est sur l'évaluation des actifs qu'a échoué la fusion prévue avec Sodexo dans la restauration collective. Accor, qui a acheté l'équivalent de 6,8 % des Wagons-Lits, est sans doute réticent à s'engager encore.

La situation actuelle apporte déjà une belle revanche à ses dirigeants : empêchés en 1985 de

prendre le contrôle des hôtels Frantel par M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui leur préfèrent les Wagons-Lits, MM. Paul Dubuis et Gérard Pélissier, appelés à la rescousse par le même Robert Lion dans le même wagon que Suez et la Générale de Belgique, prennent aujourd'hui la direction de fait de la plus grande partie de l'hôtellerie de la CIWL, entre-temps réorganisée et développée.

Même si chez Accor on se défend de vouloir « creuser » les biens des Wagons-Lits, et l'on dit seulement jouer le jeu de l'actionnaire qui souhaite obtenir le meilleur rendement de son investissement, l'issue pour la gestion, comme pour le développement fait peu de doute, sauf en cas de rupture entre les deux parties de la nouvelle majorité d'actionnaires (la Caisse des dépôts d'une part, l'alliance Accor-Suez-SGB de l'autre) : la partie est inégale, entre un groupe qui a consacré 1 milliard de francs belges au développement de ses hôtels en 1990, et un autre (Accor), qui y a mis 1,6 milliard de francs français, soit presque dix fois plus.

Curieusement, la stratégie de la nouvelle majorité des Wagons-Lits semble traduire les mêmes hésitations que celle de la précédente. Refusant d'être un simple holding financier, gérant des participations dans des domaines divers, mais conscients de ne pouvoir lutter contre la concurrence internationale et d'assurer les investissements nécessaires dans ses cinq domaines (restauration, ferroviaire, tourisme, hôtellerie et location d'automobiles), la CIWL veut en même temps ne pas abandonner aucune - sans peut-être la location de voitures. En même temps que des dirigeants financiers, les nouveaux responsables ont choisi de chercher des « tuteurs » pour certaines activités : hier la restauration, aujourd'hui l'hôtellerie. Mais les alliés sont aussi, par définition, des concurrents. Situation inconfortable.

GUY HERZLICH

Une lettre du maire de Sartrouville

A la suite de la publication, dans nos éditions du 20 février, de l'article intitulé « Un anticorps accusé de racisme », nous avons reçu une lettre de M. Laurent Wezel, maire (CDS) de Sartrouville (Yvelines) et témoin de l'accusation accusé d'être le responsable de la situation.

Je n'ai pas interrompu « les » témoignages de M. Pascal, mais un seul d'entre eux (NDLR : il s'agit de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) au moment où il prétendait, contre toute vérité, que le président de la SCIC (NDLR : filiale immobilière de la Caisse des dépôts) avait proposé le rattachement de la commune à laquelle sa société avait refusé un appartement pour raison de nationalité. Le président du tribunal m'a alors rappelé à l'ordre comme c'était son devoir.

Je n'ai pas « attaqué » M. Soulez-Larivière (NDLR : avocat de la défense). Il m'a injurié dès le début de sa plaidoirie. Je l'ai prié de cesser la et j'ai dit que je préférerais, dans ces conditions, quitter le prétoire, cela avant même que le président du tribunal me le demande.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCADIP

Les actionnaires de SOCADIP réunis en Assemblée générale ordinaire, convoquée extraordinairement le mercredi 6 Mars 1991, ont adopté la résolution suivante : Connaissance prise des difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de la garantie du CREDIT LYONNAIS envers SOCADIP concernant les fournisseurs de CODEC, ainsi que de l'absence de garantie de paiement du CREDIT LYONNAIS concernant les fournisseurs de CODEC, les actionnaires ont décidé, alors qu'ils considèrent ne pas y être juridiquement tenus, de couvrir par une cotisation exceptionnelle, appliquée en 1991, les sommes dues aux fournisseurs de CODEC et de COL dans le cadre et les limites de la garantie dont ils bénéficient et non couverte par le CREDIT LYONNAIS, et ce jusqu'à concurrence du montant maximum de cent millions de francs résultant de l'estimation faite de ce risque par SOCADIP.

Les engagements qui précèdent sont soumis à la condition suspensive que SOCADIP obtienne du CREDIT LYONNAIS, au plus tard le 29 Mars 1991, par contre-voie amiable ou de caractère judiciaire, l'assurance qu'il exécutera entièrement son engagement envers SOCADIP concernant les sommes dues aux fournisseurs de CODEC dans le cadre et les limites de la garantie dont ils bénéficient, de telle sorte que la charge résiduelle se limite bien à la couverture des créances des fournisseurs de CODEC et de COL, lesquels seront indemnisés, grâce à la cotisation exceptionnelle des actionnaires de SOCADIP, dans les mêmes conditions que ceux de CODEC, et dans la limite des cent millions de francs sus-visés.

Les actionnaires de SOCADIP ont pris ces décisions pour maintenir et développer les relations confiantes entre SOCADIP et les industriels.

SOCIAL

Air France renonce au chômage partiel

Les mesures de chômage partiel, qui devaient, à partir du 1^{er} avril, réduire de 6 % le temps de travail et, pourtant, les rémunérations de l'ensemble du personnel d'Air France, sont « pour le moment, suspendues », selon un communiqué de la compagnie.

La fin de la guerre du Golfe et la reprise sensible du trafic aérien qui en est résultée rendaient difficilement défendable un tel dispositif, que la direction avait eu l'imprudence de fonder sur la conjoncture, alors que le but recherché était d'alléger les coûts d'exploitation de la compagnie nationale. Depuis la fin des hostilités, les syndicats soulignent à plaisir l'incapacité de la compagnie au moment de la reprise.

La direction s'est donc rendue à ces arguments d'autant que le chômage partiel n'était pas évident à mettre en œuvre, coûteux, après négociations avec le ministère du travail l'indemnisation de l'heure de travail chômée était en passe de se monter à 27 francs au lieu des 12,62 francs annoncés à l'origine.

Toutefois, la direction d'Air France ne renonce pas totalement à son plan d'économies et annonce le maintien du blocage des salaires pour l'année 1991, du départ anticipé de deux cents cadres, du non-renouvellement des cadres à durée déterminée, du recours à la main-d'œuvre extérieure et de la mise en œuvre concertée de mesures de modernisation de l'organisation du travail.

On peut penser que les négociations reprendront sur cette aménioration de la mobilité du personnel et de la souplesse des horaires. M. Robert Gervois, secrétaire du syndicat FO d'Air France, nous avait déclaré, le 6 mars, à ce sujet, que son organisation syndicale n'accepterait d'en débattre qu'après retrait des mesures de chômage partiel. « On nous dit qu'il faut augmenter la productivité, disait-il. Nous préférons parler d'une meilleure organisation du travail en termes d'horaires et de polyvalence ».

A. F.

Les employés d'Air Inter de l'aéroport de Bastia ont repris le travail

Les employés du sol d'Air Inter de l'aéroport de Bastia-Forêt (vingt-cinq personnes), en grève depuis quatre-vingt-cinq jours, ont repris le travail vendredi 7 mars, tandis que les employés d'Air France (soixante personnes sur une centaine) pourraient le reprendre samedi matin, selon des sources syndicales. Cette grève a été déclenchée en raison de la crainte que la restructuration sur la Corse d'Air France et d'Air Inter ne se traduise à terme par des pertes d'emplois ou de salaires.

« L'amertume et l'inquiétude demeurent car il n'y a pas eu d'avancées réelles », indiquent-ils de source syndicale, tout en se félicitant que la situation des employés soit assurée pour cinq semaines. A la fin de la période, indique le protocole proposé à la signature des syndicats prévoit « des améliorations dans les conditions de travail ».

A Air France, les soixante employés encore en grève, sur un effectif total de cent, pourraient reprendre le travail samedi matin, sans qu'un accord ait été passé avec la direction. Pour M. Dominique Romantini, de la CGT, « la direction se refuse à toute négociation sur la restructuration » et « la grève se continue sous d'autres formes, actions de harcèlement ou grèves surprises ».

A l'initiative du syndicat MG France

Les médecins généralistes proposent une formule d'abonnement à leurs patients

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a approuvé jeudi 7 mars le principe d'une formule d'abonnement permettant d'instaurer des relations fondées « sur la continuité des soins » entre les médecins généralistes et les malades.

Avancée par le syndicat MG France sous forme d'avenant à la convention médicale de 1990, qui régit les rapports entre les praticiens libéraux et la Sécurité sociale, cette proposition permettrait de passer un « contrat » renouvelable chaque année avec un de leurs patients. Les honoraires pratiques seraient conformes au tarif conventionnel du secteur 1 (90 F pour une consultation) et l'assuré bénéficierait du tiers payant. Il n'aurait donc pas d'avances de frais à réaliser, hormis la partie non remboursable, en attendant de recourir à des « supports médicaux modernes ».

Il pourrait consulter par ailleurs d'autres médecins généralistes, mais, dans ce cas, il ne pourrait obtenir le tiers payant et un « rapport de consultation » devrait alors être adressé au praticien avec lequel le contrat a été établi. Toutefois, aucun système de contrôle n'est prévu. Selon MG France, dix millions de personnes pourraient être concernées.

De son côté, le médecin constituerait pour chaque patient un dossier susceptible d'être transmis à un confrère (mais ne comprenant que des données strictement médicales) et devra participer à la réalisation de statistiques médicales après avoir suivi une formation adaptée. A ce titre, le percevoir de l'assurance-maladie une rémunération forfaitaire égale à deux consultations (180 F).

Ces dispositions, destinées à favoriser la fidélisation d'une partie de la clientèle en introduisant un élément de « continuité des

soins », doivent permettre le développement d'une médecine plus soucieuse de prévention. Elles visent aussi à améliorer l'établissement de données épidémiologiques et le bon déroulement de campagnes dans le domaine sanitaire. Toutefois, si la notion de « continuité des soins » peut permettre de réduire la multiplication de certains actes médicaux superflus, la généralisation du tiers payant est, en revanche, susceptible de stimuler la consommation médicale.

Enfin, en intégrant MG France dans le jeu conventionnel, cette innovation est de nature à relancer les contrats locaux d'objectifs pour la maîtrise des dépenses de santé, dont le bilan est décevant. Approuvé jeudi par la commission d'assurance-maladie de la CNAMTS, l'avenant sera présenté dans les prochains jours à la FME (Fédération des médecins de France), seule organisation signataire de la convention, et à MG France. Le conseil d'administration de la CNAMTS devrait l'adopter officiellement le 13 mars.

J.-M. N.

■ CNAMTS : pas d'avis de Conseil d'Etat. - Le gouvernement a décidé de retirer la demande d'avis qu'il avait formulée auprès du Conseil d'Etat au sujet de la candidature de M. Maurice Derin (FO) à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Président sortant, M. Derin est en principe éligible par la limite d'âge (soixante-cinq ans), mais il estime qu'il peut se succéder à lui-même lors du renouvellement, fin mars, des organismes de sécurité sociale (*le Monde* daté 10-11 février). Les pouvoirs publics considèrent dorénavant que cette controverse « n'est pas d'actualité » tant que le nouveau conseil d'administration ne se sera pas réuni.

LOTTO 1985

14	27	36	43	45	49
6	9	589 640 F			
2	3	87 070 F			
1	10	4 762 F			
0	11	1 026 F			
0	12	375 F			
0	13	122 F			
0	14	32 F			

TOTAL

LEN 236 190	GAGNE 400 000 F
36 190	40 000 F
6 190	4 000 F
190	400 F
90	40 F
0	10 F

10^e TRANCHE TRACÉ DU 07 MARS 1991

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SFI

Société Française d'Investissement en France et à l'étranger

Le conseil d'administration réuni le 13 février 1991 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV en assemblée générale mixte le 10 avril 1991 à 15 heures à l'Hôtel de Poméranie - Salle du Lustre - 67, rue de Lille, 75007 Paris, afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant une modification des règles de répartition des dividendes et des modalités de répartition des dividendes de la SICAV du 22 juin 1990, et un changement de dénomination sociale. La nouvelle dénomination sociale sera : SFI-CAP Assur. Par ailleurs, la nouvelle fiche signalétique adoptée par le conseil d'administration prévoit que le ratio de 50 % de valeurs françaises est abandonné.

Le conseil d'administration réuni le 13 février 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990. La valeur liquidative au titre de l'action SFI atteignant 584,24 francs le 28 décembre 1990, contre 713,22 francs le 29 décembre 1989. En tenant compte du réajustement du dividende net, la performance annuelle a été de -15,46 %.

Les revenus distribuables au titre de l'exercice 1990 permettant de proposer à l'assemblée générale de fixer le dividende suivant :

Origine des revenus	Montant net	Personnes physiques	Personnes morales
		Crédit d'impôt	Crédit d'impôt
Obligations françaises non indexées	15,85	0,16	0,15
Actions françaises	1,98	1,14	3,12
Autres revenus	3,16	0,69	3,85
TOTAL	21,09	1,99	23,08

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 12 avril 1991 et mis en paiement le 15 avril 1991. Ce coupon sera encaissé, sous les ordres de rachat reçus jusqu'au 11 avril avant midi, contre remise de la valeur liquidative coupon inclus.

Sigle social : 56, rue de Lille, 75007 Paris
Bureaux : 5, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - tél. : 49.27.63.00

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricoit

COFORMA et les Editions François-Robert 18, rue Théodore-Deck, 75013 PARIS

Tél. : 46-60-05-01 Fax : 45-57-39-41

سكزا من زكامل

AGENDA

Le Monde • Samedi 9 mars 1991 27

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 8 mars

- TF 1**
- 20.50 Variétés : Tous à la Une.
22.50 Magazine : Grande reportages. Les femmes de Fleury, de Jean-Michel Carré et Jean-Marc La Rocca.
- 23.50 Magazine : Spécial sport. Funboard à Bercy.
0.40 Au trot.
0.45 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.50 Divertissement : Coup de soleil à l'Olympia. De Guy Bedos, Michel Boujenah et Smail.
22.10 Magazine : Caractères. Histoires de femmes. Invités : Georges Duby et Michelle Perrot (l'Histoire des femmes), Noëlle Lorient (l'ère Joliot-Curie), Ana Novac (des Accidents de l'âme), Assia Djebar (Loin de Médine - les Femmes d'Alger).
- 23.30 Journal et Météo.
23.55 Cinéma : Trains étroitement surveillés. ■■■ Film tchèque de Jirí Menzel (1988). Avec Václav Neckar, Jitka Boudová, Vladimír Valenta (v.o.).
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Thalassa. Taupes en cale. La pêche au requin-taupo, à l'île d'Yeu.
21.35 Feuilleton : Les survivants du Golgotha.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Traverses.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : A tous les coups on meurt. Les jeux de rôles et leurs conséquences parfois tragiques.
22.05 Documentaire : Dérivage vigneron. La vigne, l'autre passion du comédien.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Presidio, base militaire, San Francisco. ■■ Film américain de Peter Hyams (1988).
0.35 Cinéma : Le bal du gouverneur. ■■ Film français de Marie-France Pisier (1989).
2.10 Cinéma : Les Vikings attaquent. ■■ Film italo-français de Giuseppe Vari (1982).
- LA 5**
- 20.45 Feuilleton : Le parrain.
22.35 Série : L'inspecteur Derrick.
23.35 Série : Hitchcock présente. 0.00 Journal de minuit.
0.10 Télé-achat.
0.25 Corsaires et filibustiers.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : La malédiction du loup-garou.
22.10 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.

Magazine : Vénus.

- 23.05 Magazine : La 8 dimension.
23.35 Capital.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Live. Lucky Dube, au 14^e Festival d'Angoulême.
0.30 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Téléfilm : La valse de mariage.
22.00 Court métrage : Trois nuits.
22.15 Documentaire : Enfance.
23.00 Documentaire : Manu Dibango, silences.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. La princesse et le magicien.
21.30 Musique : Black and blue. Solo par Solal.
22.40 Les nuits magnétiques. Fleures.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code. Rock en RDA.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 1^{er} mars à Paris) : Symphonie funèbre et triomphale op. 15, Te Deum pour chœur, chœur d'enfants, chœur et orchestre op. 22, de Berlioz, par la Maîtrise, le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Nelson; sol : Thomas Moser, ténor.
23.07 Pousiéristes d'étoiles. Pin-Ups; Poissons d'or.

Dimanche 10 mars

- TF 1**
- 11.25 Magazine : Auto-moto.
12.00 Jeu : Tournez... manège.
12.30 Jeu : Le juste prix.
12.53 Météo, Trafic Infos et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Agence tous risques.
16.05 Divertissement : Vidéo gag.
16.30 Disney parade.
17.55 Magazine : Téléfoot.
18.50 Magazine : 7 sur 7.
19.05 Invité : Perez de Cuellar.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- Ce soir, après le premier spot Lancia Dedra, vous allez rester sous le choc.**
- 20.50 Cinéma : Tootsie. ■■ Film américain de Sydney Pollack (1982).
22.45 Cinéma : Le pacha. ■■ Film français de Georges Lautner (1967).
0.15 Au trot.
0.20 Journal et Météo.
0.45 Musique : Soirée Mozart.
- A 2**
- 11.00 Messe. Célébrée au sanctuaire de Notre-Dame à Saint-Mandé.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Dimanche Martin (et à 13.35, 15.50).
13.00 Journal et Météo.
15.00 Série : Mac Gyver.
16.40 Série : Eurodisc.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Hippo! Hippo!
18.25 Flash d'informations.
18.30 Magazine : Stade 2. Basket-rugby : Athlétisme; Football; Rugby; Les résultats de la semaine; Escrime; Cyclisme.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.

- 12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un Salon à l'autre. En direct du Salon agricole de la porte de Versailles à Paris.
13.30 Magazine : Musicales.
14.30 Expression directe.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Athlétisme; Escrime, Super fudoor.
18.30 Dessin animé : Babar.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30. Mag-cité.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Soirée spéciale : Tino Rossi.
22.00 Magazine : Le divan. Invité : Maurice Béjart.
22.20 Journal et Météo.
22.40 La chasse à l'homme (Man hunt). ■■■■ Film américain de Fritz Lang (1941) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 10.50 Cinéma : Presidio, base militaire, San Francisco. ■■ Film américain de Peter Hyams (1988).
En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Roger Hanin.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
14.45 Sport : Rugby. Quart de finale du challenge Yves-du-Ménor : Racing Club de France - Stade toulousain, en direct.
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Les aventures de Chatran. ■■ Film japonais de Masanori Hata et Kon Ichikawa (1990).
En clair jusqu'à 20.40
- 19.15 Flash d'informations.
19.25 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme... ?
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : La Baule-les-Pins. ■■ Film français de Diane Kurys (1989).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'événement (Boxe : Cook-Winterstein); Basket-ball américain.
1.00 Cinéma : Erreur de jeunesse. ■■ Film français de Rodovan Tadi (1989).
- LA 5**
- 11.55 Série : Buck Rogers.
12.45 Journal.
13.20 Série : Wonder woman.
15.00 Série : Arnold et Willy.
15.30 Les courses en direct d'Auteuil.
15.50 Dessin animé : Denis la malice.
16.00 Série : Lou Grant.
16.50 Dessin animé : Denis la Malice.
17.05 Série : Bergerac.
18.10 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.40 Journal des courses.
20.45 Divertissement : Coluche, Le Luron, est-ce bien raisonnable? Sketches.
21.45 Magazine : Le club F 1. Grand Prix de formule 1 à Phoenix.
0.00 Journal de minuit.
- LA 6**
- 11.50 Magazine : Sport 6 première.

Samedi 9 mars

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Malaise au lycée, de John-Paul Laperle.
13.50 La Une est à vous. (et à 14.30, 17.05).
13.55 Feuilleton : Salut les homards !
16.00 Série : Talkie-walkie.
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.55 Variétés : Sébastien c'est fou !
22.45 Magazine : Ushuaia.
23.50 Magazine : Formule sport.
0.40 Au trot.
0.45 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.40 Magazine : Objectif économie.
14.15 Magazine : Animalia. Aurore-ils un système sans ?
15.10 Magazine : Sport passion. Basket-ball : championnat de France (Grenoble-Chalet).
16.55 Club sandwich.
17.55 Jeu : Le chevalier du labyrinthe (rediff.).
18.25 Flash d'informations.
18.30 Série : L'appart.
18.50 INC.
18.55 Feuilleton : La valse en carton.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Soirée spéciale : La seizième nuit des Césars.
23.10 Journal et Météo.
23.35 Série : Médecins de nuit.
0.30 Flash d'informations.
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Rencontres. Femmes.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Série : Lola et quelques autres.
0.30 Magazine : L'heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : La femme des autres.
15.00 Documentaire :

- Les allumés... Les sentinelles du volcan.
15.25 Spectacle : Le monde du cirque Barnum.
16.05 Série : Les inventions de la vie. L'école des prédateurs.
16.35 Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch. — En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Dessins animés : Décodes sans Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Le dernier mensonge. Le meurtrier est un jage. Sa maîtresse mène l'enquête.
22.00 Les Nuls... l'émission. Invité : Enrico Macias.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Lady Beware. ■■ Film américain de Karen Hopper (1988). Avec Sean Penn, Robert Duvall (v.o.).
0.45 Cinéma : Colors. ■■ Film américain de Dennis Hopper (1988). Avec Sean Penn, Robert Duvall (v.o.).
2.40 Cinéma : La chasse aux plaisirs. Film américain, classé X.
- LA 5**
- 13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.35 Série : Simon et Simon.
15.30 Les courses en direct d'Evry.
15.45 Série : Galactica.
16.30 Série : Superkid.
17.15 Série : Riptide.
18.00 Magazine : Intégral.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.40 Journal des courses.
20.45 Téléfilm : Comment réussir son divorce. Après dix-sept ans de vie commune mouvementée mais heureuse. Une autoroute mal fréquentée.
22.50 Téléfilm : Poursuite sans pitié. Une autoroute mal fréquentée.
0.20 Journal de minuit.
1.00 Il me faut 1 million (rediff.).
- M 6**
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme invisible.
14.45 Série : Laramie.
15.35 Série : Les espions.

La voiture qui vous fait regretter d'avoir déjà une voiture.

DEDRA 2000 TURBO LA NOUVELLE LANCIA

20.50 Série : Renseignements généraux.
22.15 Magazine : Musiques au cœur.
23.30 Journal et Météo.
23.55 Série : Le saint.

FR 3

12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.

- 11.55 Série : Buck Rogers.
12.45 Journal.
13.20 Série : Wonder woman.
15.00 Série : Arnold et Willy.
15.30 Les courses en direct d'Auteuil.
15.50 Dessin animé : Denis la malice.
16.00 Série : Lou Grant.
16.50 Dessin animé : Denis la Malice.
17.05 Série : Bergerac.
18.10 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.40 Journal des courses.
20.45 Divertissement : Coluche, Le Luron, est-ce bien raisonnable? Sketches.
21.45 Magazine : Le club F 1. Grand Prix de formule 1 à Phoenix.
0.00 Journal de minuit.
- LA 6**
- 11.50 Magazine : Sport 6 première.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Andrew and Adelaide (South Australia).
22.35 Musique : Le concert. L'orchestre national de jazz et Michel Portal.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 4 et 5 septembre 1990, lors du Festival de Berlin) : Cantate pour chœur d'hommes et orchestre, de Stravinsky; Poème lyrique pour solistes, chœur de femmes et orchestre, de Debussy; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado.
23.05 Pousiéristes d'étoiles. Chants de femmes en Tunisie.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »**
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNIK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

Audience TV du 7 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	67,6	15,4	McGyver 13,6	Journ. rég. 20,2	Bande ann. 2,3	K 2000 3,0	Petite maison 3,4
19 h 45	63,7	23,9	McGyver 15,3	19-20 13,6	Nulle part 3,6	K 2000 3,8	Petite maison 3,5
20 h 16	70,1	28,5	Edison 18,3	La classe 8,3	Nulle part 4,8	Journal 5,2	M-est servie 5,0
20 h 55	71,5	24,6	Pub 17,7	Dix hom... 13,7	Place champ. 1,9	Pub 5,1	Rhodes 8,4
22 h 8	54,6	25,4	Preuve amour 5,6	Tex Avery 7,8	Flash 1,2	Trahison 6,4	Rhodes 9,0
22 h 44	39,6	20,9	Soirée 7,7	Soir 5,9	L'amour... 0,6	Reporters 3,0	Des mains... 2,8

BOURSE DU 8 MARS

N°	VALEURS	Cours mensuel					Cours mensuel					Cours mensuel					Cours mensuel					Cours mensuel				
		Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	Cours mois	Précédent mois	Déclat mois	% +/-	
3894	CARE 2m	3000	3000	3000	0	3000	3000	3000	0	3000	3000	3000	0	3000	3000	3000	0	3000	3000	3000	0	3000	3000	3000	0	
945	DAUP. T.P.	800	800	800	0	800	800	800	0	800	800	800	0	800	800	800	0	800	800	800	0	800	800	800	0	
1420	Demain T.P.	400	400	400	0	400	400	400	0	400	400	400	0	400	400	400	0	400	400	400	0	400	400	400	0	
1130	Revue Paris T.P.	1370	1371	1376	+0.30	205	205	230	+2.30	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
910	Stent Robin T.P.	1110	1110	1110	0	1100	1100	1210	+10.00	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1110	Stent Robin T.P.	1110	1110	1110	0	1100	1100	1210	+10.00	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
260	ADCO	900	900	900	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
670	Al Liquid	900	900	900	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1150	Al Liquid	900	900	900	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1150	Al Liquid	900	900	900	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
415	AL S.P.	1600	1600	1600	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
590	Argon. Phos.	2180	2180	2180	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1340	Argon. Phos.	2180	2180	2180	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
940	Asa Fer De Mide	1110	1110	1110	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1940	Asa Fer De Mide	1110	1110	1110	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
245	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
300	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
340	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
440	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
540	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
640	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
740	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
840	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
940	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1040	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1140	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1240	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1340	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1440	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1540	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1640	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1740	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1840	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
1940	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2040	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2140	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2240	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2340	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2440	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2540	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2640	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2740	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2840	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
2940	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3040	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3140	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3240	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3340	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3440	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3540	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3640	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3740	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3840	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
3940	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
4040	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
4140	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
4240	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
4340	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	
4440	BAL	200	200	200	0	152	152	170	+11.80	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0	300	300	300	0</	

COMPTANT

[illegible]**SICAV**

VALUES	Emulsion Fuels incl.	Reacht net	VALUES	Emulsion Fuels incl.	Reacht net	VALUES	Emulsion Fuels incl.	Reacht net
A.A.A.	1038 95	1008 67	Franch-Associates	31 84	31 84	Placetment M.	69444 05	69325 41+
J.J.J.	213 83	207 91	Franch-Dev.	38 90	37 54	Placetment Nord.	985 02	985 02
Aggregates	775 14	759 85	Franch-Gen.	127496 01	127496 01	Placetment	1078 50	1052 25
Aggregates	7412 70	7412 70	Franch-Ind.	265 89	265 89	Placetment	128 83	128 83
Aggregates	114 87	114 87	Franch-Europe	31 27	30 51	Pasta Gensol	5800 90	5880 30
ASF Assets on CP	1261 33	1084 71	Franch-Ind.	84 58	82 04	Petroleum Oil	11280 70	11288 46
ASF 5000	6181 88	606 71	Franch-Ind.	30 12	28 38	Perf. Council	111 72	110 81
ASF ECU	1049 08	1038 69	Franch-Ind.	1256 02	1108 67	Perf. Associations	26333 54	26333 54
ASF Fancor	1748 12	114 91	Franch-Ind.	467 85	467 85	Perf. Ind.	165 75	165 75
ASF Fancor	1815 16	1815 16	Franch-Ind.	112 58	112 58	Perf. Ind.	128 83	128 83
ASF Indefinite	427 69	417 45	Franch-Ind.	12261 38	8185 45	Perf. Ind.	352 77	876 48
ASF Indefinite	1122 05	1118 47	Franch-Ind.	161 78	158 25	Perf. Ind.	165 75	165 75
ASF Scaled Steel	11387 17	11287 17	Franch-Ind.	1194 43	1194 43	Perf. Ind.	5312 46	5259 85
ASF Scaled Steel	588 84	645 75	Franch-Ind.	1842 30	1842 30	Perf. Ind.	1146 98	1130 03
ASF Scaled Steel	6796 19	6534 75	Franch-Ind.	10820 30	10820 30	Perf. Ind.	511 84	570 01
ASF Scaled Steel	848 82	848 82	Franch-Ind.	10820 30	10820 30	Perf. Ind.	511 84	570 01
ASHGANG COAT-T	6332 20	6415 35	Franch-Ind.	518 55	505 45	Perf. Ind.	748 72	712 83
Aspic	1081 19	1081 19	Franch-Ind.	158 22	158 22	Perf. Ind.	197 28	188 33
Aspic	367 37	368 41	Franch-Ind.	251 18	257 22	Perf. Ind.	575 95	547 82
Aspic	1176 37	1142 11	Franch-Ind.	212 17	203 82	Perf. Ind.	511 84	570 01
Aspic	1036 20	1004 12	Franch-Ind.	255 11	242 78	Perf. Ind.	1346 43	1350 03
Aspic	105 65	105 65	Franch-Ind.	232 29	232 29	Perf. Ind.	511 84	570 01
Aspic	163 37	147 76	Franch-Ind.	320 82	307 74	Perf. Ind.	1570 40	1570 40
Aspic	127 48	122	Franch-Ind.	232 29	232 29	Perf. Ind.	1248 50	1244 61
Aspic	119 78	114 03	Franch-Ind.	321 42	306 81	Perf. Ind.	1248 51	1248 51
Aspic	30 27	30 27	Franch-Ind.	138 21	138 21	Perf. Ind.	703 87	897 28
Aspic	118 33	118 33	Franch-Ind.	166 78	166 78	Perf. Ind.	1056 61	1056 61
Aspic	5594 15	5598 40	Franch-Ind.	245 14	233 95	Perf. Ind.	667 87	648 22
Aspic	5942 44	5958 10	Franch-Ind.	301 97	300 96	Perf. Ind.	422 88	411 57
Aspic	1178 13	1181 70	Franch-Ind.	11288 59	11288 59	Perf. Ind.	1419 07	1357 86
Aspic	342 20	335 85	Franch-Ind.	631 05	614 21	Perf. Ind.	860 54	842 05
Aspic	31 33	30 57	Franch-Ind.	1055 23	1055 23	Perf. Ind.	424 86	413 48
Aspic	1182 65	1182 65	Franch-Ind.	2654 45	2654 45	Perf. Ind.	218 86	218 86
Aspic	3138 37	3138 37	Franch-Ind.	675 28	658 12	Perf. Ind.	428 73	426 59
Aspic	384 54	389 75	Franch-Ind.	2228 44	2204 40	Perf. Ind.	1168 43	1134 40
Aspic	487 04	487 04	Franch-Ind.	2384 61	2384 61	Perf. Ind.	320 43	308 46

Cours préc.	Continuer cours	Garnier Goussier F. J. J.
----------------	--------------------	---------------------------------

[illegible]

Savin	359 50	359 90
GLPH	380	385
CMCI	248	249

S.M.C.	546	348	Shen Group	41	4100
Sell.	855	580	SPI Adhesives	82	50
Sell.	446	240	Tenneco	220	220
Sell.	1190	1775	Thom Electrical	71	780
Software (in Sales)	80	76 10	Tony Inc.	25	70
Sold	1805	1440	U.S. Steel	3200	3200
Spill-Set	440	425	Wegman Inc.	1250	1250
Staple	167 82	782	West Road Corp.	10	10
Students Assembly	845	845			
Swabell	405	462 10			
Steel	702				
Steel (KFI)	288	300			
Thompson	4180	4079			
Titanium Chemicals	4500				
Titanium Corp.	759	767 0			
U.S. Steel	240	240			
U.S. Steel	1110	1230			
U.S.A.	360	360			
Van	360	362			
Vigil	2185				
Vine	145				
Waco Oil Products	288	240			

Hors-cote

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15 55 01 00 - 133

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché combiné

